



Feuilleton : Chez Roger Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15106 7 F

- DIMANCHE 22 - LUNDI 23 AOUT 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alors que le projet d'accord entérine les conquêtes serbes

Les Musulmans acceptent d'examiner le nouveau découpage de la Bosnie

« Patchwork »

Il y aura un an, le 3 septembre, s'ouvrira à Genève la Conférence internationale sur la Yougoslavie. Coprésidée par Cyrus Vance pour les Nations unies et David Owen pour les Douze, elle devait tenter de ramener la paix dans l'ancienne fédération, suivant une méthode que Boutros Boutros-Ghali affectionne pour régler les crises : la coopération entre l'ONU et l'organisation régionale concernée, à savoir, dans ce cas, la CEE.

Au cours de ces douze mois de négociations, sans cesse bloquées, interrompues ou ajournées avec des dirigeants serbes, croates et musulmans - « qui maintient tous, ne l'oublions pas », comme dit lord Carrington, - les médiateurs internationaux n'ont pas suivi une ligne cohérente. En octobre de l'année dernière, ils présentaient par exemple un projet de Constitution faisant de la Bosnie-Herzégovine un Etat décentralisé comportant dix régions largement autonomes. Bien que signé, avec une extrême réticence, par les chefs des trois communautés belligères, le plan ne fut jamais mis en œuvre.

APRÈS avoir proclamé haut et fort l'indivisibilité de la Bosnie-Herzégovine et défendu son caractère multiethnique, les négociateurs se sont donc résignés à prendre en compte les conquêtes serbes et ont finalement opté pour l'éclatement de cet Etat, et sa partition. Le projet global de règlement qui a été soumis, vendredi 20 août, aux dirigeants des trois communautés de Bosnie - lesquels ont maintenant dix jours pour l'accepter ou le rejeter - reprend, dans ses grandes lignes, celui du 30 juillet dernier : une Union de trois Républiques autonomes au sein de laquelle les Serbes se verraient reconnaître leurs conquêtes.

Alija Izetbegovic, le président bosniaque, a bien entendu raison de constater que les Musulmans sont lésés : ils réclament 43 % du territoire et ils représentaient, avant le début du carnage, 44 % de la population. On peut également se demander dans quelle mesure cet Etat croulant sera économiquement viable et comment les centaines de milliers de réfugiés vont pouvoir rentrer dans des foyers qui n'existent plus...

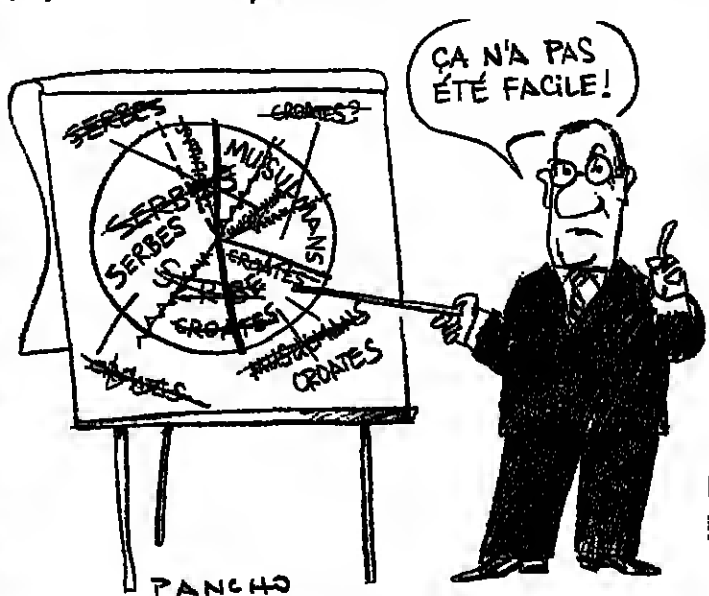
LES Croates de Mate Boban, qui ne souhaitent que quelques « retouches », devraient approuver le plan. Mais, du côté des Serbes, Radovan Karadzic aura davantage de difficultés à le faire entériner avant le 30 août par son « Parlement » autoproclamé. Il y a dans cette assemblée de furieux ultra-nationalistes qui ne sont pas prêts à rétroceder - comme on le leur demande - un cinquième des territoires conquis durant la guerre.

Si, dans l'hypothèse la plus optimiste, la réponse à ce « patchwork » qu'est le plan Owen-Stoltenberg est « oui », la guerre ne cessera pas pour autant du jour au lendemain et son application nécessitera des moyens considérables : 40 000 « casques bleus » supplémentaires, selon l'ONU. Il faudra en tout cas, avec ce plan ou un autre (qui sait?), éviter à la Bosnie un deuxième hiver infernal, dont parlent déjà avec angoisse les organisations humanitaires.

M0146 - 0822 0 - 7.00 F



MM. Owen (CEE) et Stoltenberg (ONU) ont présenté, vendredi 20 août à Genève, un projet de découpage de la Bosnie-Herzégovine en trois Républiques autonomes. Les Serbes disposeraient de 53 % du territoire, les Musulmans de 30 % et les Croates de 17 %. Les dirigeants des trois communautés doivent répondre à ces propositions avant la fin du mois. Le président musulman, M. Izetbegovic, a critiqué ce projet, mais il a accepté de l'examiner.



Lire nos informations page 3

« Dialogue officiel » entre Israël et l'OLP

Dans un entretien accordé à un journal israélien, Nebil Chawth, proche conseiller de Yasser Arafat, a affirmé, vendredi 20 août, qu'il existe désormais un « dialogue officiel » entre l'OLP et le gouvernement de Jérusalem - ce qui a été démenti. Il a aussi déclaré que la crise au sein de l'OLP « n'était pas sérieuse ».

Algérie : un nouveau chef de gouvernement

Redha Malek a été nommé samedi 21 août chef de gouvernement algérien en remplacement de Bélaïd Abdeslem. M. Malek, membre du Haut comité d'Etat (HCE), la présidence collégiale, occupait les fonctions de ministre des affaires étrangères.

POINT DE VUE

Contre l'Europe platonique

par Jean-Louis Boulanges

Ce n'est pas vraiment un drame, mais c'est tout de même un signe : la République fédérale d'Allemagne, pilier traditionnel de la construction européenne depuis quarante ans, est à ce jour le seul des douze Etats membres de la Communauté à n'avoir pas ratifié - juridiquement - le traité de Maastricht. Il est des retards innocents mais, en ces matières, il n'en est guère de fortuits.

Celui-ci l'est d'autant moins que le déroulement de la crise monétaire jette une lumière sans équivoque sur la nouvelle hiérarchie des priorités qui paraît aujourd'hui tenter les autorités allemandes. Oui aux obligations

juridiques découlant des traités. Oui encore à Maastricht considéré comme un monument à la gloire de l'union européenne. Non ce revocable à des efforts politiques nouveaux destinés à donner vie à ce qui en est le noyau dur, l'union monétaire.

Vis-à-vis de l'Europe, l'Allemagne cotoie donc son devoir mais rien que son devoir.

Dans ce grand basculement de la construction européenne vers l'irréel, les responsabilités politiques françaises sont toutefois loin d'être négligeables dans l'apparition des malentendus actuels.

Lire la suite page 4

► Jean-Louis Boulanges est député (PSE-UDF) au Parlement européen.

Produit intérieur, pouvoir d'achat et consommation en baisse

La récession est plus forte que prévu

L'INSEE a annoncé, pour le premier trimestre, une baisse de 0,6 % du pouvoir d'achat des ménages. Ce chiffre atteste que l'ampleur de la récession a été sous-estimée. Le produit intérieur brut a baissé de 0,7 % au cours des trois premiers mois de l'année après un recul de 0,3 % au quatrième trimestre 1992. La consommation comme l'emploi salarié baissent également de 0,7 %. La baisse du pouvoir d'achat est due à la pression fiscale et surtout à la modération des salaires.

Après avoir ouvert les vannes du chômage, la récession menace désormais le pouvoir d'achat des Français. Alors que l'emploi salarié et la croissance ont enregistré un nouveau recul, évalué à 0,7 %, le revenu net des ménages a baissé de 0,6 % au premier trimestre, selon les données publiées vendredi 20 août par l'INSEE.

Certes, le troisième trimestre 1991 s'était déjà soldé par un résultat identique, ce qui n'avait pas empêché l'année de s'achever avec une croissance de 2 % de revenu disponible net. Cette fois, il ne faut pas y compter : l'INSEE s'attend à une baisse de 1 % du pouvoir d'achat de janvier à décembre 1993. Une perspective qui repose non seulement sur le relèvement au second semestre de la contribution sociale généralisée (CSG), des taxes ou de la cotisation d'assurance-chômage mais aussi sur le très net ralentissement

de l'évolution des salaires qui accompagne le nouveau recul de la croissance. Après des progressions souterraines en période d'expansion (3,9 % en 1989) les gains de pouvoir d'achat des ménages se sont offerts au cours des dernières années (3,2 % en 1990, 3 % en 1991 et 1,7 % en 1992). Cette année, la glissade sera encore plus accentuée. A tel point que, reposant sur des résultats moins mauvais en début d'année, les prévisions avancées le mois dernier par l'INSEE - une progression de 0,3 % en moyenne - pourraient être remises en cause. Il n'est pas exclu qu'en 1993 le pouvoir d'achat, exprimé en moyenne annuelle (paramètre permettant d'exprimer le mieux les évolutions d'une année sur l'autre), recule. Ce serait la première fois depuis 1983 et 1984.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire la suite page 13

Guérilla anti-IVG

Aux Etats-Unis, la lutte des opposants à l'avortement tourne au combat de rue

WASHINGTON

de notre correspondant

Pour la deuxième fois en six mois, des coups de feu ont retenti devant une clinique pratiquant l'avortement. L'incident de Wichita (Kansas), au cours duquel un médecin a été, jeudi 19 août, blessé par une manifestation anti-avortement, est un « débordement » qui chacun pouvait prévoir : de plus en plus, la bataille autour de l'avortement - un conflit qui divise profondément les Etats-Unis - a des allures de combat de rue.

La raison en est simple. Le camp des opposants a été défait sur les terrains politiques et judiciaires. Après douze ans de pouvoir républicain, qui virent Ronald Reagan et George Bush mettre tout leur poids dans la lutte contre l'interruption volontaire de grossesse, le Maison Blanche est occupée par un démocrate, le président Bill Clinton, qui penche - très modérément - en faveur du droit à l'avortement.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 4

Citoyens sous haute surveillance

Appels téléphoniques, cartes bancaires, appareils vidéo, télévision payante :

« Homo informaticus » est-il encore un homme libre ?

par Erich Inciyan

Big Brother aura été la vedette inattendue du feuilleton judiciaire de l'été. Les protagonistes de l'affaire OM-Valenciennes auront été traités par des gestes devenus anodins, machinaux et quotidiens.

Un ordinateur a gardé en mémoire l'heure des appels téléphoniques passés d'une chambre d'hôtel à une autre. Une liste informatique s'est souvenue d'un plein d'essence. Une fiche de télexage a récapitulé les passages d'une voiture sur une autoroute... Autant de petits cailloux qui, semés par inadvertance, ont per-

mis aux enquêteurs de suivre leurs proies à la trace - à la carte, dira-t-on peut-être un jour, - de vérifier les alibis, de contrôler les déplacements, de contester les emplois du temps.

Que Big Brother ait pu jouer ce rôle d'auxiliaire de justice n'a rien de rassurant. Au-delà de l'affaire OM-Valenciennes, cette omniprésence de l'informatique en dit long, par ricochet, sur cette vérité oubliée : le citoyen se transforme, dans le confort et le progrès technique, en douceur et comme à son insu, en un *Homo informaticus* qui évolue dans une société de surveillance. Car le directeur général de l'OM, Jean-

Pierre Bernès, n'est certes pas le seul client d'hôtel dont les conversations ont fait l'objet d'un suivi minutieux. Quiconque a téléphoné d'un établissement doté d'un standard à auto-commutateur et à mémoire informatique - la plupart des hôtels modernes de bon niveau, mais aussi des hôpitaux, en sont désormais équipés - a eu droit au fichage des numéros appelés, assortis de l'heure du début ou de la fin des communications.

Comme souvent avec l'informatique, les auto-commutateurs présentent un double visage à la Janus, côté pile pour l'innovation, côté face pour les menaces.

Pile : ces standards fournissent, chambre par chambre, une facturation détaillée des appels à régler, ce qui permet d'éviter toute contestation. Face : les clients savent-ils que rien n'interdit aux hôtels de conserver dans leurs fichiers, aussi longtemps qu'il leur plaît, des données aussi peu respectueuses de leur vie privée ?

La vogue du Bi-Pop, téléphone de poche déjà acheté par quelque 17 000 Parisiens depuis son lancement printanier dans la capitale, pourrait tout autant intéresser des émeutes du juge Boffy.

Lire la suite page 8

Cet été retrouvez **Le Monde** en vente le soir même de sa parution dans 130 villes de France

Pour connaître les adresses des points de vente, tapez 3615 LEMONDE



Athlétisme : le record de Colin Jackson

Deux coups d'éclat, vendredi, aux championnats du monde d'athlétisme à Stuttgart. Au 110 m haies, le Britannique Colin Jackson a amélioré de 1 centième de seconde le record du monde, tandis qu'au 200 m le Nambien Frankia Fredericks offrait à l'Afrique sa première victoire majeure en sprint, reléguant Carl Lewis à la troisième place.

page 9

CHEZ LES PEINTRES

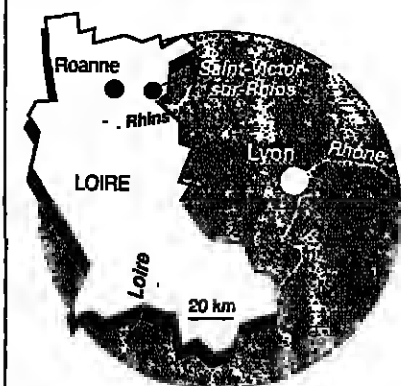
Eric Fischl le voyeur mélancolique

Réaliste en un temps où l'on n'a compte guère, Eric Fischl vit et travaille à Manhattan quand il ne part pas à la recherche d'images fortes du côté de Saint-Tropez.

page 11



RENCONTRES DE FRANCE



« P A L A P A - P O U M... ». La tablée reprend : « Palapa-paum, pa-paum, pa-paum ». Claudie, « la grosse cocotte », s'assoit sur les genoux d'un client, « Entrez! Entrez! Venez voir, venez voir! Ce que vous n'avez jamais vu, ce que vous ne verrez jamais! Palapa-paum... ». Ginette, « mamman », plus exactement « m'man », lève le coude, un petit verre de beaunois et repart vite à la cuisine. Roger, debout, chante : « L'animal n'est pas méchant, quand on l'aime il se défend! ». Puis, la serviette sur la tête pour simuler une casquette, il passe à une autre chanson, roulant des yeux, menaçant : « On a peur de lui quand on le rencontre la nuit. Le mauvais garçon... ».

« M'man » revient, le plat d'andouillettes tirées à la ficelle sous le bras. « Vous n'allez pas ne le faire mourir, lui de même! - Mais tu vois bien qu'il est train de mourir. » Roger est là avec sa tête et ses lunettes de Raymond Devos, soixante-trois ans, cent vingt-cinq kilos, en sueur, il imagine l'accordéon, ses doigts pianotent autour de son ventre, il se penche, la tête en arrière, les yeux fermés, la souris : « Frou-frou, frou-frou... ». Les bouchons de champagne pétaradent, les verres tringuent, « santé! ». Le maire, qui est aussi banquier, a vu les voitures garées,

affaires, c'était là sa profession ». Le téléphone sonne : « Ah! New-York! ». Sonne une deuxième fois : « Encore New-York! ». « M'man » ramasse les miettes de table avec un aspirateur de voiture, prenant un air d'enfant prise en faute : « J'sais bien que je ne fais pas comme dans les grandes maisons, mais, là, j'suis au milieu de mes gamins ». « On est chez le gros, pas chez les Troigros. »

« M'man » est une petite femme fluette et nerveuse, soixante ans et de grands yeux qui se voudraient innocents, elle court toujours, pousse de temps en temps un cri, une gueulante, une plaisanterie, et puis se parle à elle-même en trottinant d'un pas pressé : « Bon, alors, ma mise en place... mes asperges, mes pots de beaunois », lâche une parole rapide à la « grosse cocotte », son aide de camp depuis quinze ans. Il faut un peu la « driver » la « grosse cocotte », il n'y a pas cinq minutes, alors que Roger poussait la chansonnette, elle était encore sur les genoux d'un client qui lui disait, impatient : « Allez, fais mimi quand même, sacré nom de Dieu! ». « M'man » sourit, soupire, ils ont l'air contents. Elle peut oublier les prénoms, les fonctions des uns et des autres,

midit, « cinquante-trois ans, peut-être un an à tirer avant la retraite », rigole-t-il en sachant que ce serait trop beau. « Totor », le croque-mort, n'a pas pu venir. Il s'est engagé à faire une quinzaine sous le soleil : la boule lyonnaise, c'est du sérieux. « Quarante-huit ans » qu'il fait équipe « avec des gars de la classe » on s'engueule, on se réconcilie. Si on ne se dit pas les choses, c'est qu'on se craint les uns les autres et c'est pas bien.

On profite de son absence pour lui faire sa fête, à Totor. « C'est un cas, qui-là, il voudrait m'enterrer. Mais faut pas qu'il y compte; c'est sa vie, la mort, y'a que ça qu'il aime, il aime pas voir les gens mourir, mais il aime bien les enterrer », se moque Simon, un de ses plus vieux copains. Totor serait là, il se serait déjà levé. Pendant les repas, Totor se lève « dix, quinze fois », faisant mine d'être fâché, et puis il se rassoit.

Bien « cbauffé », Simon, lui, traite tout le monde de « p'tits cons ». C'est que Simon, l'ancien fabricant de peignes à tisser, « quatorze dents au millimètre », est le seul socialiste, « un rouge », disent les autres. Simon, seul contre tous, hoche des épaules, comme par une sorte d'affection pour « ces

une campagne de monts, de sapins et de fougères. Peut-être est-ce dans cette manière de travailler, de retrouver les copains, de manger et de se laisser aller au gré de fêtes sans cesse renouvelées, à l'image de Max avec sa place attitrée en bout de table, près de laquelle Roger a fait installer un téléphone sur une tablette afin que Max soit en contact permanent avec l'usine, prenant des notes et donnant des ordres entre fromage et dessert. « Avec les soucis, on ne peut plus y rester aussi longtemps », regrette Max. Roger voit bien lui aussi que « les maquignons ne mangent plus comme avant à neuf heures du matin le fromage blanc, la tranche de jambon : aujourd'hui, c'est café et casse-croûte et ils partent courir pour se faire payer, les affaires sont moins faciles ». Max ne sait pas « combien de temps, elle va durer, cette chute des commandes, tout allait si bien... ».

TOUT de même, passé l'enceinte de « Chez Roger », les angoisses de récession, les soucis, les mauvais chiffres d'exploitation se retrouvent enveloppés d'une singulière relativité, suspendus quelque part entre les fumets de gibiers et les rires en cascade. Et puis, chacun garde en mémoire ce jour

PAR DOMINIQUE LE GUILLEDOUX
PHOTO : MARIE-LORE DE DECKER

12. - Chez Roger

Hormis l'inondation, aucun cas de force majeure ne semble impressionner Roger et Ginette Bourbon. Le café-restaurant-épicerie reste ouvert trois cent soixante-cinq jours sur trois cent soixante-cinq, « excepté, quelquefois, le 11 novembre, on ne sait pas pourquoi ».

du 17 mai 1988. Comme une allégorie pour les temps présents. Ce jour-là, les orages sont diluviens, et le Rhins, petit ruisseau qui frôle le café, est en crue. L'eau monte, « M'man » est affolée, évacue les clients et Roger se retrouve tout seul, debout derrière son comptoir, l'eau jusqu'aux genoux et le torrent qui s'engouffre dans le café, emportant tout. Roger ne veut pas bouger, en larmes : « Mon café, mon café... ». « Cricri », son garçon de ferme, a mis ses bottes à cuissarde, il court après les bouteilles de champagne qui flottent et tourbillonnent dans la salle. Il les pose sur le comptoir. Et quand Max arrive prendre des nouvelles il voit Roger, effondré, perdu dans les gravats. Roger et trois ou quatre bouteilles maculées de boue. « Allons, Roger, fais pas cette tête-là, ça va s'arranger », Roger soupire, ne dit pas un mot, débouche une première bouteille, puis une deuxième.

« On a fait comme si de rien n'était », raconte Max. Pendant deux, trois heures, ce sera de nouveau la fête chez Roger, les pieds dans l'eau alors que « Cricri » poursuivra sa lutte au milieu des flots, seul à faire barrage à une rivière de bouteilles. Le lendemain, lorsque l'assureur est venu faire les premières constatations, Roger et ses copains étaient toujours là, éclusant le fond d'une cave miraculeusement reconstruite. L'assureur a sans doute été maladroit quand il a essayé de dire que « le sinistre n'était pas si grave », parce que Roger a immédiatement sorti sa carabine. Et l'assureur est parti en courant.

Depuis, les clients de Roger ont choisi la couleur de la tapisserie de « leur » salle à manger - saumon - et chacun a repris ses habitudes : Max, au bout de la table, Totor, Simon, Milou...

Un jour, parce qu'ils trouvaient que le service était trop long, ils se sont mis à soulever la table, et, puisque la fenêtre était ouverte, ils l'ont passée à travers, jetant la table, les assiettes, les couverts dans la rivière. « Cricri » a une nouvelle fois mis ses bottes à cuissards récupérant les verres, les fourchettes dans les eaux plus calmes du Rhins et « M'man » a engueulé ses « gamins ».

Un autre jour, pour payer leur note de restaurant, ils ont volé le cbéquier de Roger dans sa boîte en fer-blanc qui traîne à l'entrée de la salle à manger. Roger n'y avait vu que du feu, « sacré Roger, pourtant il a l'air d'être qu'il s'agit d'argent ».

Hormis l'inondation, aucun cas de force majeure ne semble impressionner Roger et Ginette Bourbon. Le café-restaurant-épicerie reste ouvert trois cent soixante-cinq jours sur trois cent soixante-cinq, « excepté, quelquefois, le 11 novembre, on ne sait pas pourquoi ». Quand « M'man » s'est cassé le tibia, Roger l'a remplacé aux fourneaux, « cela allait plus lentement évidemment », et après manger Roger dormait un peu plus longtemps sur sa chaise, à tel point qu'un après-midi son beau-frère dut patienter une demi-heure pour avoir des nouvelles de sa sœur. Interrogé, Roger n'avait de cesse de lever une paupière puis de laisser retomber sa tête en lâchant « Oul, ça va, ça va - Mais elle va comment? elle souffre? - Non, non, ça va, ça va ». Comme disent les clients de Roger, « Barre et Roger, ce sont deux frères de



il est entré. Il se lève quand Roger lance à la cantonade : « Je suis un artiste. Et je reviens de Paris! ». Tout le monde maintenant imite le bruit de la grosse caisse, celui de la clarinette, de « la flûte bavaroise », « boum-boum-boum, cla-cla-cla, ichou-ichou-ichou... ». On reprend, on adore. On rit, on applaudit. « Quand un chanteur a bien chanté... »

« M'dame Bourbon, vous avez du monde à l'épicerie! » « M'man » sursaute : « Qu'est-ce que vous voulez, les gamins? ». Une bouteille de limonade fraîche, « alors dix francs cinquante, sans la consigne. Merci, au revoir, les p'tits ». « M'man » revient, le rôti de veau fraîchement découpé, « celui-là, il vient du pré de Roger ». « Et je peux vous dire, il est pas tamponné », dit Roger. Autrefois, Roger était boucher, mais après la guerre il n'a jamais trouvé de place. Alors, avec sa femme Ginette, « M'man », Roger a tenu un café, Roger et Ginette Bourbon, propriétaires du Café des Sports - mais on dit plutôt « Chez Roger ».

« Le dénicheur, il vivait comme un grand seigneur, sachant faire de bonnes

On ne se donne pas rendez-vous « Chez Roger ». On passe. Si par hasard, il n'y a personne, Roger s'attache en face du solitaire et lui paie le déjeuner. « Cela arrive une ou deux fois dans l'année ». Le reste du temps, les tablées se forment dans le désordre des amitiés, parfois contrariées, souvent renouées, toujours échauffées « chez Roger ». On y prend l'apérito, puis le déjeuner. En fonction de l'humeur, du jour, des hommes qui composent l'assemblée, le café en fin de repas se prolonge, Roger pique du nez sur son assiette, se fait prier et commence à chanter. Viennent les tournées de champagne...

« M'dame Bourbon, du monde à l'épicerie! » Une petite vieille attend devant les boîtes de conserves, son cabas à la main, le cbignon presque défilé. « Eh bien, la Marie-Louise, elle descend pas de Paris ce matin. » Jean, agent immobilier, revient du bureau : « J'ai mis la pancarte, absent dix minutes ». « Milou », le bel Emilie, avec sa casquette de base-ball, ses dents blanches et ses Ray-Ban, s'est absenté lui aussi de sa carrière pour l'après-

imbéciles qui ne changent pas d'avis », multiplie les provocations : « Vous, les industriels, vous prenez vingt-six semaines de vacances par an, c'est ça la vérité, y'a que la vérité vraie », répète Simon. « Et, les patrons, vous n'existez que pour nous emmerder. »

LES « industriels » rigolent. D'ailleurs, Simon est en compagnie de son patron, Jean, l'agent immobilier, qui lui donne deux lettres à poster pour le lendemain soir : « Ça va le boulot, ce sera pas trop dur? » Les autres « industriels » de la tablée sont artisan peintre, tailleur de pierre, retraité; seul Max, grand ami de Simon, pourrait être le représentant du « capital », avec son usine métallurgique de soixante-dix employés. Max, qui a démarré tout seul, à fabriquer des portemanteaux et des présentoirs de cartes postales, et qui possède aujourd'hui une des plus belles affaires du canton. « Pour l'instant... »

Car sans doute quelque chose est-il en train de se modifier à Saint-Victor-sur-Rhins, dans cette région à la lisière du Beaujolais, entre Roanne et Lyon,

sommeil ». Michel, le maire et le banquier de Saint-Victor, avait essayé de convertir toute la bande de Max, Totor et Simon en les emmenant écouter l'ancien premier ministre à une réunion-banquet. « Mais il n'avait pas été bon, le Barre, à la fin il s'était endormi. Autant être chez Roger, alors. » Roger, il dort, mais il chante des chansons.

« Quand j'ai croisé sur la route votre regard étrange, je savais bien que la femme était un curieux mélange. » « Cricri » vient de s'asseoir, il explique qu'il a « une poudrière formidable pour tuer les limaces ». Puis arrive « Cantona », le deuxième garçon de ferme de Roger - en plus de son café, Roger engraisse une douzaine de génisses dans ses prés, autrefois il faisait le taxi, le porte-télégrammes et vendait les cartes de pêche, aujourd'hui Roger préfère vendre des maisons, Roger, agent immobilier! « Allez, Cantona, viens boire un petit canon! » Cantona sourit, ne dit rien.

Pendant les chansons, Michel le banquier a ouvert son attaché-cas sur une autre table, et chacun vient faire ses transactions, remettre des chèques, signer des papiers. Jean-Eugène retrouve Jean, son ami d'école : « Tu te souviens quand mon père nous avait acheté à tous les deux un train en chocolat pendant la guerre? On se retrouvait le matin en se disant : « Alors, l'en es où? Mol, j'en suis au dernier wagon. » « Et nous, on crevait la dalle », poursuit Simon.

Installé côté café, derrière la cloison, le curé, « les autres m'appellent le cardinal, l'archevêque », s'attarde lui aussi, et s'emporte comme à l'accoutumée. « L'amitié, c'est magnifique! Le pinard, c'est super! L'amour physique, quelle formidable communion! Mais si l'esprit disparaît, si l'esprit disparaît... »

Quand les clients du déjeuner sont encore attablés à l'heure du dîner, « M'man » a l'habitude de faire une soupe à l'oignon. A l'épicerie, elle leur prépare de petits sacs qu'elle remplit de fromages de chèvre et de tranches de jambon. Un billet de deux cents francs traîne sur un coin de table : « Eh bien, M'man, c'est pas dans ses habitudes. »

« L'amitié, c'est magnifique! Le pinard, c'est super! L'amour physique, quelle formidable communion! Mais si l'esprit disparaît, si l'esprit disparaît... »

« Joli petit brin de mimosa, mignonne, jolie brunette, pour toi mon cœur est en fête. » Max commence à répéter plusieurs fois que dans la région « ils font maintenant des liquidations judiciaires en huit jours. Huit jours, tu te rends compte. Et les quatre-vingt-dix gars se sont retrouvés sur le carreau alors qu'avant ça prenait des mois. » « Milou », le propriétaire de la carrière qui vend des pierres bleues « pour faire les pavés de Paris », dit : « Y a pas de problème, on est capable de vendre des pierres aux gars pour qu'ils se tapent sur la gueule. » « Milou, au service de la route; ce soir, c'est plutôt la route qui sera à son service », fanfaronne Simon.

JEAN et Roger se sont enfin réconciliés, « Vingt-cinq ans qu'on était fâchés ». Jean n'avait plus remis les pieds au café, « T'as bien été con pendant vingt-cinq ans de manger ailleurs ». Personne ne sait du reste pourquoi ils ont été fâchés, et quand l'un et l'autre essaient de l'expliquer on sent qu'ils sont prêts une nouvelle fois à s'emporter. « Sans doute une histoire de maison. » Jean : « Je craignais Roger à l'époque, il était grand, gaillard, il courrait plus vite que moi » C'était un bouillant, un bagarreur, violent, le Roger, et puis, avec les filles, il fallait le voir sur la rive gauche », ajoutent les autres. Roger sourit, découpe ses fraises, qu'il fait tremper dans un verre de beaunois. « Allez Roger, tu le ramasses, ton opinel », dit « M'man », pressée de débarrasser la table.

« C'est la valse brune... » Roger, il est arrivé par un coup de paso doble. Où voulez-vous que ça arrive, c'était dans un bal, un p'tit bal du samedi soir, tiens! », raconte « M'man ». « J'étais bobineuse à l'usine de tissage. » Depuis, Roger n'a pas bougé du Café des Sports.

Quand il ne chante pas, quand il ne dort pas, Roger est debout, un coude appuyé sur le comptoir. Roger Bourbon régit ainsi, envoyant « Cricri » et « Cantona » dans les champs, « M'man » et la « grosse cocotte » à la cuisine. Quand viennent les copains, souvent Roger réserve la dernière chanson : « Joyeux enfant de la Bourgogne, / Je n'ai jamais eu de guignon. / Quand je vois rougir ma trogne, / Je suis fier d'être Bourguignon. »

Les négociations de paix et l'avenir de la Bosnie-Herzégovine

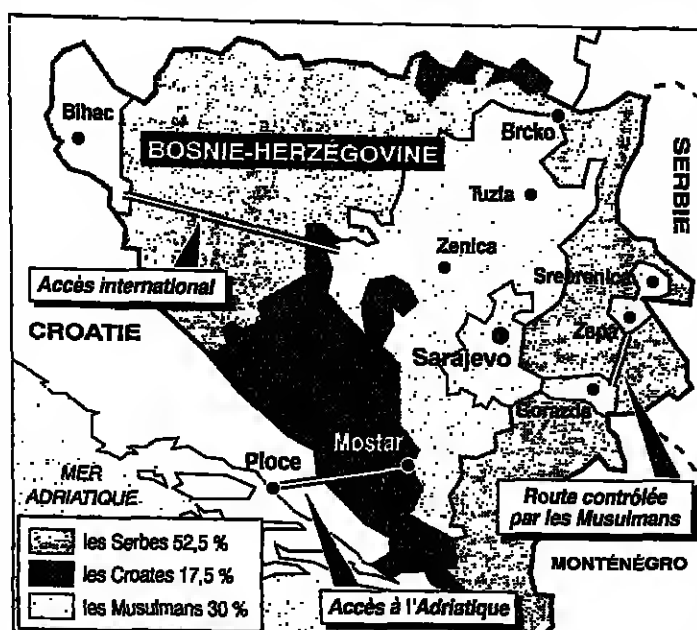
M. Izetbegovic estime que le plan de découpage mis au point à Genève consacre les conquêtes serbes

Les négociations « au sommet » sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine ont pris fin vendredi après-midi 20 août à Genève par la remise aux belligérants bosniaques d'un projet de règlement global, comprenant un découpage de la Bosnie, sur lequel ils devront donner une décision « définitive » le 30 août à Genève.

Le président musulman, Alija Izetbegovic, a immédiatement fait savoir par un communiqué qu'il n'était « pas satisfait de l'offre que nous avons reçue » en relevant notamment qu'avec ce projet « les Serbes ne rendront pas les territoires qu'ils ont conquis par la force et soumis à la purification ethnique ».

Le leader serbe bosniaque Radovan Karadzic et son homologue croate Mate Boban ont eux aussi exprimé leur déception affirmant qu'ils leur faudrait livrer une difficile bataille politique pour obtenir l'approbation de ce plan par leurs parlementaires respectifs, avant de retourner à Genève à la fin du mois pour faire connaître leur décision.

Le plan de paix prévoit un partage de la future Union de Bosnie-Herzégovine en trois Républiques largement autonomes. Les Serbes bosniaques, qui contrôlent actuellement 70 % du pays, s'y tailleraient la part du lion en gardant un peu plus de 52 % du territoire. Les Musulmans recevraient 30 % (dont 2 % pour Sarajevo) et les Croates un peu plus de 17 % a indiqué David Owen, le médiateur de la CEE. La capitale Sarajevo, dont le statut n'est pas définitivement réglé, sera provisoirement administrée par l'ONU. La ville industrielle de Mostar au sud du pays, actuellement ardemment disputée entre Musulmans et Croates, reviendra à ces derniers. Mais elle sera aussi dotée d'une administration pro-



visoire qu'exercera la CEE. Celle-ci a toutefois encore à donner son accord officiel.

Les trois dirigeants vont maintenant rentrer chez eux pour tenter de convaincre leur population. La tâche qui attend le président Izetbegovic à Sarajevo sera sans doute particulièrement malaisée. Les médiateurs, David Owen (CEE) et Thorvald Stoltenberg (ONU), ont regretté ne pas avoir pu faire mieux en faveur des Musulmans, et ont clairement indiqué que le rejet du plan conduirait à l'intensification de la guerre avec des conséquences incalculables.

« A l'évidence, si nous avions pu avoir leur (Serbes et Croates) accord plus de concessions nous l'aurions fait », a déclaré lord Owen devant la presse. « Je pense, et il l'a ajouté, que le plan n'est pas aussi généreux que nous l'aurions souhaité, mais il remplit le critère des 30 % ».

(pour les Musulmans) que nous avions fixé il y a deux mois ». M. Owen a indiqué qu'il avait longuement parlé au président Izetbegovic à la fin des pourparlers pour le mettre devant ses responsabilités.

Les deux médiateurs n'ont pas caché que le choix serait entre la paix et une « forte intensification de la guerre », risquant de tourner au désastre. « Ce serait très sérieux », a ajouté lord Owen, « et la venue de l'hiver rendrait la survie difficile ». De son côté, M. Stoltenberg s'est refusé à prédire quelle serait la réponse des trois belligérants.

Le président de Croatie, Franjo Tudjman, et son homologue de Serbie, Slobodan Milosevic, qui avaient été appelés en renfort par les médiateurs pour les dernières quarante-huit heures cruciales de la négociation, ont apporté leur soutien au projet de paix. « Ce compromis est

le meilleur possible », a déclaré M. Tudjman tandis que M. Milosevic l'a qualifié d'« ensemble honnête et juste qui protège de manière égale les intérêts de toutes les parties ». M. Milosevic avait reçu dans la journée à Genève un message du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher se déclarant « convaincu que les négociations sont entrées dans une phase où la paix est à portée de la main ». « Je rapporte l'agence Tanjug », a rapporté l'agence Tanjug. M. Stoltenberg a jodiqué que, si la paix était enfin signée, les Nations unies devraient vraisemblablement maintenir quelque quarante mille personnes - civils et militaires - pour assurer la mise en œuvre des accords. Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU a noté que le fait que les trois parties belligérantes ne semblaient pas satisfaites « pouvait être aussi interprété comme un bon signe » (...). « Quand vous essayez de bâtir une plate-forme commune pour arriver à un accord de paix, vous ne pouvez pas contenir tout le monde ».

En attendant, la guerre continue de faire rage en Bosnie centrale et en Herzégovine (sud) entre les factions croate et musulmane. Selon la radio de Zagreb, l'armée bosniaque, majoritairement musulmane, a attaqué vendredi le village croate stratégique de Glesica près de Gornji Vakuf (65 km à l'ouest de Sarajevo) et pénétré à l'artillerie anti-aérienne la route longeant la rivière Rama, près du barrage de Jablanica (55 km au sud-ouest de Sarajevo).

Les forces croates bosniaques (HVO) ont, bloqué, vendredi, un convoi d'aide destiné au secteur musulman de Mostar (sud de la Bosnie-Herzégovine). « On plusieurs dizaines de milliers de personnes se trouvent privées de vivres et d'eau », a indiqué la FORPRONU à Zagreb. Un convoi avait pu entrer la veille dans la zone ouest de Mostar, sous contrôle croate, et avait remis des médicaments à un hôpital. - (AFP)

Le deuxième anniversaire du « putsch » en Russie

Une journée très ordinaire à Moscou

MOSCOU

de notre correspondant

De froides averse rappellent le temps exécrable enduré, en août 1991, par les défenseurs de la « Maison blanche ». Pour le reste, ce vendredi 20 août, pivot des manifestations d'anniversaire du putsch manqué, fut une journée très ordinaire. Deux manifestations parallèles, comme on en a déjà vu des dizaines à Moscou, mais un peu maigres. D'un côté, quelques milliers de « démocrates » qui conspuent le Parlement et réclament, en écho à Boris Eltsine, de nouvelles élections : ils défilent derrière un drapeau d'Afghanistan, c'est-à-dire de vétérans de l'intervention soviétique en Afghanistan, rares héros connus aux réformateurs et aux « réactionnaires ».

Les nostalgiques de l'ancien régime, mêlés aux ex-atsimians d'élite, marchent, eux, derrière leurs drapeaux rouges. Les deux groupes, d'importance comparable, se côtoient devant la « Maison blanche », le bâtiment du Parlement, séparés par des escouades de policiers à cheval. Une fois de plus, les prévisions alarmistes sortent démenties : il n'y a pas de heurts.

De leur côté, les politiciens prononcent des propos sans surprise. « Nous avons gagné une bataille, reste à gagner la guerre », s'écrit le jeune ministre des Privatizations, Anatoli Tchoubaï, qui affirme que seule « la peur retient les députés de l'opposition à déclencher les arrestations et les assassinats ». Un ton au-dessous, l'ancien premier ministre « ultra-libéral », Egor Gaidar, reconnaît que l'écueil de ces deux années a été payé d'« une misère massive », et que « la démocratie a fait preuve d'une terrible incapacité à exploiter sa victoire ».

En face, le vice-président Rouskot décrit la Russie d'aujourd'hui non pas comme une démocratie mais comme « une dictature état-co-manifestation ». Le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, affirme que « la victoire d'août 1991, si on peut l'appeler une victoire, a été transformée en tragé-

die pour le pays, par la faute de politiciens incompétents et ambitieux ». Il rejette d'emblée la demande d'élections législatives anticipées que le président vient d'adresser officiellement au Parlement. Mais ajoute avec une ironie grinçante que si Boris Eltsine veut organiser une élection présidentielle, alors le Parlement est tout disposé à l'y aider...

La médiocrité de cet anniversaire se reflète dans la presse russe, qui hésite même à lui consacrer de « une ». Les journalistes s'intéressent plutôt à l'effondrement de la monnaie (et de l'économie) de l'Ukraine indépendante. L'organe de l'armée, l'« Etoile rouge », barre sa première page d'une annonce réconfortante : « Le courage va être récompensé ». Mais il s'agit de football... Le journal va décerner un prix à l'équipe qui aura manifesté la plus grande « volonté de victoire ». Certains évoquent tout de même le grand jour : le quotidien populaire Moskovski Komsomolski, tout dévoué qu'il soit à l'équipe Eltsine, risque un titre sur « Les ruines de la victoire ». La Komsomolskaïa Pravda, facétieuse, publie une photo d'époque : devant le Parlement assiégé, Boris Eltsine, la mine martiale, lève le poing. A ses côtés, l'air tout aussi résolu, son allié de l'époque, Rouslan Khasboulatov...

JAN KRAUZE

○ Démission du ministre de l'Information. - Mikhail Fedotov a annoncé, vendredi 20 août à Moscou, qu'il démissionnait de son poste de ministre de l'Information. Officiellement, M. Fedotov entend protester contre les atteintes portées par le Parlement à la liberté de l'information. Le ministre, en fonctions depuis décembre dernier, était cependant en butte aux attaques de plus en plus virulentes des amis de Mikhail Poltoranine, auquel il avait succédé en décembre dernier, mais qui gardait la haute main sur le secteur de l'information et jouit d'une grande influence auprès de Boris Eltsine (le Monde du 14 août).

TURQUIE : la lutte contre le PKK

L'armée aurait bombardé une ville de 30 000 habitants

Les Comités du Kurdistan d'Europe, proches des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont fait état, vendredi 20 août, de bombardements intensifs de l'armée turque, depuis l'avant-veille, contre les villes de Yuksekova et Cukurca, dans le sud-est anatolien. Dans la seule ville de Yuksekova, 100 magasins ont été détruits, précisent-ils. Sur

les quelque 30 000 habitants, 25 000 auraient dû se réfugier dans les montagnes, où elles seraient « exposées aux bombardements de l'Etat turc ». Le maire de Yuksekova, Necdet Buldan, cité par les comités du Kurdistan, a réitéré ces informations auprès de l'agence Reuters. Les comités du Kurdistan jugent que l'armée utilise dans la région la tactique : « assécher la mer pour attraper le poisson ». Il y a 20 ans, dans la même région, les troupes s'étaient livrées à une opération similaire dans la ville de Sirnak, que la plus grande partie de ses quelque 20 000 habitants avaient dû évacuer.

Après l'enlèvement revendiqué par le PKK de deux touristes allemands, le ministre des Affaires étrangères de Bonn, M. Klaus Kinkel, a affirmé, vendredi, qu'il faut interdire rapidement le PKK en Allemagne, même si cela pose des problèmes juridiques. M. Kinkel a aussi écrit à son homologue turc, Hikmet Cetin, afin de lui demander de « vraiment tout faire » pour faciliter la libération des deux touristes. M. Kinkel a ainsi rejeté les propositions de dialogue des ravis-seurs qui réclament une intervention de l'Etat allemand.

A Paris, le quasi d'Orsay a renouvelé, vendredi, ses recommandations de « prudence » à l'égard des touristes français en Turquie, qui doivent « s'abstenir de se rendre dans les zones où l'état d'urgence a été instauré ». - (AFP, Reuters)

○ Quatre nouveaux touristes auraient été enlevés dans l'est du pays. - Quatre touristes, deux Italiens et deux Suédois, ont été enlevés jeudi 19 août près de Dogubayazit, dans l'est de la Turquie, non loin de la frontière iranienne, par la rébellion kurde, qui détient également deux Allemands et un Néo-Zélandais, rapporte le quotidien pro-kurde Osgur-Gundem proche de la rébellion. Le journal fournit les identités des quatre touristes. Aucune précision n'avait pu être obtenue samedi matin auprès des autorités turques ni des ambassades concernées. - (AFP)

Selon le général Jean Cot

Les raids aériens demeurent une « option sérieuse »

ZAGREB

de notre correspondant

Après avoir assisté à des exercices aériens dans l'enceinte musulmane de Bihać, « zone de sécurité » de l'ONU en Bosnie occidentale, le général français Jean Cot, patron de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) dans l'ex-Yugoslavie, a, vendredi 20 août, précisé sa position sur la question des raids aériens. Alors que le commandant de la FORPRONU en Bosnie, le général belge Francis Briquemont, venait, au grand dam des Etats-Unis, de réitérer à Sarajevo son opposition aux frappes aériennes de l'OTAN, le général Cot a envoyé depuis son quartier général de Zagreb un communiqué particulièrement sec.

« Après quelques récents et malheureux commentaires », le général Cot, qui est le supérieur hiérarchique du général Briquemont, « confirme que l'utilisation du soutien aérien pour appliquer la résolution 836 du Conseil de sécurité des Nations unies reste une sérieuse option ».

Dans le neuvième point de la résolution 836, adoptée le 3 juin 1993, le Conseil de sécurité « autorise la FORPRONU à prendre toutes les mesures nécessaires, dont l'utilisation de la force aérienne, en réponse à des bombardements contre les zones de sécurité ou de des incursions armées dans ces zones, ou en cas d'obstruction délibérée dans ou autour de ces zones à la liberté de mouve-

ment de la FORPRONU ou des convois humanitaires ». Dans son communiqué, le général Cot assure qu'« il ne fait aucun doute que le général Briquemont et moi-même cherchons à utiliser, si les conditions le justifient, cette importante ressource militaire que l'OTAN peut fournir ».

Cette mise au point est destinée à mettre fin à des débats publics de nature à affaiblir la dissuasion. « Mes commandants n'ont rien d'autre à dire à ce sujet », conclut sèchement le général Cot. Depuis son arrivée, début juillet, à la tête de la FORPRONU, le général Cot tente de renforcer la crédibilité militaire des « casques bleus ». Ainsi, après le bombardement de fin juillet, avait tué un soldat espagnol et en avait

blessé dix-sept autres, près de Jablanica, le commandant avait ordonné « une reconnaissance aérienne » du secteur par des hélicoptères de l'ONU.

Mercredi 18 août, le général Cot s'est rendu dans la poche de Bihać, une des six zones de sécurité de l'ONU en Bosnie, pour assister au premier exercice de frappes aériennes. Les avions de l'OTAN se sont livrés à des simulations de tirs sur des cibles au sol. Il s'agissait d'un « entraînement » entre les contrôleurs aériens de la FORPRONU au sol et les avions de l'OTAN, dont les résultats, expliquait-on à la FORPRONU, ont donné « pleine satisfaction » au général Cot.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

A TRAVERS LE MONDE

MAURICE

Crise politique après la révocation du chef de la diplomatie

L'île Maurice est entrée dans une nouvelle crise politique après la révocation mercredi 18 août du ministre des affaires étrangères, Paul Bérenger, par le premier ministre, Sir Anerood Jugnauth, au terme de deux ans d'une alliance conflictuelle entre les deux hommes et leurs partis. Le premier ministre a limogé le chef de la diplomatie, estimant que celui-ci avait « régulièrement ramené en cause » son autorité et avait eu des contacts avec le chef de file de l'opposition, Navin Ramgoolam, du Parti travailliste mauricien (MLP).

Cette révocation devrait entraîner une recombinaison du paysage politique et des alliances entre les partis, avec, vraisemblablement, la rentrée parlementaire de novembre, le passage dans l'opposition de l'ensemble du Mouvement militant mauricien (MMM), dont M. Bérenger est la secrétaire générale.

L'alliance du MMM et du Mouvement socialiste mauricien (MSM) de Sir Jugnauth avait triomphé aux législatives de septembre 1991 et, pour la seconde fois, MM. Bérenger et Jugnauth s'étaient trouvés dans un même gouvernement. - (AFP)

ZAÏRE

Importante saisie d'armes au Nord-Kivu

D'importantes quantités d'armes de guerre, dont 138 armes automatiques, 10 lance-roquettes et un stock de 50 000 cartouches, ont été saisiés au Nord-Kivu par l'armée zaïroise, selon un communiqué de la Société civile du Nord-Kivu (groupement des associations socio-professionnelles), diffusé mardi 17 août. Les trafiquants d'armes auraient été arrêtés et conduits dans le capitale, précise la même source.

D'autre part, des soldats qui n'ont pas touché leur solde depuis plusieurs mois ont menacé de se mutiner à Kinshasa s'ils n'étaient pas payés avant dimanche. Des pillages auraient été organisés, mardi 17 août, à Lisala, où des centaines de soldats se seraient mutinés. Le même jour, un capitaine aurait été tué par un caporal alors qu'il tentait d'interdire le pillage d'un convoi de ravitaillement entre Kinshasa et Mbanza-Ngungu.

A Kinshasa, un prêtre polonais, curé d'une paroisse de Kisangani, le père Jean Smeuch, a été tué jeudi par des hommes que des témoins auraient identifiés comme appartenant à la Division spéciale présidentielle (DSP), une unité d'élite. - (AFP, AP)

Le calvaire d'un otage français détenu par les Croates

« Ils nous ont contraints à des travaux forcés ! »

Le Français Farid Mezni, détenu pendant plus de trois mois par les forces croates bosniaques (HVO), a affirmé avoir été battu et « contraint de creuser des tranchées sur la ligne de front », à son arrivée à Zagreb, vendredi 20 août.

Très amaigri, exténué et visiblement ému, Farid Mezni, trente-trois ans, qui venait de Sarajevo à bord d'un avion de la FORPRONU (Force de protection de l'ONU), a raconté à l'AFP l'« enfer » qu'il avait vécu tout au long de sa détention, de même que ses deux camarades, Chetali Banchalali, un Algérien de cinquante ans, et un Turc, Ulus Selami, cinquante-deux ans, que le HVO refuse toujours de libérer (le Monde du 12 août).

Venant de Lyon, les trois hommes étaient arrivés en Bosnie-Herzégovine le 9 avril, pour leur quatrième mission dans ce pays, en tant que membres de l'association de bienfaisance Jeunes de Vénésieux. Ils devaient distribuer, avec l'organisation humanitaire islamique Marhamet, des médicaments et de la nourriture. Capturés par les forces du HVO, les trois

hommes ont été conduits dans la prison de Kiseljak où les détenus ont droit à « un pain pour vingt personnes » selon M. Mezni. « Nous avons passé une première nuit d'enfer, dit-il. Quinze personnes nous ont frappés, disent que nous étions des moudjahidins [combattants islamistes]. Ils nous ont frappés pendant les vingt premiers jours, six fois par nuit. Au bout de vingt jours, ils nous ont emmenés au check-point serbe avec des menottes. Ils voulaient nous échanger contre deux chars. Les Serbes leur ont dit qu'on était des cas humanitaires et qu'ils n'avaient rien à gagner dans cette affaire. Les Croates nous ont contraints à des travaux forcés, à creuser des tranchées sur la ligne de front. Ils tiraient près de nous parce qu'ils trouvaient qu'on ne travaillait pas assez vite ».

Il ignore quel sort sera réservé à ses deux compagnons qui, selon lui, sont en très mauvaise condition : « L'un d'eux a une côte cassée, l'autre a les reins complètement bloqués. » - (AFP)

○ MACÉDOINE : premiers soldats américains aux frontières avec la Serbie. - Des soldats américains ont commencé, vendredi 20 août, à patrouiller sur la frontière entre la Macédoine et la Serbie après avoir relevé des « casques bleus » suédois sur deux postes d'observation. La présence de 325 soldats américains, déployés depuis un mois en Macédoine pour s'y familiariser avec leur tâche de maintien de la paix, vise à mettre en garde la Serbie contre toute opération agressive dans sa province méridionale du Kosovo, limitrophe de la Macédoine. Quarante-cinq soldats américains occupent les deux postes d'observation. Les autres formeront une force de soutien au bataillon nordique déployé le long de la frontière avec la Yougoslavie. - (AFP, Reuters)

○ CHYPRE : le gouvernement réclame des troupes grecques. - Un porte-parole du gouvernement chypriote a mentionné, vendredi 20 août, l'existence d'un « désaccord » avec la Grèce. Le président chypriote, Glafos Cléridis a demandé à Athènes l'envoi d'une division, ce que le premier ministre grec, Konstantin Mitsotakis, a refusé en précisant : « Il n'est absolument pas question pour la Grèce de se faire piéger en envoyant des troupes à Chypre, sous prétexte que la guerre est déclarée ». Le porte-parole chypriote s'est rétorqué que son gouvernement « persiste à réclamer une présence militaire grecque » sur l'île pour faire face à une éventuelle offensive de l'armée turque dont quelque trente-cinq mille soldats sont présents, depuis l'invasion de 1974, dans la partie nord du pays. - (AFP)

هكتان لافيل

DIPLOMATIE

Contre l'Europe platonique

Suite de la première page

Nous avons refusé, au cours des cinq dernières années, de tirer les conséquences du fait, pourtant capital, qu'avec l'effondrement de l'Union soviétique, l'Europe avait brusquement cessé d'être pour les Allemands une exigence imposée. L'Europe cessait d'être aux yeux de l'Allemagne une obligation pour devenir une option.

Proposée et non plus imposée, l'union européenne se devait pour être choisie de paraître assez aimable pour rendre les liens d'un supplément d'intégration aussi doux que les plaisirs d'une latitude d'action retrouvée. Or, sous le double effet de l'incompréhension française et de l'indifférence britannique, l'exercice de Maastricht a abouti à un résultat inverse, enfantant un traité indiscutablement déséquilibré, l'Allemagne étant prise, comme au temps de son ancienne humilité, de faire don à la collectivité de sa suprématie monétaire et n'obtenant en échange aucun avantage substantiel, à l'exception de l'éligibilité des nouveaux Länder au fonds de cohésion.

Sur le plan institutionnel, les Anglo-Français se sont victorieusement opposés à l'essentiel des revendications allemandes en matière d'union politique, c'est-à-dire tout à la fois au remplacement et à la démocratisation des institutions communautaires. En empochant le traité, c'est-à-dire une promesse de monnaie unique, sans céder aux exigences allemandes, M. Dumas et l'orgueilleuse technocratie française dont il était l'expression ont sans doute eu le sentiment de remporter une grande victoire, d'avoir eu, si l'on ose dire, « le mark à l'œil ». Fausse victoire toutefois et qui préparait des lendemains décevants puisqu'elle accusait la contradiction traditionnelle de la politique française qui veut une Europe forte et des institutions communautaires faibles, et qu'elle créait chez les Allemands, plus attachés à la démocratie parlementaire qu'on ne le croit chez nous, une frustration fondamentale.

S'agissant de la monnaie, la dissociation des pouvoirs monétaire et budgétaire conduisait à considérer que seule la solidarité monétaire s'imposait aux Etats-membres, et qu'à l'exclusion des crédits prévus au budget communautaire il n'était pas question pour eux de faire jouer entre eux une réelle solidarité budgétaire. Concrètement, cela voulait dire que l'on demandait à l'Allemagne de faire don de sa monnaie à l'Europe mais qu'on lui laissait le soin de financer comme elle le pouvait le développement des nouveaux Länder. Là encore, pouvait-on imaginer partage du fardeau moins équilibré pour la nouvelle Allemagne ?

Que la mariée de Maastricht ait été un peu trop belle pour la France, c'est l'évidence. Du côté allemand, la tentation britannique, c'est-à-dire l'engagement minimal au service d'une Europe platonique, était le terme logique de la désillusion. Les frustrations accumulées par nos partenaires d'outre-Rhin ne pouvaient pas manquer de les rapprocher de certaines positions britanniques traditionnelles. La tentation de l'Europe minimale, Europe-épave et non pas puissance, Europe diluée et non pas ramassée, Europe intergouvernementale et non pas communautaire, Europe de la concurrence monétaire et non pas de la monnaie unique, ne pouvait pas ne pas se faire jour dans la nouvelle Allemagne même s'il lui était impossible de s'assumer avec la même franchise qu'ailleurs.

La fuite en avant sur le dossier de l'élargissement, décidée lors du Conseil européen de Lisbonne de juin 1992, avait été la première grande manifestation d'une convergence germano-britannique qui devait éclipser de façon particulièrement subtile un an plus tard à l'occasion de la crise monétaire avec le spectacle d'une cavalerie de saint Georges *new look*, celle des golden boys de Londres et de New-York, volant au secours de la souveraineté monétaire allemande. On vit alors se mettre en place un étrange quadrilatère, la solidarité réelle entre la Bundesbank et la City pour faire sauter le système doublant en sous-main la solidarité formelle de la France et de l'Allemagne une fois de plus d'accord « pour jouer le jeu », c'est bien le mot, de l'union européenne. Jeu de miroirs émi-

nemment platonicien opposant la réalité aux apparences, les sociétés aux Etats, la cour au jardin et... la Grande-Bretagne à la France.

Dans la nuit du 1^{er} août, on a, en quelque sorte, aboli le lien entre les mots et les choses et assisté à la naissance d'un ectoplasme, une Europe purement formelle, à la fois factice et bien imitée, qui tente, tel un hologramme facticieux, de se faire passer pour l'objet disparu qu'elle représente. Le contraste est saisissant entre le formidable recul impliqué par les décisions prises ou annoncées - mise à mort du SME, renvoi à une date ultérieure du passage à la monnaie unique - et la multiplication des rencontres programmées, des sourires orchestrés, des gesticulations concertées en vue de faire paraître la solidité du couple franco-allemand et partant celle de l'union européenne tout entière. Nos gouvernants semblent vouloir imiter ces personnages de dessin animé qui avancent dans le vide et demeurent comme suspendus dans les airs tant qu'ils n'ont pas pris conscience de n'avoir aucun sol sous leurs pas.

L'Europe platonique qui maintiendrait le rituel communautaire, mais ne comporterait aucune mutualisation nouvelle de la puissance des nations, et en particulier de leur puissance monétaire, permet de concilier la bonne conscience européenne avec l'exercice retrouvé de l'indépendance. Les délices de la souveraineté sans les poisons du nationalisme : vive tentation quand on est allemand, démocrate et qu'on vit les premières années de l'indépendance retrouvée de son pays !

Nos amis allemands ne doivent toutefois pas se leurrer : le souci des apparences où s'expriment à la fois la quête de la bonne conscience outre-Rhin et la volonté française de ménager l'avenir ne mènent pas très loin. L'Europe platonique apparaît vite aux Français idéologiquement superflue, politiquement décevante, et de surcroît techniquement impraticable. Idéologiquement superflue, car à la différence de son homologue allemand, la nationalisme français, celui d'un Philippe Séguin ou d'un Jean-Pierre Chevènement, n'a pas besoin d'un cache-sexe européen pour se montrer en public. De la Révolution française au général de Gaulle, le combat pour la nation s'est toujours identifié chez nous au combat pour la liberté et la démocratie et nous n'avons nul besoin d'une mystique ou d'une bureaucratie communautaire pour nous aider... à ne pas faire l'Europe en toute bonne conscience.

L'insultabilité idéologique de la référence européenne n'en rendra que plus vive la déception politique provoquée par une entreprise qui se réduirait à un rituel communautaire sur fond de libre-échange. S'il est une constante de la politique européenne de la France, de Robert Schuman à Charles de Gaulle et de Valéry Giscard d'Estaing à François Mitterrand, c'est d'avoir voulu subordonner les aspects économiques de la construction européenne à sa finalité politique et de n'avoir jamais séparé l'aménagement de l'Europe-épave, celle des quatre grandes libertés de circulation, de l'édification d'une Europe-puissance, capable de jouer un rôle de premier plan au service de la paix mondiale et du développement.

Un jeu à somme négative

Cette Europe minimale risque enfin d'être techniquement impraticable. Il faut en effet tout le dogmatisme des ultras des deux bords pour imaginer que les institutions communautaires pourraient constituer un encadrement juridique assez puissant et assez légitime pour peser outre au défaut de connivence ou, comme on dit dans le traité, de « convergence », entre les Etats. C'est sans doute l'une des principales faiblesses de la construction européenne, entreprise baroque par excellence, de n'exister que par et dans le mouvement et, pour paraphraser Le Bernin, de « n'être jamais davantage elle-même qu'en marchant ». Privée de la perspective de l'union monétaire, limitée à la gestion laborieuse du marché intérieur et à la confrontation des différences dans le cadre d'une improbable politique extérieure commune, l'union européenne entrerait inévitable-

ment dans l'ère du soupçon réciproque et des procès d'intention à répétition. Dans cette communauté réduite aux aguets, le heurt des intérêts se ferait plus qu'quelquefois, les marchandages plus difficiles, les compromis à la fois moins stables et plus limités. Faute d'un dessin partagé les grandes questions politiques demeureraient pendantes, et l'Europe absente des affaires du monde.

Ce scénario est-il pour autant inéluctable ? Comme le disait, en une illustre occurrence, le général de Gaulle : « Le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? » Il est permis d'en douter dans la mesure où le flottement général de l'Europe constitue, à terme rapproché, pour l'Allemagne comme pour la France un jeu à somme négative. En apparence nos voisins tiraient mieux que nous leur épingle du jeu de la nouvelle donne : une Allemagne réunifiée, à la fois plus puissante et plus peuplée que chacun de ses voisins occidentaux, une Europe centrale et orientale déboussolée et offerte, des Balkans partagés entre le néo-communisme serbe et les obligations croates et slovénes de la République fédérale, un empire soviétique ruiné, démembré et convulsé, un Royaume-Uni plus attaché que jamais à diviser pour régner, l'ordre européen que paraît vouloir enfanter notre étrange fin de siècle ressemble furieusement à celui d'avant 1914, la puissance russe en moins, la sagesse allemande en plus. Bref, rien de bien exaltant pour les intérêts français.

L'heure de vérité

Nous sommes sortis, il y a trois ans, de l'après-guerre et de ses rassurantes ténélités. L'Europe connaît donc aujourd'hui sa propre épreuve, celle qui décidera de sa capacité ultérieure à vivre dans l'ordre, la stabilité et la solidarité organisée ou au contraire dans le flottement, celui des esprits plus encore que celui des monnaies, l'incertitude et le désordre. Pour une période sans doute très brève l'histoire semble vertigineusement ouverte même si depuis le 1^{er} août dernier une sérieuse option a été prise en direction de l'Europe flottante. C'est dire à quel point les semaines et les mois qui viennent, les initiatives que nous prendrons ou que nous ne prendrons pas de part et d'autre du Rhin, vont peser lourd dans la détermination de notre avenir.

Si la France considère, comme il paraît raisonnable, qu'elle doit demeurer résolulement dans le camp de l'Europe organisée, il appartient à son gouvernement de prendre deux séries d'initiatives, en direction de l'Allemagne, bien entendu, avec laquelle il convient de redéfinir, en termes plus équilibrés, le pacte fondateur des années Adenauer, mais aussi en direction de sa propre majorité. Celle-ci doit sortir, une fois pour toutes, de sa schizophrénie européenne et admettre qu'elle ne peut pas d'un même souffle proclamer la nécessité d'une Europe forte et rassemblée, d'une préférence communautaire rétablie, d'une stratégie commerciale sans faiblesse vis-à-vis des Etats-Unis, du Japon et de quelques autres, et célébrer les vertus du flottement monétaire, récuser tout renforcement des institutions communautaires, broadcaster au lieu de responsabiliser la Commission et cultiver le pieux souvenir du prétendu compromis du Luxembourg, c'est-à-dire du droit reconnu à chacun d'empêcher tout les autres de faire quoi que ce soit. L'incertitude et ses limites, et déjà les paroles de M. Séguin comme les silences de M. Chirac ont pesé lourd dans le déclenchement de la tempête monétaire.

Concrètement, le souci de mener à bien cette double épreuve de vérité pourrait conduire les autorités françaises à préparer, dans les semaines qui viennent, une initiative franco-allemande comportant à la fois une dimension économique et une dimension politique. Économiquement, s'il paraît difficile, pour des raisons juridiques en

particulier, d'accélérer le processus d'union monétaire prévu dans le traité, il n'est en revanche pas acceptable de laisser s'allonger la période des canards boiteux séparant la mise entre parenthèses du SME du passage à la monnaie unique. La nature européenne a horreur du vide, et les marchés financiers de l'incertitude. Il faut donc au plus vite revenir à un système de parités fixes entre les principales monnaies européennes, voire à une suppression pure et simple des marges de fluctuation entre les quatre monnaies dur noyau du communautaire - mark, franc français, florin et franc belgo-luxembourgeois. La leçon des événements que nous venons de vivre est toutefois claire : on ne peut pas attendre cet objectif en agissant sur les seuls taux de change et en laissant au bon plaisir de chacun le soin de gérer ses taux d'intérêt et ses déficits budgétaires. Il nous faut donc, soit dans le cadre de la deuxième phase de l'union monétaire, soit plus vraisemblablement dans un cadre intergouvernemental beaucoup moins formel, combiner l'élimination des marges de fluctuation avec une gestion conjointe des taux d'intérêt et de nos déficits budgétaires. Ces propositions précises constitueront un test des intentions réelles de la République fédérale en ce qui concerne l'union monétaire.

Sur le plan politique, une initiative franco-allemande devrait se donner un double objectif : renforcer et démocratiser les institutions communautaires. Les adaptations institutionnelles rendues nécessaires par l'élargissement devront être rapidement identifiées et clairement prises en compte dans les futurs traités d'adhésion non seulement parce que le passage à seize membres affaiblira la capacité décisionnelle du système mais surtout parce qu'il rendra beaucoup plus difficiles qu'aujourd'hui les réformes indispensables au succès des élargissements ultérieurs. Les incertitudes politiques sur l'avenir de la construction européenne sont trop grandes pour qu'on se permette, chez nous comme chez nos partenaires, de faire plus longtemps la politique de l'autruche.

La démocratisation des institutions communautaires, dans le cadre de la révision des traités prévue pour 1996, constitue enfin une des conditions déterminantes à l'acceptation par l'Allemagne, et autrement que du bout des lèvres, de la construction mastrichtienne. Il ne s'agit pas seulement d'accroître les prérogatives du Parlement européen et de renforcer le contrôle politique sur la Commission, mais plus essentiellement de repenser l'articulation fondamentale d'un système qui doit tout à la fois consacrer la responsabilité ultime des Etats dans le processus de décision et soumettre l'exercice de ses responsabilités à des disciplines collectives accrues. Laurent Cohen-Tanugi a proposé de reconstruire, dans la perspective du rendez-vous institutionnel de 1996, l'équivalent du comité Spaak qui joua un rôle déterminant dans la préparation du traité de Rome. Il serait particulièrement bienvenu que la France et l'Allemagne prennent l'initiative d'en proposer la création à leurs partenaires.

De telles initiatives peuvent-elles suffire à retrouver le cap de l'union ? Une chose est certaine, le temps qui fut si longtemps l'allié de la construction européenne, semble aujourd'hui travailler contre elle tant sont nombreuses et puissantes les forces centrifuges, qui poussent à une balkanisation suicidaire du Vieux Continent. Si les peuples européens, et au premier chef les peuples allemand et français, ne sont pas capables de saisir ce moment fugitif où le destin bésite, pour se donner à nouveau une grande ambition collective, alors nul doute que le XXI^e siècle se fera sans l'Europe, c'est-à-dire sans nous.

JEAN-LOUIS BOURLANGES

□ Theo Waigel insiste pour que Francfort accueille la future Banque centrale européenne. - Le ministre allemand des finances, Theo Waigel, menace ses partenaires européens de faire échouer le projet d'union économique et monétaire (UEM) si la ville de Francfort n'est pas choisie comme siège de la future Banque centrale européenne (BCE). « Ou bien la Banque centrale européenne vient à Francfort, ou bien rien de toute l'organisation ne verra le jour », a déclaré M. Waigel dans une interview à l'hebdomadaire Focus. Le siège de la future BCE doit être choisi à l'automne lors d'un sommet européen extraordinaire à Bruxelles.

□ M. Delors juge regrettables les propos de M. Kohl sur le calendrier de l'union européenne. - Jacques Delors, président de la Commission de la Communauté européenne, a qualifié jeudi 19 août de « regrettable » la déclaration du chancelier allemand Helmut Kohl, qui n'avait pas exclu, au début du mois d'août, que le calendrier de l'Union économique et monétaire (UEM) fixé par le traité de Maastricht soit décalé « d'un à deux ans ». « Dans l'état actuel des marchés et des mentalités, cette déclaration est regrettable, car elle ajoute au doute », a affirmé M. Delors, interrogé sur France 2.

AMÉRIQUES

PÉROU

Un commando du Sentier lumineux a massacré une soixantaine d'Indiens

LIMA

de notre correspondant

Deux cents membres de l'organisation « maoïste » du Sentier lumineux ont attaqué, jeudi 19 août, cinq villages de la communauté indienne des Ashaninkas, qui vit dans la forêt amazonienne, non loin de Satipo, à 300 kilomètres à l'est de Lima. Après avoir tout détruit, ils ont massacré à coups de machettes, de couteaux ou de pierres une soixantaine d'Indiens. Quarante enfants, qui ont en les oreilles coupées, ont été transportés dans un hôpital de Lima.

Le territoire des Ashaninkas était passé, en 1990, sous le contrôle du Sentier lumineux. Beaucoup de ces Indiens s'étaient alors réfugiés au plus profond de la forêt pour échapper au joug des terroristes, mais des centaines de familles avaient été recrutées de force. Depuis plus d'un an, l'armée avait réussi à regrouper quinze mille Ashaninkas dans ses propres campements. Elle leur a appris à repousser les rebelles en créant des groupes d'autodéfense. Une partie du territoire ashaninka a ainsi pu être reconquis et, récemment, un millier d'Indiens prisonniers de l'organisation « maoïste » avaient été libérés. Repoussé de la côte et des Andes, le Sentier lumineux a apparemment cherché à mener une « opération punitive » contre ces Indiens qui essayaient péniblement de reconstruire un semblant de vie communautaire.

L'opinion publique a été bouleversée par la cruauté de cette vengeance. Un mouvement spontané pour protéger les Ashaninkas s'est organisé, à l'exception de l'Église qui a consacré l'année 1993 au soutien des ethnies de l'Amazonie.

D'autres informations ont choqué

la capitale. Les fouilles menées dans trois fosses communes découvertes en banlieue de Lima ont permis d'identifier des restes squelettiques comme étant ceux d'un professeur et de neuf de ses étudiants, qui avaient été séquestrés sur le campus de l'université de la Cantuta en juillet 1992. Le groupe avait ensuite été porté disparu. Plusieurs membres dissidents de l'armée avaient affirmé que les auteurs de ce massacre faisaient partie d'un commando dépendant directement du service de renseignements de l'armée.

Le manque de transparence dans l'enquête sur cette affaire a été l'un des arguments invoqués par l'administration Clinton pour geler un crédit relais de 150 millions de dollars au Pérou, dont l'octroi aurait permis à ce pays de tenir ses engagements vis-à-vis de la communauté financière internationale. Le gouvernement américain entend ainsi faire pression sur le président Fujimori pour le respect des droits de l'homme.

NICOLE BONNET

□ BRÉSIL : incarcération d'un grand propriétaire terrien accusé du massacre des Yanomamis. - La police fédérale brésilienne a décrété, vendredi 20 août, la prison préventive pour un *fazendeiro* (grand propriétaire foncier), Joao Neto, soupçonné d'être le commanditaire du massacre d'une trentaine d'Indiens Yanomamis commis par une quinzaine de chercheurs d'or dans l'État amazonien de Roraima (le Monde du 21 août). Il y a cinq ans, M. Neto avait déjà mis le feu à deux villages indiens près de Surucurus (Roraima), selon la police. - (AFP.)

Guérilla anti-IVG aux Etats-Unis

Suite de la première page

Le ministère de la Justice est aux mains d'une femme, Janet Reno, qui, elle aussi, entend, dans certaines limites, préserver la liberté de choix laissée aux femmes.

Cela compte quand il s'agit de proposer et de donner des dizaines et des dizaines de juges ou de donner des instructions aux procureurs. Cela compte encore davantage quand il s'agit de désigner les plus hauts magistrats du pays, ceux qui décident en dernier recours, les juges de la Cour suprême. Or Ruth Ginsburg, le premier juge choisi par le président Clinton pour siéger à la plus haute juridiction du pays, n'a pas caché qu'elle entendait maintenir le droit à l'avortement. Au sein de la Cour, M^{me} Ginsburg viendra renforcer une petite majorité centriste qui, l'on pense déjà, avait confirmé la validité de l'arrêt de 1973 (Roe contre Wade), énonçant qu'a droit à l'avortement faisaient partie d'une des libertés garanties par la Constitution (la protection de la vie privée).

Pour les plus radicaux des militants contre l'avortement, notamment ceux du groupe Operation Rescue (Opération sauvetage), ces défaites dans l'arène politique ont été un véritable coup de poing. Ils se sont réunis à la fin de la semaine dernière dans la rue, ils s'y employaient avec une ardeur redoublée. Les manifestations devant les éliminées sont de plus en plus violentes. Le 10 mars dernier, le docteur David Gunn, praticien dans un de ces établissements, a été tué de trois balles en pleine poitrine à Pensacola, en Floride. Cette semaine, même scénario : une militante anti-avortement, une mère de famille de trente-huit ans, rédactrice en chef d'une des publications du mouvement, a ouvert le feu sur le docteur George Tiller, le blessant au bras.

Les faits ont eu lieu à Wichita. Petite bourgade du Kansas mais haut lieu de la bataille autour de l'avortement. Wichita vit, en 1991, les militants d'Operation Rescue faire l'assaut de la clinique où travailla le docteur Tiller ; en quelques semaines, la police avait alors arrêté deux mille sept cents manifestants. D'après le docteur Tiller, un des derniers médecins du comité à pratiquer l'avortement, va au travail avec un gilet pare-balles, qu'il avait oublié de mettre jeudi. Si les responsables d'Operation Rescue

avaient - du bout des lèvres - déploré la mort du docteur Gunn, la plupart des sympathisants interrogés ne formulant aucun regret. Commentaire attendu alors : « Un certain nombre de bébés vont être sauvés. » Commentaire attendu vendredi dans la bouche d'un pasteur du mouvement, cité par le Washington Post : « Il est légitime d'utiliser la force quand des innocents sont menacés. » Chaque jour, les militants d'Operation Rescue s'apprêtent à un établissement pratiquant l'avortement : jets de cocktails Molotov et d'acides puants sur les murs, badigeonnages, vandalismes et « manifs » bruyantes à l'entrée. Les médecins opérant dans ces établissements sont harcelés à domicile : manœuvres de mort ou comar, pressions sur leurs enfants à l'école, lettres de dénonciation anonymes dans la quartier (du genre « Votre voisin est un tueur », etc.).

Des limites imposées

La plupart des porte-parole des Eglises ont condamné l'escalade de la violence. Mais il n'est pas impossible qu'Operation Rescue soit en train de gagner la bataille de la rue. Peu après l'affaire de Panacea, le quotidien USA Today relevait que le nombre de médecins osant encore pratiquer l'avortement en Floride ne cessait de baisser. Certains d'entre eux ne se déplacent plus qu'armés. Déjà peu nombreux, le nombre des cliniques pratiquant l'interruption volontaire de grossesse diminue ; celui des établissements médicaux universitaires où l'on enseigne l'avortement connaît la même évolution. Dans la plupart des Etats, des limites sont imposées : une période d'attente, et pour les mineurs, la plus souvent, l'autorisation des parents.

Les traditions d'une Amérique qui ébréte les plus pratiquants des chrétiens du monde occidental et où les racines intégristes sont nombreuses n'expliquent pas tout. Derrière l'empire et l'appât de cette bataille, il y a une évolution que, dans un camp comme dans l'autre, chacun s'accorde à trouver inquiétante : il se pratiquerait plus d'un million et demi d'avortements par an aux Etats-Unis.

ALAIN FRACHON

En Août



*En Août, Septembre, etc... oubliez tout.
Ou presque.*

FCAI

Pour un monde sans carie.

Fluocaril

هكزا من اللفل

ASIE

CHINE : reconnaissant le « mécontentement » de la population

Le régime lance une nouvelle campagne contre la corruption

PÉKIN
de notre correspondant

Le régime chinois vient d'annoncer le lancement d'une nouvelle campagne contre la corruption en son sein, mettant tout particulièrement l'accent sur les hauts responsables, convaincus de malversations. « La première tâche est de renforcer la supervision des cadres dirigeants du Parti », a déclaré, vendredi 20 août, Wei Jianxin, le « Monsieur Propre » du régime, inaugurant une réunion plénière de la commission centrale de discipline du Parti communiste, qu'il dirige.

Il a noté qu'il existait, à cet égard, un « mécontentement » dans la population envers les responsables de l'Etat. Ceux-ci, de l'avis général, n'ont jamais été aussi ouvertement corrompus. Si la corruption est un fléau que la Chine connaît depuis des temps immémoriaux, elle devient, aujourd'hui, d'une telle ampleur qu'il est extrêmement difficile pour un citoyen moyen d'obtenir de l'Etat des services aussi simples que l'achat d'un billet d'avion ou de train sans avoir à y recourir.

On prête à Jiang Zemin, chef en titre du Parti, l'intention d'intervenir, à l'aube de cette nouvelle campagne, pour tenter de démontrer que, cette fois, le régime est sérieux. Les précédentes campagnes anti-corruption ont, dans l'ensemble, par leur caractère peu dissuasif, contribué à accroître le pourrissement du système.

En épinglant quelques boucs émissaires de calibre moyen, elles faisaient, à contrario, la démonstration qu'il suffisait d'être haut

placé pour échapper aux foudres des inspecteurs. C'est pour écarteler les risques d'une nouvelle poussée de fièvre contestataire que le régime a lancé cette campagne.

La corruption avait été un thème central de mécontentement de la population lors de la crise de Tiananmen en 1989. Le premier ministre, Li Peng, avait dû se défendre en public, devant les caméras de télévision, d'être impliqué dans « l'affaire officielle », dénoncé par les étudiants.

La baignade
de M. Li

M. Li, actuellement en convalescence pour troubles cardiaques, a fait une curieuse réapparition, par le biais de la presse officielle qui l'a montré, le 19 août, en maillot de bain, au bord de la mer, à Beidaihe. La photographie, consciemment reproduite par tous les journaux, peut vouloir dire au pays que

Le projet de coopération militaire entre le Japon et les Etats-Unis devant la menace nord-coréenne. — Le Japon souhaite élaborer un système de défense anti-missiles avec les Etats-Unis pour contrôler les « menaces » que fait peser la Corée du Nord, a déclaré, samedi 21 août, au quotidien Japon Times, le directeur général de l'Agence japonaise de défense, Keisuke Nakanishi. La Corée du Nord a récemment mis au point un nouveau missile, capable de transporter une charge nucléaire sur une distance de 1 000 kilomètres, pouvant ainsi atteindre une bonne partie du territoire japonais. — (AFP)

L'impopulaire chef du gouvernement s'apprête bientôt à reprendre son travail. Elle contraste pourtant avec l'image de sérieux qu'offrent les autres dirigeants occupés, pendant tout l'été, à tenter de régler les graves problèmes auxquels la Chine est confrontée dans son brutal décollage économique.

C'est la même crainte d'un regain d'agitation qui a poussé les autorités, en violation de leurs engagements, à interdire un retour au pays à Han Dongfang, jeune syndicaliste indépendant de 1989, qui avait gagné les Etats-Unis après avoir été libéré de prison, l'an dernier. M. Han a été interpellé, le 15 août, à son arrivée à Canton, et expulsé vers Hongkong sous le motif qu'il avait rompu sa promesse de ne pas participer à un mouvement de contestation à l'étranger. Les autorités américaines ont protesté, à ce sujet, auprès du gouvernement chinois.

FRANCIS DERON

CAMBODGE : après plusieurs victoires sur le terrain

Le gouvernement rejette une offre de discussion des Khmers rouges

Le gouvernement a rejeté, vendredi 20 août, l'appel des Khmers rouges à l'ouverture urgente de discussions après que ses forces eurent investi trois de leurs positions stratégiques. « Le gouvernement est occupé. Nous n'avons pas de temps à perdre à parler à Khieu Samphan ou sujet de sa proposition », a déclaré un haut responsable gouvernemental qui a refusé l'anonymat. « Nous verrons quand les co-présidents ministres - Hun Sen et le prince Norodom Ranariddh - reviendront du Vietnam. »

A l'issue d'un entretien avec le chef de la diplomatie thaïlandaise, Prasong Soonsiri, vendredi à Bangkok, le chef des Khmers rouges, Khieu Samphan, tout en ne voulant pas admettre le revers de ses troupes, avait tout de même appelé « à une réunion d'urgence pour négocier autour d'un tapis vert ».

L'aide

de l'armée thaïlandaise

Pour sa part, le général Khoun Rouen, commandant les troupes progouvernementales qui ont conquis le bastion khmer rouge de Phum-Chat, dans le nord-ouest du pays, a affirmé que les quillères avaient pu quitter les lieux grâce à l'aide de l'armée thaïlandaise. Il a précisé que la ville a été trouvée complètement vide de ses habitants et de son armement. « Les Thaïlandais ont fourni (aux Khmers rouges) des camions pour l'évacuation. Ils ont emmené 400 soldats et un millier de civils », a-t-il déclaré, protestant contre l'attitude du gouvernement de Bangkok. — (AFP)



LOIN DES CAPITALES

Kota-Kinabalu défie Kuala-Lumpur

KOTA-KINABALU
de notre envoyé spécial

La plus haute montagne d'Asie du Sud-Est ? Le mont Kinabalu, 4 107 mètres au sommet, dans l'Etat malaisien du Sabah, au nord-est de Bornéo. Rien de plus élevé entre la Birmanie et la Nouvelle-Guinée que cette dante de granit du Crocker Range, fleuron d'une réserve naturelle où les amateurs de plantes rares insectivores, de floraux parfois monstrueuses et de sensations fortes hors de chaminé trop battue trouvent largement leur compte.

A deux heures de Kota-Kinabalu - « KK » pour les initiés - ce paradis tropical est la principale attraction touristique de ce Far-East de la Malaisie côtière entre le Sarawak et les provinces indonésiennes de Kalimantan. Inventeur britannique en quelque sorte puis-que le British North Borneo Company a administré le territoire de 1881 à 1942, quand l'invasion japonaise fit déferler son rouleau compresseur sur la région.

Rebaptisé Kota-Kinabalu en hommage à la montagne tutélaire dont le crête se dessine sur l'horizon, la chefferie du Sabah, incorporée en 1963 à la Fédération de Malaisie, a perdu jusqu'à la mémoire du temps où on l'appelait Jesselton : ses cas latitudinaux, les ruines et les souvenirs s'effacent vite au gré des pluies tropicales. Avec ses 300 000 habitants, la ville se donne des allures de port affairé sur la mer de Chine méridionale, prenant néanmoins toujours la température de ses prélasser dans la luxuriance des fleurs sous l'ondulation des palmiers.

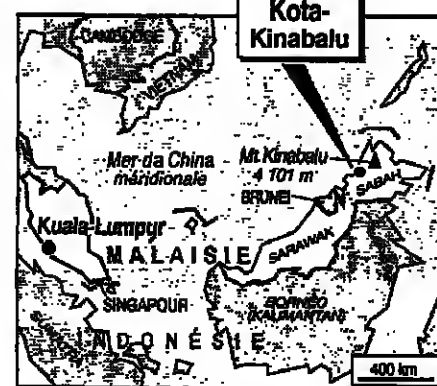
Sur les quais et les principales artères, grande mégasie rutillante et petite échoppe volent tantôt des sacs marchands emballés, tantôt leur roulement à la demande du client. La moquette, quelques pagodes chinoises, un temple sikhi et plusieurs églises chrétiennes témoignent de la diversité ethnique de ce coin de terre qui ne compte pas moins d'une trentaine de peuples autochtones.

A l'orée de la ville, dans le village de Penampang, se trouve l'église Saint-Michael, le plus « ancien » édifice chrétien bâti en pierre à Sabah : il date de 1838. Un peu plus loin, dans un bouquet de bambou, un mégalithe sacré atteste la présence autrefois de Monoopli, redoutable guerrier coupeur de têtes dont les descendants sont aujourd'hui une paisible famille paysanne catéchisée qui garde précieusement sous la poutre maîtresse de la maison ancestrale quelques crânes blanchis aux orbites vides. Ici commence le domaine des Kadazans, qui étendent jusque sur les flancs du Kinabalu, « le lieu des esprits des morts » dans leur langue.

Principal groupe indigène de ce patchwork ethnique, les Kadazans représentent plus du quart de la population légale de l'Etat (1). Catholiques dans une Fédération où l'islam est religion d'Etat, ils se montrent particulièrement attachés à la préservation de leur identité. Leur nationalisme a encore été renforcé par l'arrivée au pouvoir, en 1985, du parti à dominante chrétienne Bersatu Sabah (PBS) du chef du gouvernement local, Joseph Pairin Kitingan. Le vote des Chinois (17 % de l'électorat) avait fait pencher la balance en faveur de cet avocat kadazan dont le mariage avec Ganevella Lea avait scellé la bonne entente entre les deux communautés.

Violences intercommunautaires

A l'époque déjà, la constitution au Sabah d'un premier gouvernement non musulman avait été ressentie comme un camouflet par Kuala-Lumpur. L'arrivée des chrétiens au pouvoir avait en outre entraîné des violences inter-



communautaires, les musulmans (40 % des électeurs) reprochant aux nouvelles autorités une politique anti-islamique. Les tensions s'étaient apaisées quand le PBS avait rejoint le Front national du premier ministre malaisien, Mohamed Mahathir. Les relations se sont à nouveau améliorées depuis que M. Pairin est repassé à l'opposition à la veille des élections générales de 1990. Un raviement qualifié de « coup de poignard dans le dos » par M. Mahathir et qu'il n'a jamais pardonné. La dispute politique n'a pas tardé à virer à la vendetta personnelle.

Pressé de reprendre en main ce lointain Etat, trop turbulent à son goût, le fougueux chef de gouvernement fédéral chercha par tous les moyens à se débarrasser de celui qui le défiait. Il a réduit son assistance économique et n'a presque plus de contact avec,

M. Pairin, accusé récemment de vouloir « suivre l'exemple » de la sécession en 1971 du Bangladesh. M. Pairin a été brièvement arrêté en janvier 1992 et un interminable procès pour corruption lui a été intenté par le pouvoir fédéral. Comme Amnesty International le rappelle dans son dernier rapport, son frère, Jeffrey Kitingan, ait été accusé de complicité dans la sécession de Sabah sans avoir jamais été inculpé ni jugé.

Dans sa tentative de déstabilisation du gouvernement local, M. Mahathir s'est efforcé de provoquer des défections au sein du parti de M. Pairin en créant au Sabah une section de sa propre formation, l'UMNO, qui domine la politique dans la péninsule. Mais les pressions fédérales ont jusqu'ici fait l'effet contraire, renforçant le sentiment identitaire sabahien, même parmi les musulmans. Un résident étranger estime que les persécution contre M. Pairin lui ont donné une aura de martyr, masquant les carences de sa gestion et son style parfois autoritaire. Plus encore, le gouvernement fédéral a subi une cuisante humiliation en avril dernier quand le PBS a formé une coalition avec son traditionnel rival musulman, l'Organisation nationale du Sabah uni (USNO). Alors que l'UMNO était justement en train d'absorber l'USNO, la moitié des députés de cette formation sont passés dans le camp de M. Pairin, qui contrôle désormais quarante-deux des quarante-huit sièges de l'Assemblée de l'Etat.

L'exacerbation des divergences porte sur le degré d'autonomie du Sabah, une meilleure répartition des revenus du pétrole et du bois, ses principales richesses, ainsi que sur le respect de ses particularités. Se plaignant de l'ampleur croissante de Kuala-Lumpur, les Sabahiens entendent réaffirmer leur statut spécial au sein de la Fédération.

Géographiquement et ethniquement plus proche des Philippines que de Kuala-Lumpur, le Sabah recèle nombre d'ingrédients d'une situation potentiellement explosive. En plus de tendances sécessionnistes latentes, Manille, voire le sultan de Sulu ou Brunei, et même l'Indonésie n'ont pas complètement renoncé à leurs prétentions. Autre problème, la présence de quelque sept cent mille immigrants indonésiens, tolérés en partie parce qu'ils sont musulmans, mais aussi parce que le Sabah manque de main-d'œuvre. « Prompt à faire la leçon aux autres, Mahathir ferait bien de prendre garde à ce que le Sabah ne devienne pas un jour la Bornéo-Héréditaire de la Malaisie », écrit un journaliste local qui ne fait pas dans la nuance.

JEAN-CLAUDE BUHRER

(1) 1,4 million d'habitants.

AFRIQUE

NIGERIA

« L'offre de démission de M. Babangida n'est qu'une nouvelle ruse »

nous déclare Moshood Abiola, vainqueur présumé de l'élection présidentielle

Cherchant un soutien international contre le régime militaire nigérien, Moshood Abiola, candidat du Parti social-démocrate (SDP) et vainqueur présumé de l'élection présidentielle du 12 juin, annulée par la junte, est arrivé jeudi 19 août à Paris. Après s'être rendu à Londres et Washington, il doit poursuivre sa tournée en allant à Bonn lundi.

Le président Ibrahim Babangida « n'a aucune intention » de renoncer au pouvoir. Ce que « la nation lui demande maintenant, c'est de s'en aller, non de promettre une hypothétique démission », nous a déclaré Moshood Abiola, après avoir eu dans la matinée des entretiens avec de hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay. « L'offre de démission de Babangida n'est qu'une nouvelle ruse pour se maintenir au pouvoir », estime-t-il. Sinon « pourquoi aurait-il ordonné l'arrestation de plus de soixante-dix personnes ou cours des trois derniers jours ? Pourquoi courrait-il interdire plusieurs journaux à la veille du discours qu'il a prononcé mardi devant l'Assemblée nationale ? », s'interroge Moshood Abiola.

Le milliardaire nigérien est sûr d'avoir remporté les élections du 12 juin, « avec 58,4 % des voix », tient-il à préciser. A Paris, il a appelé « la France à donner l'exemple en étant le premier pays occidental à imposer des sanctions économiques strictes contre le régime de Babangida et à soutenir le peuple nigérien ». « La France a toujours été très présente chez nous. C'est une superpuissance en Afrique de l'Ouest et ces quatre dernières années, c'est le seul pays à avoir continué d'aider économiquement le Nigeria », constate M. Abiola.

L'homme d'affaires yorouba, ethnique du Sud-Ouest nigérien, fervent musulman, aimerait concrètement que « l'argent du pétrole » soit « déposé par les acheteurs sur des comptes spéciaux bloqués » et que « les comptes personnels du général Babangida et de ses proches collaborateurs soient saisis dans les pays occidentaux ».

Moshood Abiola a également voulu mettre en garde la communauté internationale contre le statu quo en Nigeria. « Cette situation ne peut pas durer. Un Africain sur cinq, au sud du Sahara, est nigérien. Notre pays est vaste. Si nous ne réglons pas pacifiquement le passage à la démocratie, c'est toute la

région qui risque d'être désastabilisée », prophétise-t-il.

« Le général Babangida est un dictateur. Il fait régner la terreur comme Hitler. Est-ce que l'Afrique veut d'un nouvel Hitler ? Le reste du monde va-t-il rester les bras croisés en attendant qu'il y ait un bain de sang au Nigeria, où plus de deux cents tribus cohabitent ? », se demande Moshood Abiola, qui a résolu de décider de rentrer à Lagos le 24 août, le jour de son cinquante-sixième anniversaire, trois jours avant la date du 27, à laquelle les militaires ont promis, il y a quatre ans, de remettre le pouvoir aux civils.

« Je rentre pour prendre ma place » de président de la République, a encore dit le candidat du SDP, qui estime avoir été légalement élu le 12 juin, et espère être investi dans ses fonctions dès son retour au pays où il est assés du soutien des communautés chrétienne et musulmane, de l'appui de l'ancien président, le général Olusegun Obasanjo (qui fut le premier chef d'Etat africain à transmettre le pouvoir à un président démocratiquement élu en 1979) et d'une large majorité de la population.

Il n'est toutefois pas question pour M. Abiola d'accepter la constitution d'un gouvernement intérimaire, comme le souhaite le président Babangida. « Ce ne pourrait être qu'un arrangement contraire à toutes les règles de la démocratie, une institution qui resterait sous le coupe de Babangida », a-t-il estimé.

Une analyse partagée par l'écrivain nigérien Wole Soyinka, prix Nobel de littérature, également de passage à Paris, qui considère que le général Babangida « veut gagner du temps pour semer la confusion, diviser la classe politique et rester au pouvoir comme président à vie ».

A Lagos, la capitale économique du pays, où la situation est de plus en plus tendue à l'approche de la date fatidique du 27 août, le Congrès national du travail (NLC, centrale syndicale unique) a appelé jeudi tous ses adhérents à participer à une nouvelle campagne de « désobéissance civile » si les militaires ne quittaient pas le pouvoir au moment voulu. Les sénateurs, de leur côté, ont adopté, dans la nuit de jeudi à vendredi à Abuja, une résolution par laquelle ils demandent au chef de l'Etat de transmettre tous ses pouvoirs au président du Sénat, Iyorchia Ayu, le 27 août.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

TOGO : à cinq jours du scrutin

L'opposition suspend sa participation à l'élection présidentielle

Le Collectif de l'opposition démocratique togolaise (COD-2) a décidé vendredi 20 août de « suspendre à compter de samedi sa participation » à l'élection présidentielle, prévue pour le 25 août, estimant que les préparatifs techniques du scrutin n'étaient pas assez avancés pour que celui-ci puisse être organisé à cette date. Dans une lettre adressée au Comité international de suivi de l'élection (composé de diplomates français, burkinabé, allemand et américain), le COD-2 a implicitement conditionné sa participation à un report du scrutin et à une « recomposition » de la Cour suprême.

Le candidat du COD-2, Edem Kodjo, est apparu pendant la campagne comme le seul des quatre concurrents capable de disputer la victoire au chef de l'Etat sortant, le général Gnassingbé Eyadéma. Dans la lettre, signée par son président, Léopold Gnaniavi, le COD-2 se déclare « au regret de constater » que le délai de quatre jours d'ici au

scrutin ne lui « paraît pas suffisant pour mener à bien toutes les tâches restant à accomplir ».

Le COD-2 accuse également la Cour suprême, qui devra valider officiellement les résultats de l'élection, de « partialité ». Celle-ci a rejeté la candidature de M. Gilchrist Olympio, un des trois prétendants déclarés de l'opposition. Le COD-2 regroupe une dizaine de partis d'opposition au chef de l'Etat.

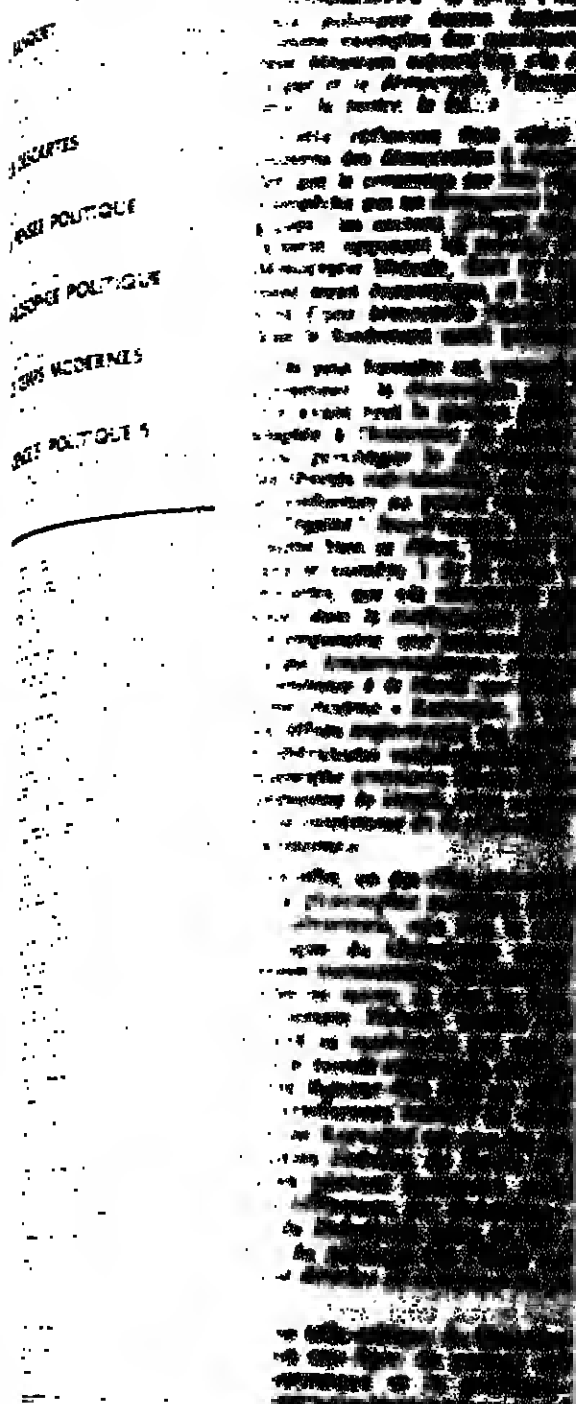
Outre MM. Eyadéma et Kodjo, la liste officielle des candidatures à l'élection comprend Yao Agboyibo (opposition), Ifé Adani et Jacques Amouzou (indépendants). Sans rancœur à l'égard de la campagne, M. Agboyibo s'est abstenu de toute apparition publique pour protester contre le rejet de la candidature de M. Olympio par la Cour suprême et contre les « insuffisances dans l'affichage des listes électorales et la distribution des cartes d'électeur ».

— (AFP)

Le couvre-feu imposé douze jours auparavant, après des violences ethniques qui avaient fait au moins 41 morts à N'Djamena. Un porte-parole du gouvernement a déclaré que la sécurité avait été rétablie et que les autorités n'hésiteraient pas à prendre de nouvelles mesures similaires en cas de nécessité. Selon des témoins, des membres de la garde du président Idress Deby avaient ouvert le feu sans sommation le 8 août sur des habitants de N'Djamena qui protestaient contre la mort de 82 civils tués quatre jours auparavant dans la région d'Abéché, dans l'est du pays. — (Reuters)

Les débats dans les

La redécouverte



Les débats dans les revues de philosophie politique

La redécouverte de la démocratie

LE BANQUET

n° 2, 1^{er} semestre 1993, 95 F, Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP), 289, rue Lecourbe, 75015 Paris.

RUE DESCARTES

n° 3, janvier 1992, 120 F, Albin Michel.

LA PENSÉE POLITIQUE

n° 1, mai 1993, 150 F, Houtès Etudes-Saül-Gallimard.

PHILOSOPHIE POLITIQUE

n° 1, 2 et 3, 285 F (pour les 2 numéros de 1993), PUF.

LES TEMPS MODERNES

n° 564, juillet 1993, 56 F, Gallimard.

SCIENCES POLITIQUES

n° 2-3, mai 1993, Kimé (2, impasse des Peintres, 75002 Paris), 160 F.

Le renouveau du débat intellectuel en France s'organise depuis quelques années autour de l'apparition de revues, dont la lecture permet de comprendre les grands axes actuels de la réflexion politique. La caractéristique commune à des revues récentes comme *la Pensée politique* (Houtès Etudes-Saül-Gallimard), *le Banquet* (CERAP), *Philosophie politique* (PUF) ou encore *Science (s)* (Kimé) est qu'elles assignent au retour des intellectuels dans le débat public un lieu précis : la démocratie. En effet, le point de départ de leur réflexion est un même constat : le régime démocratique semble être désormais le modèle politique incontesté, à la suite du recul du marxisme.

Ainsi les directeurs de *la Pensée politique* (Marcel Gauchet, Pierre Manent et Pierre Rosanvallon) se déclarent-ils membres d'une génération « arrivée à la maturité intellectuelle après le grand désenchantement idéologique et la redécouverte de la démocratie comme motif d'action et de pensée » ; de même, les animateurs du *Banquet* (Nicolas Tenzer et François Iveret) exhortent des débats de leur revue « les formes pathogènes de la vie politique que sont, dans un genre différent, le Front national et un Parti communiste non sorti de la glaciation », pour se consacrer à une « recomposition à partir de positions

« raisonnables » ; la revue *Philosophie politique* donne également comme exemples des questions les plus débattues aujourd'hui « la république et la démocratie, l'Europe, le droit, la justice, la loi... ».

Cette réflexion doit aider les citoyens des démocraties à comprendre que le consensus sur leur régime n'empêche pas les divergences idéologiques : les anciens clivages réapparaissent, opposant les tenants d'une démocratie libérale, dont le fondement serait économique, et les partisans d'une démocratie républicaine, dont le fondement serait politique.

On peut formuler cet antagonisme autrement : la démocratie doit-elle être avant tout la gestion politique adaptée à l'économie de marché (et donc privilégier le développement des libertés individuelles), ou doit-elle se conformer au primat républicain de l'égalité ? Jean-François Kervegan résume bien ce débat, lorsqu'il écrit, dans le numéro 3 de la revue *Rue Descartes*, que « la démocratie représente, dans la configuration politique contemporaine, une tendance à l'égalité qui, fondamentalement, s'oppose à la tendance à la liberté que le libéralisme incarne ». Kervegan, à partir des débats anglo-saxons qui opposent le libéralisme social-républicain du philosophe américain Rawls à l'ultra-libéralisme de Hayek, tente d'évaluer la consistance de la philosophie du libéralisme.

En effet, un des rôles primordiaux de la philosophie politique semble être désormais, une fois le succès politique du libéralisme reconnu comme incontestable, de tenter de le fonder en raison. Si dans les faits la démocratie libérale semble avoir prouvé sa supériorité (en tout cas dans le monde occidental), est-il pour autant légitime d'en faire un modèle universellement valide ? La conclusion de Kervegan est que les deux modèles libéraux de Rawls et de Hayek peinent également, malgré leurs différences, par abstraction : le tort du libéralisme, selon lui, est de faire du politique (de l'Etat) « une réalité dérivée » de la logique du marché.

Une telle critique du libéralisme définit une ligne de partage entre l'économique et le politique à

laquelle les revues ont du mal à échapper, même lorsqu'elles prétendent, comme c'est le cas pour le *Banquet*, proposer « une réelle alternative ». Car lorsque celle-ci consiste à « restaurer l'éducation comme tâche émancipatrice », à « affirmer un nouveau volontarisme » de l'Etat, ce n'est pas la démocratie que l'on défend, mais la tyrannie. Deux articles de *La Pensée politique* soulèvent le premier problème : comment une démocratie pluraliste, par définition pluraliste, peut-elle se protéger contre les ennemis qui s'attaquent, de l'intérieur, à ses principes ? La stricte solution libérale, proposée par Patrice Roland dans son article « L'Etat démocratique et ses ennemis », s'en tient à un compromis probablement insuffisant : « Il n'existe qu'un moyen de lutter contre ce risque mortel, c'est de prendre à son tour la parole et de tenter de convaincre chaque citoyen d'aimer activement la démocratie et ainsi de la protéger efficacement. Au risque de n'être pas entendu ».

L'insuffisance de cette position (on ne peut simplement conjecturer l'absence de prise en compte du risque de l'Etat) est entendue des électeurs du Front national ? mais tient à une raison de fond, que souligne Estelle Drique dans son article « Gouverner le pluralisme » : la démocratie ne peut se passer d'une forme de bico commun, qui seule permette de définir le respect dû à ses principes fondamentaux.

C'est cette nécessité d'une forme commune qui pousse des philosophes comme Quentin Skinner (dans le numéro 3 de *Rue Descartes* - Albin Michel) ou Dick Howard (dans le numéro des *Temps modernes* de juillet 1993 - Gallimard) à recevoir à l'idéal républicain, selon Quentin Skinner, « nous apprend comment édifier une vraie démocratie, celle dans laquelle le gouvernement est pour le peuple comme le résultat de ce que le peuple en a fait ». Mais les débats philosophiques nous apprennent également que la possibilité pour la démocratie de se définir des ennemis doit s'accompagner d'une tradition d'accueil et d'assimilation des étrangers : le dernier numéro de *Philosophie politique*, consacré à l'Extrême, nous rappelle ainsi par la voix de Dominique Schnapper que « les formes de xénophobie, que l'on a toujours observées dans les démocraties, (...) ne doivent pas masquer le fait que la nation démocratique reste, dans son principe sinon dans ses formes historiques concrètes, la forme politique la plus favorable à l'inclusion des outsiders ».

D'autre part la forme démocratique moderne ne saurait éviter - c'est la contrainte externe - de comporter une dimension internationale.

En mettant dès son premier numéro l'Europe au cœur de ses interrogations, la revue *Philosophie politique* (dirigée par Blandine Barret-Kriegel) inaugure un mode intéressant de dialogue entre philosophes et hommes politiques, sous la forme d'un questionnaire adressé à des personnalités, qui doit leur permettre de définir leur « idée de l'Europe ». Ainsi s'amorce un passage entre les exigences théoriques les plus abstraites et l'espace concret de la décision et du pouvoir politiques. Reste à espérer que le citoyen sera le médiateur véritable entre philosophes et gouvernants.

HELENE FRAPPAT

Vigilance ou confusion ?

Après la publication dans le *Monde* du 13 juillet d'un « Appel à une Europe de la vigilance » contre l'extrême-droite et d'un article de Roger-Pol Droit intitulé « La confusion des idées », Jacques Julliard dénonce, dans le *Nouvel Observateur* du 19 août, « la campagne menée par Le Monde contre Pierre-André Taguieff », estimant qu'il s'agit d'une « honte ».

L'article que nous avons consacré à la « confusion des idées » contenait des remarques sur l'ambiguïté de certaines critiques de l'extrême-droite chez Pierre-André Taguieff et, plus encore, chez Paul Vonnnet. Elles ne constituaient qu'un point de l'argumentation, qui mentionnait principalement le brouillage des pistes opéré par Alain de Benoist, auteur toujours lié aux réseaux éditoriaux et politiques de l'extrême droite européenne et en même temps directeur, depuis 1988, d'une revue - *Krisis* - où se sont retrouvées bon nombre de signatures de gauche. Le *Monde* a publié, le 27 juillet, une longue réponse de Pierre-André Taguieff, dont les analyses ont par ailleurs été plusieurs fois exposées dans nos colonnes. Il n'y a donc pas, à nos yeux, d'« effeuillage » Taguieff, comme voudrait le faire croire Jacques Julliard. Le vrai débat est ailleurs.

Le *Monde* a en effet publié le 13 juillet le texte de l'« Appel à une Europe de la vigilance » lancé par quarante intellectuels, parmi lesquels trois Prix Nobel et treize membres du Collège de France (1). Les signataires de cet appel, qui sont aujourd'hui plusieurs centaines, refusent de participer à des revues, des livres, des colloques, des émissions de radio, etc., dirigée ou organisée par des personnes ayant des liens étroits avec

l'extrême droite. Il s'agit donc de savoir si la vigilance - cette vieille vertu républicaine - a encore un sens, ou bien n'en a plus. Les personnalités qui ont rejoint cet appel pensent qu'une nouvelle vigilance est exigée par la situation européenne et la recomposition politique qui s'opère de l'est à l'ouest du Vieux Continent.

Dans le *Nouvel Observateur* du 12 août, Michel de Pracontal considérait cette vigilance comme « une ligne Maginot des idées » ; à l'opposé, Norbert Banaś et K. S. Karol, signataires de l'appel, et membres de la rédaction de l'hebdomadaire se disaient dans la même page préoccupés par « une inquiétante évolution des idées ».

Jacques Julliard précise n'avoir pas écrit pour la revue *Krisis* d'Alain de Benoist, mais autoriser la reprise d'un de ses articles du *Nouvel Observateur*. « Mais, continue Jacques Julliard, devant le zèle purificateur de certains, je vais finir par regretter mon abstention ».

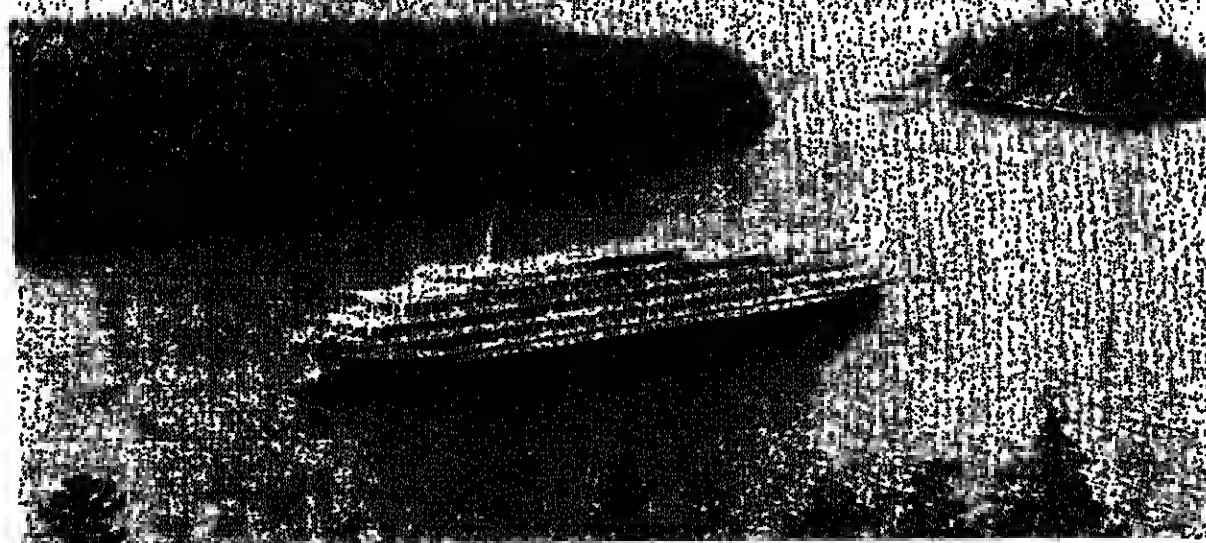
Le *Monde* a précisé notamment, les 27 et 31 juillet, qu'Alain de Benoist dirige une collection chez l'éditeur allemand néoconservateur Wiegand Grabert, où publient plusieurs anciens nazis. Question en apparence microscopique : sachant cela, acceptez-vous que votre signature figure au eom-menda d'une revue dirigée, en même temps, par le même homme ? Certains disent non, per principe. D'autres disent oui.

Il y a une frontière, morale et politique. Les raisons sur lesquelles s'appuient ces deux études antagonistes seront très probablement au cœur des débats politiques dans les années qui viennent. La « honte » aurait été de n'avoir pas le courage de le dire, et de prendre position.

ROGER-POL DROIT

(1) Comité « Appel à la vigilance », 54, bd Raspail 75006 Paris.

«Automne doré en russie»



Votre bateau: le MS Alexej Surkov

Le bateau-hôtel «MS Surkov» est sous gérance de la société suisse I.C.H. Rapperswil/Suisse. Toutes les cabines de ce bateau russe sont extérieures avec douche, wc, climatisation et deux lits bas. Aménagement agréable des salons, deux restaurants (un seul service), bar panoramique, salle de lecture, grand solarium, boutique, salon de coiffure et sauna. Médico à bord. Le commandant de bord et son équipage seront toujours à votre disposition pour rendre votre séjour agréable.

En 1991 et 1992, plus de 20 000 passagers.

Paris -

St-Petersbourg
Départ en fin de matinée de l'aéroport de Roissy par la compagnie Aéroflot à destination de St-Petersbourg.

St-Petersbourg -

Tour guidée de St-Petersbourg avec sa majestueuse Néva, ses canaux et ses 600 ponts. Départ le soir.

Valaam -

Arrivée le matin à Valaam, une île, située au nord du lac Ladoga. L'après-midi, traversée du lac Ladoga pour atteindre le rivier Svir.

Svir - Lac Onega -

Traversée du lac Onega. Après-midi arrivée à l'île de Kishi. Visite de l'église en bois.

Petrozavodsk -

L'après-midi arrivée à

Petrozavodsk, la capitale de la Carélie. Visite guidée de la ville.

Svir - Lac Ladoga -

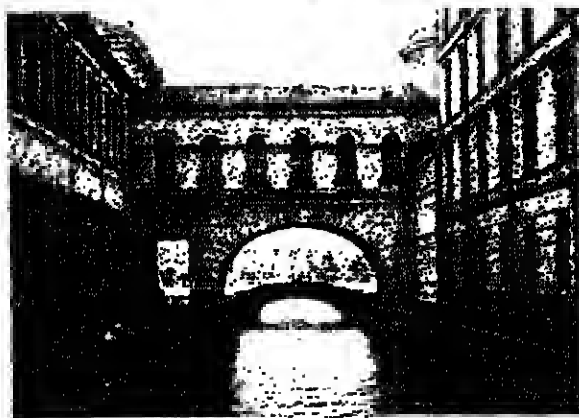
Néva
Journée de navigation à bord du «MS Surkov». Possibilité de profiter des activités offertes sur le bateau et de flâner en regardant défiler le paysage. Dîner du commandant.

St-Petersbourg -

Pouchkine
Arrivée à St-Petersbourg. Excursion à Pouchkine. Visite du Palais de Catherine. C'est ici que résideront les Tsars jusqu'en 1917.

St-Petersbourg -

Paris
Débarquement et transfert à l'aéroport en début de matinée, pour le départ du vol à destination de Paris.



Dates de voyage

26.09. - 03.10. 1993

03.10. - 10.10. 1993

10.10. - 17.10. 1993

St-Petersbourg - Carélie

Prestations incluses

- Croisière selon programme
- Pension complète à bord
- Vol avec la compagnie Aéroflot
- Service d'un guide accompagnateur
- Transferts, taxes
- Franchise de bagages: 20 kg

Prestations non incluses

- Frais de visa 90 F assurances, boissons et dépenses personnelles

conditions exceptionnelles
8 jours à partir de 4360 F

Nos garanties:

- Gestion de type occidental
- Importation des denrées alimentaires
- Tenue de bateau irréprochable
- Formation du personnel de bord

North Western River Shipping Company

Agent général CH-8570 Weinfelden / Suisse



ATHENAEUM

39, rue Marbeuf 75008 Paris
Téléphone: 16 (1) 42 56 55 00
Télécopie: 16 (1) 45 63 01 51

Nos succès en CEI

- Avec notre Orient-Express Moscou - Pékin - Hong Kong

- Baltique St-Petersbourg - Tallinn - Riga

- Bateaux-hôtels grand confort

- Volograd - Moscou

- St-Petersbourg - Volograd

- St-Petersbourg - Anheum d'Or

- Danilovsk - Krastovarsk

Demandez notre brochure:

16 (1) 42 56 55 00

Bulletin d'inscription

Inscription définitive de la (des) personne(s) suivante(s) à la croisière

St-Petersbourg - Carélie - St-Petersbourg

Date de voyage:

- ☐ cabine à 4 lits, pont inférieur 4360 F

- ☐ cabine à 3 lits, pont inférieur 4760 F

- ☐ cabine à 2 lits, pont principal 5160 F

- ☐ cabine à 2 lits, pont interméd. 5560 F

- ☐ cabine à 2 lits, pont supérieur 5960 F

- ☐ supplément pour occuper seule(s) une cabine à deux lits 1960 F

- ☐ Assurance-annulation et rapatriement et bagages obligatoires si non titulaire d'une assurance équivalente (160 F)

1. Nom/Prénom

2. Nom/Prénom

Rue

Localité

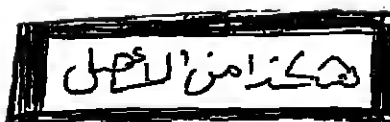
Téléphone

Pro. par personne en FF

Conditions générales de North Western

TT 1502 RANT 101

Le Monde 21 & 91



JUSTICE

Après la découverte de fausses factures il y a quelques mois

Une affaire de détournement à l'hôtel de police de Grenoble est révélée par un syndicat de gardiens de la paix

Le Syndicat national des policiers en tenue (SNPT, membre de la FASP, majoritaire), qui avait révélé il y a moins d'un an l'existence de fausses factures à l'hôtel de police de Grenoble (*le Monde* du 10 novembre 1992), dénonce aujourd'hui des irrégularités dans les comptes du Centre de loisirs jeunes, un organisme d'occupation locale de la prévention.

GRENOBLE

correspondance
« Le 12 octobre n'aurait-il servi à rien ? » Après avoir accusé, dans un tract diffusé à l'automne, des membres de la hiérarchie de l'hôtel de police de Grenoble de s'être enrichis personnellement dans l'exercice de leurs fonctions, le responsable local du SNPT, André Gueguen, relance la polémique. Il dénonce aujourd'hui des irrégularités dans les comptes du Centre de loisirs jeunes (CLJ) local. Sur la base d'un rapport transmis par l'ancien directeur du centre, « à toutes fins utiles », au chef du service départemental des polices urbaines de l'Isère, M. Gueguen cite une facture

de réparation d'un canoë-kayak que l'association n'a jamais possédé, ainsi que le rachat d'un Zodiac au directeur de l'association « à un prix surévalué », selon le syndicaliste.

Une révision du bateau effectuée en mai dernier aurait en effet mis au jour « un manque d'entretien évident » et une usure justifiant une mise à prix « de 12 000 à 15 000 francs », alors qu'il avait été racheté 35 000 francs. Cette somme aurait été prise « sur des fonds destinés aux frais de gestion des contrats emploi-solidarité (CES) de l'association », toujours selon M. Gueguen. Le rapport fait aussi état de matériel manquant (sac d'alpiniste, matériel de plongée, etc.). Le directeur départemental, Pierre Berlan, a indiqué qu'il faisait actuellement procéder à des « vérifications ». « En ce qui concerne le bateau, les avis sont pour l'instant contraires. J'attends la suite de l'enquête et déciderai à la rentrée de septembre s'il y a ou non lieu de saisir le procureur de la République ». Reste le geste. « Vendre son bateau à l'association que l'on dirige manque d'élégance. Je le désapprouve », a-t-il déclaré.

Ces développements interviennent

dans un climat déjà marqué par la révélation, l'an dernier, de factures surévaluées ou correspondant à des travaux d'entretien ou d'entretien, payés mais jamais réalisés. Selon les estimations du SNPT, l'ensemble correspondait à une somme dépassant largement 100 000 francs. Instruit par Jacques Hany, juge d'instruction à Lyon, ce précédent dossier a entraîné la mise en examen pour « faux et usage de faux » du commissaire chargé de la logistique et des travaux, suspendu par ailleurs de ses fonctions à titre conservatoire. Le sous-brigadier chargé de parapher les factures, qui avait alerté le SNPT après avoir entendu ses collègues se plaindre de l'odeur désagréable régnant dans les salles de garde à vue alors que des travaux étaient censés y avoir été exécutés, a lui-même été convoqué le 1^{er} septembre pour être mis en examen pour « faux et usage de faux ».

« Il est scandaleux que la personne à qui la vérité a été connue soit mise en cause », reproche M. Gueguen, rappelant que plusieurs disparitions d'argent à l'hôtel de police de Grenoble ont « jamais été élucidées ». Des gratifications oisives

mandatées en 1990 à la direction départementale de l'Isère, ne sont ainsi jamais parvenues à leurs destinataires, tandis que 41 000 francs provenant d'une subvention disparu au début de l'été 1991 du coffre-fort de la direction départementale des polices urbaines de l'Isère, « sans que jamais on n'identifie les coupables », relève-t-il.

L'enquête diligentée à l'époque par l'inspection générale de la police nationale (IGPN) avait estimé « vraisemblable que [le vol ait été commis] par un ou plusieurs fonctionnaires de l'hôtel de police de Grenoble ». Elle devait mettre en évidence des « dysfonctionnements au sein de la police urbaine de Grenoble », notamment dans l'usage du coffre-fort dont l'inventaire n'avait jamais été établi, alors qu'il était « ponctuellement utilisé par certains fonctionnaires de la sûreté qui y disposaient des valeurs appréhendées dans le cadre d'affaires judiciaires ». Quatre blâmes devaient d'ailleurs être proposés dans cette affaire, dont l'un à l'encontre du directeur départemental des polices urbaines de l'Isère de l'époque, Michel Roland.

NICOLE CABRET

Citoyens sous haute surveillance

Suite de la première page

A chaque appel opéré par un abonné exhibant son « sans-fil » sur la voie publique correspond l'enregistrement d'une série impressionnante d'informations : son identité et son adresse, l'heure exacte et la durée de l'appel, le numéro de la ligne appelée ainsi que... la localisation de la borne recevant les appels vers le central téléphonique (2 000 bornes ont été installées dans Paris, soit au minimum une tous les 400 mètres). En d'autres termes, France Télécom peut savoir, à quel endroit précis a été passée une communication. Hormis l'exception judiciaire, ces informations sont heureusement couvertes par le secret des correspondances.

Jusqu'en, encore, avec les radiotéléphones, qui sont utilisés à ce jour par près de 500 000 abonnés dans l'Hexagone. Ces téléphones cellulaires de voiture ont l'inconvénient de pouvoir être localisés au cours des déplacements, puisque l'appareil branché émet de recevoir des appels émet forcément un signal en direction du système de transmission. Le réseau Numéris de France Télécom

permet aussi le meilleur - conjugué le fax au téléphone et aux transmissions de données - et le pire, avec la possibilité d'identifier une ligne téléphonique appartenant à un abonné, l'heure exacte et la durée de l'appel, le numéro de la ligne appelée ainsi que... la localisation de la borne recevant les appels vers le central téléphonique (2 000 bornes ont été installées dans Paris, soit au minimum une tous les 400 mètres). En d'autres termes, France Télécom peut savoir, à quel endroit précis a été passée une communication. Hormis l'exception judiciaire, ces informations sont heureusement couvertes par le secret des correspondances.

Comme ce fut le cas pour Jacques Melick, député du Pas-de-Calais, les téléphones mis en œuvre sur la plupart des autoroutes françaises conservent en mémoire les listes informatives recensant précisément les passages effectués par les abonnés. Au chapitre de l'automobile, c'est pourtant l'explosion des vols de voitures qui paraît devoir assurer un avenir redoutable aux systèmes informatiques de détection des véhicules. Depuis l'an passé, la société Volback développe ainsi son système en France : un marqueur électronique,

Vide juridique

permet aussi le meilleur - conjugué le fax au téléphone et aux transmissions de données - et le pire, avec la possibilité d'identifier une ligne téléphonique appartenant à un abonné, l'heure exacte et la durée de l'appel, le numéro de la ligne appelée ainsi que... la localisation de la borne recevant les appels vers le central téléphonique (2 000 bornes ont été installées dans Paris, soit au minimum une tous les 400 mètres). En d'autres termes, France Télécom peut savoir, à quel endroit précis a été passée une communication. Hormis l'exception judiciaire, ces informations sont heureusement couvertes par le secret des correspondances.

dissimulé à bord du véhicule protégé, se déclenche à chaque fois que la voiture passe à proximité de l'une des mille trois cents antennes de détection disséminées sur le réseau routier.

D'où une mine de renseignements permettant de localiser, d'une antenne à l'autre, les véhicules protégés par Volback (la société table sur plus de 120 000 abonnés d'ici à la fin de l'année). Chaque passage d'une voiture, qu'elle soit ou non volée, est enregistré par les ordinateurs. Seul le repérage d'une voiture déclarée volée par son propriétaire conduit toutefois, assurément à Volback, à avertir aussitôt les services de police ou de gendarmerie compétents. Reste à savoir si le ministère de l'Intérieur, qui a déjà manifesté son intérêt pour prendre en charge un tel système, pourra résister à la tentation de suivre à la trace les déplacements d'une voiture dont le propriétaire l'intéresserait particulièrement.

Le consensus sur la sécurité conduit aussi à la floraison de la vidéosurveillance, des grandes surfaces aux banques, des transports en commun aux centres urbains. Les années 80 auront écumé les caméras placées dans des boutiques signalées par la pancarte « Magasin sous surveillance vidéo ». Les décennies 90 risquent de multiplier les caméras en circuit fermé installées sur la voie publique, avec une possibilité de stockage sur support informatique dans les cas des

systèmes à numérisation des données. La SNCF a déjà présenté à la CNIL un projet de système de vidéosurveillance, expérimenté sur les quais de gare de la région Paris-Saint-Lazare. Du côté des municipalités, Levallois-Perret et Avignon essuient les plaintes, sous les regards envieux de nombreux maires. Soulignant le vide juridique existant en la matière, la CNIL a recommandé aux municipalités de ne pas visualiser l'entrée des immeubles privés et l'intérieur des appartements.

Dans l'intimité des foyers, la télévision à la carte « l'abonné achète le droit de regarder une émission donnée - risque enfin de sonner le glas de l'anonymat du téléspectateur et de ses choix. Il sera alors possible de connaître les préférences et les habitudes de chaque abonné. TF1 a, d'ores et déjà, annoncé sa volonté de développer, au cours des prochaines années, ce type de paiements à la consommation, qui est expérimenté à Saint-Germain-en-Laye.

Le dernier exemple de transparence informatique cocoonera, à tout seigneur tout honneur, la carte bancaire. Au retour des vacances, chacun redécouvrira son pouvoir formidable. Grâce au document récapitulatif adressé par sa banque, chacun aura l'occasion de revoir, ville par ville, jour après jour, l'ensemble des retraits d'argent, des detours par des restaurants et des dépenses chez des commerçants qui auront jalonné sa route.

ERICH INCIYAN

Vacances de guerre

Des enfants et leurs mères, réfugiés bosniaques, tentent d'oublier pour trois semaines, dans un village d'Auvergne, le drame de leur pays

ÉCHANDELYS (PUY-DE-DÔME)

de notre envoyée spéciale

Les enfants sont partis en baignade, ennuieusement, au seigneur de la mer. Le soleil tape fort sur le sable d'Échandelys (Puy-de-Dôme). On a sorti une table, quelques chaises et un grand parasol, devant la vieille bâtisse prête par les petites sœurs de Saint-Vincent-da-Paul.

Christian, le cuisinier, a ennuieusement un café fouetté « à la turque ». Sur la terrasse improvisée, elles le boivent brûlant, très sucré et avec du lait, une fois la mer retombée. En fument des cigarettes blondes à la chaîne, ces neuf femmes bosniaques réfugiées du camp de Zepurde, près de Zagreb (nord-est de la Croatie), contemplant le paysage de semi-montagne, typique aussi bien de l'Auvergne que de la Bosnie.

Des hommes les ont servies au réfectoire ex midi. Elles en rient encore. Elles sont belles, joliment vêtues, les cheveux courts et les paupières maquillées. Elles s'appellent Hata, Refika ou Yaminske. Elles sont en vacances.

Vanusa passera le mois d'août avec leurs enfants dans les monts du Livradois-Forez, ces mères ne devant pas, à l'origine, faire partie du voyage « Copains du monde » organisé par la Secours populaire français (1). Mais elles ont refusé de laisser leurs enfants partir sans elles, par crainte qu'ils ne retrouvent pas leur place au camp à leur retour ou qu'elles-mêmes aient été déportées entre-temps. Les groupes de plus de quinze ans n'ont pas été autorisés à partir.

Quelques jours de bon temps offerts à des victimes de la guerre, qui repartiront vers leur

snier, dès le parenthèse de vie normale achevée, n'est-ce pas une façon commode de se donner bonne conscience ? Djamilia refuse la raisonnablement avec un large sourire : « C'est toujours trois semaines de gagné, vous comprenez ? »

Le cadre champêtre est là, mais la discussion n'a rien de léger. Doucement, car les plus patrales jouant à la marelle à côté et s'arrêtent fréquemment pour épier la conversation, chacune raconte ses entrées sa guerre.

Sadana a vingt-cinq ans. Elle semble avoir quinze de plus. La plus jeune de ses cinq enfants se nomme Medina. De ses petits poings têtus, la minuscule fillette agrippe toutes les mains qui passent, pour qu'elles dansent et qu'elles jouent avec elle. Une force et une rage de vivre insouciantes émanent de cet enfant de quatre ans. Enfant de la guerre.

Portraits de femmes

Elle souffre d'un fort strabisme. Sadana n'a pu lui trouver de lunettes à Zagreb, où elle s'est réfugiée après que son village de Bosnie, Kozarac, a été détruit par des combattants serbes. « Quand ils ont vu qu'elle portait un nom musulman, explique-t-elle, les médecins de l'hôpital ont refusé de la soigner. Là-bas, votre prénom trace votre avenir ».

De grands yeux verts, les cheveux couverts, les traits généraux à la Sophia Loren, Djamilia tient très vite à préciser qu'elle était une intellectuelle avant-guerre. Dans un anglais enrichi de sonorités slaves, elle évoque son passé de professeur d'histoire de l'art à Sarajevo. Son mari était journaliste. Il est au front.

La télévision croate ne veut plus de ses images, il les vend à l'Allemagne. Aujourd'hui, raconte-t-elle, elle ne peut même plus exposer parce qu'elle n'a pas la carte d'identité croate, réservée à ceux qui vivent en Croatie depuis au moins cinq ans.

Aussi, confie-t-elle, « la vie n'a pas vraiment de sens. On mange, on boit, on dort ». Sa définitive plutôt comme « une muse historique à laque », elle considère que chez les Bosniaques de Croatie, « l'amertume a atteint son comble » et elle note « la montée de la religion, la seule chose, dit-elle, qui puisse adoucir leur peine ». Une anecdote résume l'« absurde situation » qui est la sienne. Interrogée par ses filles, Djamilia tente de leur expliquer les raisons nationalistes du conflit. Nade n'y comprend rien du haut de ses sept ans. « Et mon chien, demande-t-elle à sa mère, est-il serbe, croate ou bosnien ? »

Née en 1935, Gordana est la doyenne de ces femmes. En dépit de problèmes cardiaques, elle a insisté pour être du voyage. Elle voulait retrouver son fils, réfugié politique en France. Ancien prisonnier du camp de Prijedor, il vit depuis un an au foyer Sonecote de Saint-Etienne, avec sa femme et son bébé de dix-huit mois. Le jour même de son arrivée en Auvergne, il est venu voir sa mère les bras chargés de vivres. Rester en France ? L'idée semble saugrenue à Gordana. « Mon mari et mes filles sont restés là-bas... »

FLORENCE DUTHEIL

(1) Fédération du Puy-de-Dôme du Secours populaire. Opération « Copains du monde ». Tél. : (03) 73-91-90-69. CCP 150477 U, Clermont-Ferrand.

REPÈRES

FAIT DIVERS

Un gendarme tué en Haute-Savoie au cours d'une interpellation

L'adjudant-chef Jean-Claude Liard, âgé de quarante-neuf ans, marié, père d'un enfant, et commandant de la brigade de gendarmerie de Faverges, en Haute-Savoie, a été tué, vendredi 20 août, alors qu'il tentait d'interpellier un escroc présumé, Eddy Rota, trente-cinq ans, et son amie Nathalie Corrent, vingt-deux ans, étaient recherchés depuis plusieurs jours pour complicité dans une attaque à main armée, le 14 août, contre un bureau de tabac de Grenoble, et pour un vol de bijoux dans un hôtel de Chambéry. Les gendarmes de Faverges avaient été alertés vendredi à la mi-journée par la propriétaire de l'hôtel de Florimont à Saint-Ferréol (Haute-Savoie). Le couple tentait de régler sa note de restaurant avec un chèque volé. La jeune femme était aussitôt appréhendée, son compagnon prenant la fuite avant de s'emparer du fusil mitrailleur de l'adjudant-chef et de faire feu. Le fils de l'hôtelier est parvenu à blesser la fuyard à l'aide de sa carabine à pompe. Mortellement blessé à la poitrine et au cou, l'adjudant-chef Liard est décédé deux heures plus tard. Le plan Vautour était déclenché samedi sur la région d'Annecy pour retrouver Eddy Rota.

traintaine de kilomètres d'Ajaccio, à l'intérieur des terres. Les quatre Canadair des pompiers ne pouvant opérer dans cette zone très escarpée, il s'est fallu recourir à des bombardiers d'eau. Des troupes de soldats du feu ont été hélicoptérées dans les endroits inaccessibles par la route. Trois trackars, deux Trish Commander et un Hercules C-130 ont été mobilisés. A Savaria (Haute-Corse), un incendie a commandé vendredi 20 août, toujours très violent, samedi matin.

Pendant ces deux jours, de nombreuses mères à feu se sont produites à quelques secondes d'intervalle, qui pourraient être d'origine criminelle. Le préfet de Haute-Corse a déposé une plainte contre X...

LOGEMENT

Soixante-dix personnes expulsées d'un squat à Paris

Soixante-dix personnes, pour la plupart d'origine malienne ou sénégalaise, dont onze femmes et trente enfants, qui occupaient un immeuble situé 35, rue des Parfums, dans le vingtième arrondissement de Paris, ont été expulsées, vendredi 20 août vers 6 heures, par les forces de l'ordre. Onze des habitants évacués, qui se trouvaient en situation irrégulière, ont été conduits dans les locaux de la préfecture de police pour des vérifications. Les associations de riverains du quartier estiment que « l'une des personnes expulsées au moins était en réalité un locataire en titre de la Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement du quartier 18ème arrondissement (SEMAE-XV) », propriétaire du bâtiment et maître d'ouvrage du projet de réaménagement de la ZAC des Amandiers, dans le vingtième arrondissement. Le 20 septembre prochain, le tribunal de grande instance de Paris jugera en référé trente-sept dossiers d'habitants de la ZAC des Amandiers qui font l'objet de procédures de demandes d'expulsion de la part de la SEMEA-XV. Salon M. Brigitte Plaza, avocat de l'association d'entraide à la défense de la ZAC des Amandiers (ADEZA), il s'agit pourtant « d'anciens locataires en titre, ayant donc droit au logement ».

INCENDIES DE FORÊTS

Plus de 1500 hectares détruits par le feu en Corse en 48 heures

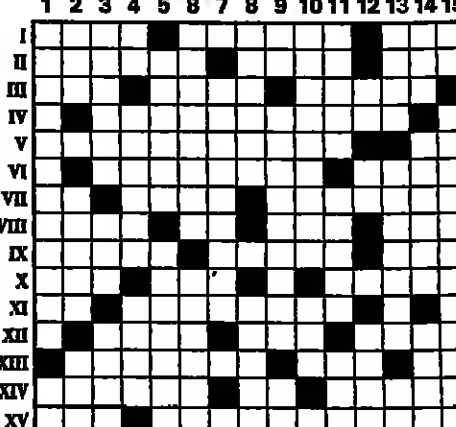
Depuis jeudi 19 août, mille cinq cents hectares ont été détruits par le feu en Corse. Les services de secours ont eu à lutter contre deux principaux foyers. Le premier a pu être maîtrisé dans le secteur d'Urtaca, en Balagne (Haute-Corse). Près de neuf cents hectares, essentiellement du maquis, mais aussi des oliviers centenaires, des chênes-lièges et de la broussaille, ont été parcourus par les flammes. Un lotissement a dû être évacué à Novella. La seconde incendie a touché près de trois cents hectares de résineux et de gros maquis à Bocciano, une commune située à une

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6110

HORIZONTALEMENT

1. Passe à l'étude la majeure partie de son temps. Il souffrirait d'un mal que la saignée ne peut qu'empirer. Assurance contre la vol. - II. Ignorent ce qu'ils vont « gâcher ». Il faut le faire pour repasser. Corviendrait fort bien à la parure d'une robe. - III. Réserve à de lourdes charges. Précieux auxiliaire. Esu potable. - IV. Accomplissant parfois à l'œil des travaux délicats. - V. Sont remplis par un garçon qui sert. Symbole. - VI. Des gens s'acharnant contre lui avant de prendre ses défenses. Coulis à l'étranger. - VII. Quartier de Manille. Réserve, il en est question dans « Les Trois Mousquetaires ». - VIII. Entre-tre. Préposition. Implique un passé brillant. Asile de nuit. - IX. Travaille en musique. Il s'évade, vole et fut condamné à mort. Est à louer. - X. Abréviation. Signe de noblesse. N'est pas à louer. - XI. Préposition. La bourse leur convient. - XII. Fut appelé à s'élever nettement au-dessus des hommes. Préfixe. C'est du tout cuit ! - XIII. Noircissent avec le temps. Long ruben. Note. - XIV. Asses salées. Conjonction. Jeu pour Caroline ou Virginie. - XV. Appartenance à une famille cultivée. Apporte la confirmation à ceux qui ont reçu des ordres.



VERTICALEMENT
1. Résultats plus qu'encourageants. Quelque chose de suave. - 2. Pouvait être allumée avec un soufflet. Il est connu quand vient le moment de s'exprimer. Accusée des moines, des pélerins et des anges. - 3. Parole de dieux. Emporté ou retenu. Courant d'air. - 4. Orientation. Est toujours plein. Ouvrage à transporter. - 5. Peut rester longtemps dans les chaînes. On lui doit de jolis traits. - 6. Fraise. N'est jamais grosse quand elle est noire. - 7. Est blanc, dur et cassant. - 8. Commune. Vole de ses propres ailes. - 9. Participe. Produisent de gros volumes. Ne manque pas de bras. - 10. Epiluche tout ce qu'il accommode. Change souvent d'air au cours de ses voyages. - 11. Liquides pour les savonniers. Choses très minces. Sigle. - 12. Indique un mode de pliage. Symbole. Il s'y entend pour nous rouler. - 13. Annonce une fin. Ne pas se contenter de passer l'éponge. Préfixe. - 14. Bienheureux. Cité. Grande nappa. - 15. Variété d'un pays à l'autre. Un métier qui rapporte.

Solution du problème n° 6109

Horizontalement

I. Robinets. - II. Obus. Moto. - III. Ut. Bipied. - IV. Buralistes. - V. LSD. Trots (short). - VI. As. Ino. - VII. Ra. Coq. St. - VIII. Dora. Ci. - IX. Relue. Or. - X. Etape. SPA. - XI. Réservées.

Verticalement

1. Roublard. Er. - 2. Obtua. Aorta. - 3. Bu. RDA. Réas. - 4. Isba. Scalpa. - 5. It (it). UER. - 6. Empirique. - 7. Tolson. Ss. - 8. Stéthoscope. - 9. Odes. Tiras. - 10. GUY BROUTY



200 mètres

L'adieu à Carl Lewis

Doublés

Victime d'une chute lors de la finale du 100 m haies des Jeux de Barcelone, l'Américain Gail Devers, déjà médaillé d'or sur 100 m, n'avait pu réaliser un doublé que personne avant elle n'avait osé. A Stuttgart, elle a haïté la cinquième haie, mais elle est parvenue à garder son équilibre et à finir la course en tête. La protégée de l'entraîneur californien Bob Kersee a donc réussi en Allemagne le pari qu'elle avait perdu en Espagne.

Cette victoire, à laquelle se sont ajoutées, vendredi 20 août, celles de Mike Powell à la longueur et de Dan O'Brien au décathlon, assure une confortable avance à l'équipe des États-Unis au bilan des médailles avec dix premières places, deux jours avant le fin des compétitions. L'équipe de Grande-Bretagne, qui arrive en deuxième position dans ce bilan, était, pour sa part, créditée des deux seuls records du monde améliorés au cours des six premiers jours de championnats. Après Sally Gunnell sur 400 m haies, le Gellois Colin Jackson est devenu l'homme le plus rapide de tous les temps sur 110 m haies.

Au moment où ces performances étaient réalisées, la Fédération Internationale d'athlétisme révélait un premier cas de dopage au cours de ces championnats du monde : l'Uzbek Dmitri Polyunin, qui avait été classé troisième du lancer du javalot, a été convaincu, après analyse et contre-analyse de ses urines, d'avoir utilisé un stéroïde anabolisant interdit, le stanozolol. Il a été disqualifié, la médaille de bronze revenant ainsi au Britannique Mick Hill, qui avait été l'auteur d'un jet à 82,96 m.

de nos envoyés spéciaux
à Stuttgart
ALAIN GIRAUDO
et **JÉRÔME FENOGLIO**

Les résultats du 20 août

Dames

100 m haies (rm : 12 s 21) :
1. G. Devers (E.-U.), 12 s 46;
2. M. Azabina (Rus.), 12 s 60;
3. L. Tolbert (E.-U.), 12 s 67;
4. C. Cincul (Fra.), 12 s 95.

800 m (fauteuil roulant) :
1. L. Sauvage (Aut.), 1 min 54 s 39;
2. C. Hansen (Dan.), 2 min 00 s 94;
3. T. Grey (G.-B.), 2 min 01 s 22.

Messieurs

200 m (rm : 19 s 72) : 1. F. Fredericks (Nam.), 19 s 85; 2. J. Regis (G.-B.), 19 s 94; 3. C. Lewis (E.-U.), 19 s 99; 4. J.-C. Troubal (Fra.), 20 s 20.

110 m haies (rm : 12 s 92) : 1. C. Jackson (G.-B.), 12 s 91 (nouveau record du monde); 2. T. Jarrett (G.-B.), 13 s 00; 3. J. Pierce (E.-U.), 13 s 06.

Longueur (rm : 8,95 m) : 1. M. Powell (E.-U.), 8,59 m; 2. S. Tarasenko (Rus.), 8,16 m; 3. V. Kirilenko (Ukr.), 8,15 m.

Décathlon (rm : 8 891 pts) : 1. D. O'Brien (E.-U.), 8 817 pts (100 m : 10 s 57; longueur : 7,99 m; poids : 15,41 m; hauteur : 2,03 m; 400 m : 47 s 46; 110 m haies : 14 s 08; disque : 47,92 m; perche : 3,20 m; javalot : 62,56 m; 1 500 m : 4 min 40 s 08); 2. E. Hamalainen (Finl.), 8 724 pts; 3. P. Meier (All.), 8 548 pts; 4. A. Blandel (Fra.), 8 444 pts; 5. C. Plaziat (Fra.), 8 398 pts; 6. S. Levic (Fra.), 7 783 pts.

1 500 m (fauteuil roulant) : 1. F. Nietsch (Sui.), 3 min 15 s 38; 2. M. Noe (E.-U.), 3 min 16 s 65; 3. H. Frei (Sui.), 3 min 16 s 90; 4. F. Amarouche (Fra.), 3 min 18 s 83.

(Entre parenthèses le record du monde de la discipline et la nationalité des concurrents)

Le Namibien Frankie Fredericks est devenu champion du monde du 200 mètres, vendredi 20 août, en s'imposant, en 19 s 85, devant le Britannique John Regis et l'Américain Carl Lewis. Le Français Jean-Charles Troubal, sixième, a amélioré son record personnel en 20 s 20.

Le tour d'honneur de Frankie Fredericks est de ceux que l'histoire justifie. La grande et la petite, celle que l'on déchiffre dans les statistiques de l'athlétisme. En s'imposant dans le 200 mètres de Stuttgart, le Namibien a renvoyé l'éclat de sa médaille d'or vers son pays nouveau-né, indépendant depuis mars 1990. Il a également offert à l'Afrique sa première victoire majeure en sprint. Le public allemand salue donc poliment cette intrusion d'un citoyen de son ancienne colonie chez les dieux qui courent 200 mètres en moins de 20 secondes.

Mais l'événement n'est pas là. Dans le dos de Fredericks, un grand battant arrache des vivats à la foule. Son tour d'honneur est de ceux que la légende exige, et Carl Lewis s'y est jeté sans réfléchir. Chez lui, les tours de piste d'après-course sont un réflexe acquis par l'habitude de seize médailles d'or. Ce vendredi soir, il s'en acquitte en automate de sa gloire passée. Pour la première fois, Carl Lewis ne quitte pas une compétition le enu surebâgé de récompenses. Il dit adieu à Stuttgart, muni d'une

seule breloque en bronze. Adieu ou au revoir ? Aux caméras, l'Américain s'empresse de préciser qu'il sera au rendez-vous d'Atlanta, qu'il ne faut pas l'enterrer sous la déception de deux courses ratées. Lewis promet, s'obstine contre l'évidence de ses sprints en demi-teinte, et la foule n'y croit plus. Elle acclame le champion pour l'ensemble de son œuvre, s'empare d'une dernière fois les yeux de ce torse parfait, porté, elle en est sûre désormais, par des jambes qui ont trop vieilli.

Sur la ligne de départ, ce corps plaide en faveur de l'athlète. Il suffisait de comparer. Avec le champion olympique américain Michael Marsh, tête de pionnier lunaire, nœuds en ébour-leur, tout sauf un profil de médaille. Avec le Britannique John Regis, fils d'un ébapman de body-building, fesses et pectoraux comme des baudroches : un semi-remorqueur plutôt qu'un dragster. Avec Frankie Fredericks, fine minuscule d'intellectuel, épaules fluettes de coureur de fond, pas le genre de carrure à bousculer les caïds des courtes distances. Seul Carl Lewis semble toujours taillé pour le sprint, calibré pour la gloire. Sa morphologie est encore calculée pour être admirée en ralenti. Sur ce corps d'athlète raffiné, douze années de carrière n'ont pas gravé une cicatrice, le sable des sautoirs n'a pas laissé une égratignure. Et Stuttgart a tout misé sur la statue d'ébène.

Mais un 200 mètres ne sanctionne pas des apparences, encore

moins des réputations. Par rapport aux 100 mètres catapultes, il se complique de ruses et d'arrière-pensées tactiques. Il faut partir vite, virer sans gaspiller de temps puis donner un coup de reins à l'entrée de la ligne droite, réaccélérer jusqu'à la ligne. Jadis, Carl Lewis excellait dans ces variations de rythme. Il savait se cacher dans le virage pour jaillir dans le dos de ses adversaires et les crucifier de sa pointe de vitesse.

En finir avec le modèle

Mauvais signe : vendredi, Carl Lewis a démarré plus rapidement qu'à son habitude, comme s'il se savait guetté par le temps. Il n'a pas peiné, de crainte que le chronomètre ne finisse par le trahir. Au début de la ligne droite, il pointait en tête. Puis, plus rien. Carl Lewis n'a pas réussi à repartir de l'avant. Il a regardé de loin le traqueur Regis labourer ses chances de médaille d'argent. Il a vu Frankie Fredericks lui valser sa tactique, attendre les dernières dizaines de mètres pour propulser son corps écriqué vers la médaille d'or.

Sans pitié, le Namibien a poussé la légende de la piste pour imposer sa belle histoire. Mais il a gagné à la Lewis. Comme s'il ne pouvait dérouter l'idole sans lui rendre un dernier hommage. Garin, à Kanuma, le quartier noir de la capitale Windhoek, Frankie Fredericks collait les photos de King Carl dans ses cahiers. Il se

révélait grand sprinter mais connaissait déjà la distance qui le séparait du meilleur athlète du monde.

Frankie Fredericks ne s'est pas construit uniquement sur les pistes comme Carl Lewis. Lorsque la compagnie d'uranium dans laquelle il travaillait en Namibie l'a envoyé étudier dans une université américaine, en plein pays mormon, elle l'avait embaîché pour ses qualités intellectuelles et non pour ses qualités de coureur. Ce n'est que par hasard, au fil de ses contacts avec les meilleurs Américains, que le Namibien apprit à développer ses talents de sprinter. Lewis visait, dès le début de sa carrière, le sommet des podiums. Il fongait vers les victoires, poussé par son don et la certitude d'être le meilleur. Frankie Fredericks a fait les choses dans l'ordre. Il a appris à passer par la médaille d'argent - à Tokyo, à Barcelone deux fois - avant de toucher l'or. Et sur le podium de Stuttgart, il voulait encore rester à sa place. Celle d'un excellent sprinter, mais pas hors des normes.

« Pour les enfants de Namibie, je ne serai jamais un dieu comme Carl Lewis », a-t-il expliqué. Je souhaite simplement qu'ils apprennent à connaître Frankie Fredericks et qu'ils l'appellent à sa juste valeur.

Le Namibien fait partie de cette génération de coureurs, avec Leroy Burrell ou Andre Casan, qui n'ont voulu devenir Carl Lewis et qui constatent qu'il leur faut tuer le père de leur discipline, en finir avec leur modèle, pour parvenir à

sortir de l'ombre. Longtemps le maître a joué sur cette admiration. Sur les lignes de départ des 100 mètres, il savait ténaiser, par sa seule présence, les jeunes ambitions. Mais ce temps est révolu. Ce délai supplémentaire accordé à sa longévité a pris fin à Stuttgart. Linford Christie, le vieux - trente-trois ans contre trente-deux à Lewis - s'est vengé de ses années d'humiliation, passées à ne voir que le dos de l'Américain dans les 100 mètres. Frankie Fredericks, vingt-six ans, n'a plus tremblé au moment de poignarder son modèle.

A Stuttgart, Carl Lewis a vu les bestions de son empire s'écrouler un à un. Il n'a pas cherché à se réfugier derrière cet accident de voiture qui l'a blessé au dos pour justifier ses défaites. Il n'a pas expliqué sa pénurie de médailles d'or par son absence au saut à longueur, où Mike Powell s'est imposé, vendredi, en arphelin. « La seule chose qu'il me reste à faire », a-t-il constaté, est de rentrer à la maison, de soigner mon dos, de prendre soin de moi, et de revenir l'année prochaine. » Carl Lewis semblait y croire, prêt à se lancer dans une tournée d'adieu de trois ans - et de plusieurs millions de dollars - jusqu'aux Jeux olympiques d'Atlanta. Comme si le meilleur athlète de l'époque ne pouvait se décider à quitter les stades les mains vides. Sur un tour d'honneur à blanc.

J. Fe.

Décathlon

Alain Blandel, l'homme tranquille

Les huit premiers concurrents du décathlon remportés vendredi 20 août par le recordman du monde Dan O'Brien ont totalisé plus de 8 000 points. Le Français Alain Blandel a pris la cinquième place de ce concours exceptionnel en améliorant son record personnel.

Alain Blandel est un type simple, sans histoire. A tel point qu'on a souvent oublié d'en parler. En France, le décathlonien qui a capté pendant longtemps toute l'attention était Christian Plaziat. Narcissique et égoïste, celui-ci a fasciné jusqu'à l'exaspération, la crispation. On attendait beaucoup de lui, et à part un titre européen en 1990, il n'a pas beaucoup donné. Invariablement, les rododendrons précèdent la litane des échecs, des fuites, des dérapages. Il en est devenu un héros de séries noires, ces personnages qui peuvent toujours tomber plus bas et ne rebondissent que pour mieux sombrer.

Et cela le rend encore plus intéressant, Christian Plaziat, nouveau pauvre de la gloire, RMiste de la médiatisation, le Gatsby du décathlon. On s'interroge sur cette propension à faire le vide affectif autour de lui, à marcher continuellement à côté de ses baskets, à mettre en scène sa propre décadence athlétique. Pour avoir des réponses qu'il ne veut ni ne peut donner, on interroge alors Alain Blandel qui le côtoie depuis une dizaine d'années.

Le gentil Blandel. Lui ne se sent pas fait pour le corps pour paraître nu et doré dans un magazine avant les Jeux de Séoul. Il n'aurait pas pris comme entraîneur une Roumaine suspectée de trahir le dopage. Il n'aurait pas trouvé plus de 100 000 F par mois auprès de commanditaires momentanément bémolis. Il n'aurait pas traité le directeur technique de la Fédération d'athlétisme de « garçon d'écurie ».

C'était l'éternel second rôle, Alain Blandel. Il semblait condamné à ne jamais s'épanouir, à végéter à l'ombre du laurier-rose Plaziat, l'arbre vénérable. Toujours à la remorque, derrière, sans en manifester d'amertume ou de ressentiment. Comme soumis à un ordre supérieur des choses, une certaine fatalité de l'inégalité. Jusqu'à vendredi. Jusqu'à ce que le gentil se décide à tenter sa chance sans arrière-pensée, sans crainte d'être pris à partie. Ce fut la révolte du bon élève qui en a marre d'être racketté à la sortie du lycée. Ce fut la fin d'une dépendance, le début d'une émancipation.

Un peu déçu et ravi

Depuis qu'il a dû abandonner aux Jeux de Barcelone, blessé à un genou, Christian Plaziat a accumulé les déboires. Il a perdu ses sponsors et sa compagnie. Il a démissionné et changé d'entraîneur. Il a beaucoup déprimé et pris un nouveau départ. Il est moins fanfaron, plus lucide. Il sait qu'à moins

d'un miracle il ne sera pas sur le podium des championnats du monde. Ce qu'il le désespère, c'est simplement qu'il n'ait rien, qu'il ne s'effondre pas comme à Séoul ou à Tokyo. Et il remplit son contrat.

Alain Blandel n'a rien changé à rien depuis Barcelone. Le doux, le père de famille, est seulement survolté par l'ambiance du stade, les quelque 40 000 spectateurs qui, du matin au soir, encouragent les Hercules à leurs dix travaux. C'est ici en 1986 qu'il a commencé sa carrière internationale. C'est peut-être ici qu'elle prendra fin. Il y mettra donc tout son cœur, tout son panache. Après une première journée toujours laborieuse (4 120 points), il donne le meilleur de lui tout au long de la seconde. Jamais il n'aura fait un aussi beau score (4 324 points), jamais il ne sera arrivé à un aussi beau total (8 444 points).

A trente et un ans, l'informaticien normand, métissé à une ancienne vice-championne du monde de judo, entraîné par son père, soutenu par le conseil régional de Haute-Normandie, prend ainsi la cinquième place mondiale au terme d'un 1 500 m qu'il mène de bout en bout. Un peu déçu d'avoir eu trop mal aux jambes pour aller chercher une place sur le podium et courir 15 secondes plus vite, Ravi d'avoir amélioré son record personnel qui datait de 1988, d'être devenu le meilleur décathlonien français du moment. En toute simplicité. Tel qu'en lui-même on le découvre.

A. G.

DOSSARD

L'athlète en fauteuil

Sa huitième place ne le privera ni de médaille, ni de titre de champion du monde. Pourrait, sur son fauteuil aux roues en carbone, Farid Amarouche est déçu. Le 1 500 mètres en fauteuil roulant de Stuttgart n'a pas de caractère officiel - les prochains championnats du monde pour handicapés auront lieu l'an prochain à Berlin - mais il est l'une des courses les plus importantes de la saison. « Nous n'invitons que tous les jours devant 50 000 spectateurs, explique l'athlète français. Cette course, au sein d'une des compétitions les plus regardées au monde, est la vitrine de notre sport. Autant y briller ».

Depuis quelques années, Farid Amarouche, qui a participé aux Jeux para-olympiques de Berce-

lone l'an dernier, n'a tout de même plus baïné d'attendre ces courses de démonstration pour côtoyer des athlètes du haut niveau. Il s'entraîne, avec cinq autres handicapés, au club de Francville, celui de Stéphane Disgène. « Les contacts sont excellents », il existe une vraie complicité lorsque nous nous retrouvons dans les mêmes compétitions d'athlétisme ».

Pour l'heure en équipe de France, le passage par les clubs « valides » est désormais presque obligatoire. Les athlètes y suivent des programmes de préparation physique de plus en plus exigeants. Sur la piste de Francville, Farid Amarouche s'entraîne ainsi tous les jours, à raison de 130 à 150 kilomètres par

semaine. Il y bénéficie d'un contrat d'athlète de haut niveau qui lui permet d'aménager son temps de travail en fonction de ses activités d'athlète.

« Pour les handicapés, ce rapprochement avec les clubs valides et la Fédération française d'athlétisme est essentiel, explique Jean Minier, directeur technique fédéral à la Fédération française handisport. C'est là que se trouvent les athlètes, les entraîneurs qui pourront nous aider à progresser. C'est là que nous trouverons les moyens d'entraîner les jeunes vers le sport de haut niveau. Les handicapés pourront s'y intégrer sans gêner, en amenant aux athlètes valides leurs propres qualités ».

J. Fe.

110 mètres haies

Colin Jackson celui qui leur fait peur

Le Britannique Colin Jackson a amélioré de un centième de seconde le record du monde du 110 m haies (12 s 91) en s'imposant, vendredi 20 août, en finale, devant son compatriote Tony Jarrett et l'Américain Jack Pierce.

Quand on regarde Colin Jackson, on ne peut pas croire que ce gars-là, tout en muscles, le regard froid, le verbe tranchant, soit un troubleur. C'est pourtant l'athlète qui a été élu à son état par l'Américain, Anthony Dees. Et pour évaluer son profil, celui-ci expliquait que Colin Jackson gagnait tous les meetings qu'il voulait mais qu'il était incapable de s'imposer dans les grands rendez-vous mondiaux ou olympiques.

Tenant sans doute pour quantité négligeable les titres de champion d'Europe et du Commonwealth remportés par le Gallois, Anthony Dees se référait surtout à la septième place prise par Colin Jackson en finale des Jeux olympiques de Barcelone. Ce jour-là le Britannique, qui était effectivement super favori de l'épreuve au terme d'une saison estivale où il avait établi six meilleures performances mondiales de l'année, fit une course catastrophique, culbutant presque toutes les haies sur son passage.

Comme son porteur d'entraînement, le Canadien Mark McKoy, gagne ce jour-là la médaille d'or, un peu penser que le Britannique n'avait pas eu le caractère assez trempé pour estimer cet ami dont il admirait et redoutait les qualités de vitesse. En fait, Colin Jackson s'était fait mal au dos en renversant un obstacle lors de la deuxième course éliminatoire et il avait du mal à lancer en l'air sa jambe d'attaque. Il se retrouve ainsi nettement battu, alors qu'il avait réalisé lors de la première série un temps (13 s 10) meilleur que celui du vainqueur en finale (13 s 11).

Le plus fin technicien

Colin Jackson avait feint de ne pas prendre au sérieux les calamités d'Anthony Dees : « Je n'ai pas besoin de gagner un titre pour prouver que je suis le meilleur hurleur du monde », affirmait-il après avoir remporté les onze courses auxquelles il avait participé cette année, battant notamment en passage le champion olympique en titre, et améliorant de 7 centièmes de secondes son propre record d'Europe qui passait ainsi sous la barre des 13 secondes (12 s 97).

Il n'empêche que le doute s'était installé. Colin Jackson était considéré sans réserve comme le plus fin technicien sur les haies hautes à

l'heure actuelle, comme le plus rapide aussi sur la distance de 110 m avec des chroos à répétition sous les 13 s 20. Avant-il bien, pour autant, l'instinct du tueur, cette valenté hypertrophiée de gagner qui est le signe distinctif des grands champions ?

Même en Grande-Bretagne on avait fini par en douter, tant il est vrai que la diffamation laisse toujours des traces. Les journalistes anglais en arrivèrent même à se demander comment Colin Jackson réagissait à l'absence de son ami Mark McKoy, écarté de la sélection canadienne pour avoir refusé de participer aux championnats nationaux. A cela Jackson répondait qu'il avait un seul souhait, une seule préoccupation, être en bonne santé le jour de la course. Il gardait en effet un mauvais souvenir des championnats du monde de Tokyo où il s'était gravement déchiré un muscle en s'échauffant pour les demi-finales et avait dû être évacué sanitaire du Japon.

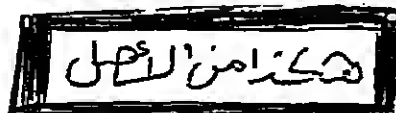
Finalement son vœu a été exaucé. Pas de baho pendant la période de préparation et de qualification. Le Gallois a ainsi pu couper court à toutes ces spéculations. De la plus belle façon qui soit : un départ de fusée, une course parfaite où il a simplement effleuré la dernière haie... Vendredi 20 août Jackson a non seulement gagné le titre mondial mais aussi amélioré le record de sa discipline qui était depuis des lustres la propriété privée des hurleurs américains. De quoi clouer le bec à Dees qui a terminé bon dernier.

A. G.

Un record intact depuis 1989

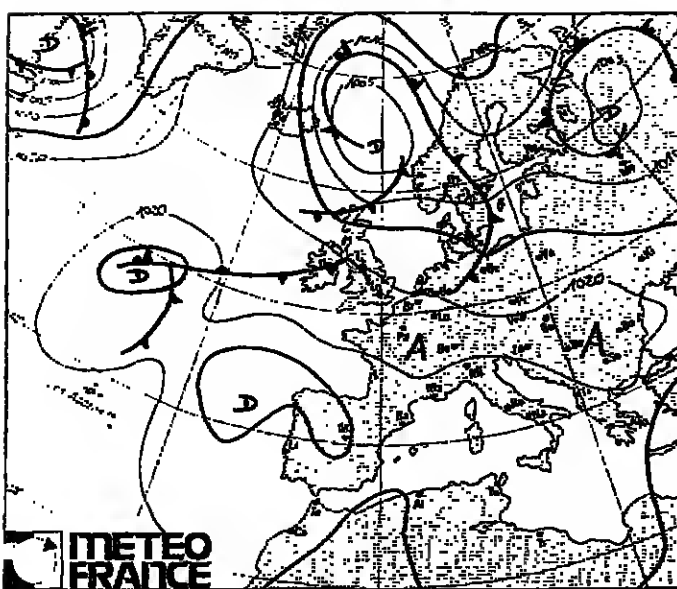
En s'appropriant le record du monde du 110 m haies, vendredi 20 août, le Britannique Colin Jackson bat d'un centième de seconde le temps réalisé par l'Américain Roger Kingdom, le 18 août 1989, en Suisse. 12 s 91, c'est le deuxième meilleur temps jamais réalisé par un athlète, après le nouveau record d'Europe en 12 s 97 qu'il a obtenu le 28 juillet dernier.

Depuis qu'en 1979 l'Américain Randal Nahemah était passé, à Los Angeles, sous la barre des 13 secondes, les meilleurs résultats mondiaux ont été obtenus, en 1981, à nouveau par Nahemah (E.-U.) en 12 s 93, à Zurich, puis par Roger Kingdom (E.-U.) en 1988, en 12 s 92, aussi à Zurich.

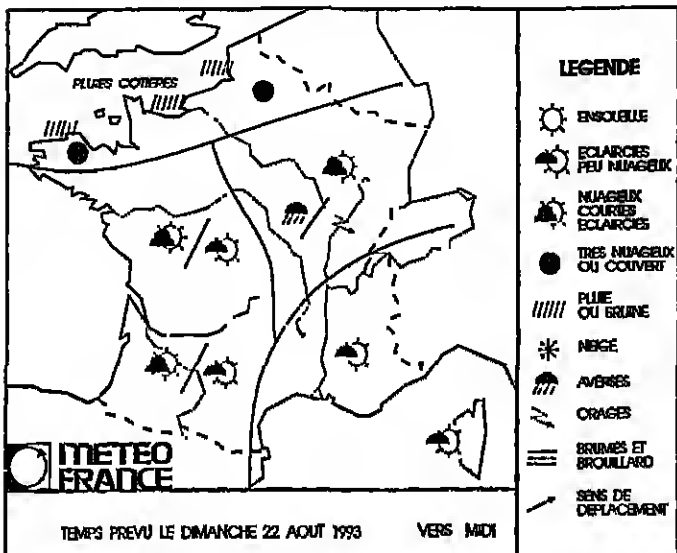


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 AOÛT À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 22 AOÛT 1993



Dimanche : les nuages sont de retour, ils accompagnent une dégradation orageuse. Sur la moitié sud du pays, le pourtour méditerranéen, la Corse, ainsi que la région Rhône-Alpes, le soleil sera encore bien présent, malgré des passages de nuages éparpillés. Seul le Languedoc-Roussillon sera défavorisé, avec quelques randoes maritimes poussées sur les côtes par un petit vent marin de sud-est. En soirée, des orages isolés éclateront sur le relief alpin.

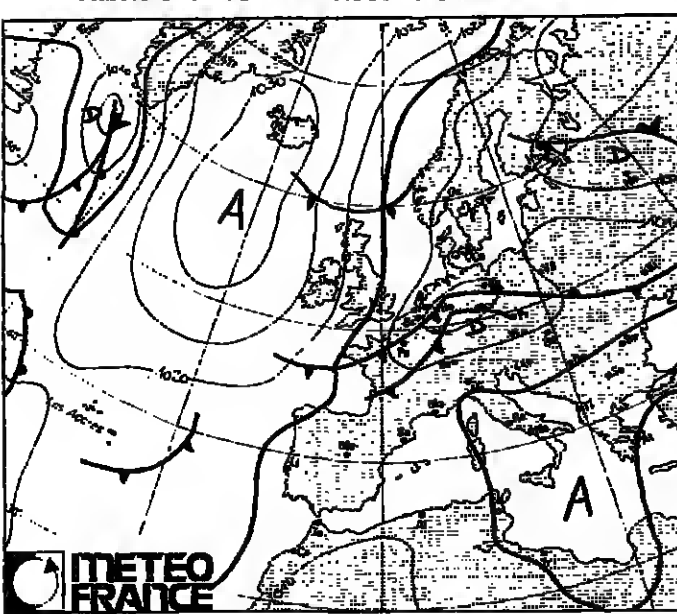
Quant au reste du pays, cette journée de dimanche sera bien agitée. Le matin, le ciel sera très nuageux, et une zone orageuse concernera encore une fois le Bassin-Parien, Massif Central, Aquitaine. Les orages s'atténueront vers le midi-journée, pour se réactiver ensuite plus à l'est, concernant alors les régions allant du Nord-Est au Midi-Pyrénées.

A l'arrière de cet axe orageux, le temps restera encore bien chargé. La région Nord-Pas-de-Calais restera à l'abri des orages, mais le ciel sera couvert, et il pleuvra une bonne partie de la journée. Ces nuages s'étendront dans la journée plus au sud, de la Bretagne à l'île-de-France, mais les pluies les plus importantes se cantonneront au littoral Manche.

Le vent de nord-est se renforcera sensiblement, atteignant 40 km/h en Manche. Sur le reste du pays, le vent sera de secteur sud-ouest, et pourra souffler par rafales sous les orages.

Les températures maximales seront très douces, avoisinant de 14 degrés à 21 degrés du nord au sud. Dans l'après-midi, les températures seront en baisse par rapport à ces derniers jours : il ne fera pas plus de 18 degrés sur les bords de la Manche, et 22 degrés dans l'intérieur. Sinon, il fera entre 24 degrés et 26 degrés au nord de la Loire, et entre 28 degrés et 32 degrés au sud. On pourra toutefois encore atteindre 32 degrés dans l'intérieur de la Provence.

PRÉVISIONS POUR LE 23 AOÛT 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximale - minimale et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 20-8-1993 à 18 heures TUC et le 21-8-1993 à 8 heures TUC

FRANCE			STRASBOURG			TOULOUSE			ÉTANGER			MARRAKECH			
AJACCIO	32	18	D	29	13	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
BARRISSE	24	13	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
BORDEAUX	24	13	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
BOURGES	31	16	N	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
BREST	27	14	N	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
CAEN	26	13	S	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
CLERMONT	24	13	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
CLERMONT-FER.	24	13	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
DAJON	30	16	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
GENOÈVRE	32	18	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
LYON	26	16	C	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
LEVALLOIS	24	13	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
LILLE	30	16	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
MARSEILLE	34	22	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
NANCY	28	12	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
NANTES	32	19	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
PARIS-MONTY	30	17	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
PARIS-MONTY	30	17	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
PAU	33	18	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
PERPIGNAN	33	18	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
PORTO-PIRE	33	18	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
RENNES	31	14	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D
ST-ETIENNE	30	13	D	22	16	D	22	16	D	34	19	D	34	19	D

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Samedi 21 août

TF 1	CANAL PLUS
20.35 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart.	20.30 Téléfilm : Série macabre. D'Eric Till.
20.45 Tirage du Loto.	22.00 Flash d'informations.
20.50 Variétés : Succès fous de l'été (rediff.).	22.10 Sport : Boxe. Réunion de Monaco. En direct du Sporting Club. Championnat du monde WBA superwelters : Julio Cesar Vasquez (Argentine)-Aaron Davis (États-Unis).
22.25 Téléfilm : Trio de choc. De Joseph Merli.	23.10 Cinéma : La colline à des yeux 2. Film américain de Wes Craven (1987).
0.00 Sport : Athlétisme. Résumé.	
FRANCE 2	ARTE
20.50 Variétés : Taratata d'été. Série : L'As de la crime. La Méthode Scall, de Mark Sobel.	20.40 Documentaire : Bons baisers de la planète Mers. De Robert Stone.
0.00 Journal et Météo.	21.55 Téléfilm : Deux corps. De Beth 8.
0.20 Documentaire : Eric Le Lann à la trompette. De Valérie Siroh.	23.20 Musique : Montreux Jazz Festival. Louis Bellson's Swing America, Holly Cole, Stéphane Grappelli, McGriff et Smith, Newport Allstars.
FRANCE 3	M 6
20.40 Téléfilm : Noces de carton. De Pierre Sissac.	20.35 Divertissement : Tranche de rire.
22.10 Journal et Météo.	20.50 Téléfilm : Pancho Barnes, l'éventurière du ciel. De Richard T. Heffron.
22.35 Magazine : Pégase. Présenté par Bernard Chabbert. Avid Flyer, le retour aux sources : des « faux volants » dans une ferme de Champagne. Les joies du ciel : la fabrication des satellites. Les astronomes du plateau de Burj. Portrait d'un passionné de pilotage.	23.20 Téléfilm : L'Incorruptible. D'Abel Ferrara.
23.30 Documentaire : Les Étoiles d'Hollywood. Barbara Stanwick, de Richard Schickel (v.o.).	

Dimanche 22 août

TF 1	CANAL PLUS
20.50 Cinéma : Reds. Film américain de Warren Beatty (1982).	20.35 Divertissement : Tranche de rire.
0.00 Magazine : Ciné dimanche.	20.50 Téléfilm : Pancho Barnes, l'éventurière du ciel. De Richard T. Heffron.
0.05 Cinéma : L'Intruse. Film français de Bruno Gantillon (1988).	23.20 Téléfilm : L'Incorruptible. D'Abel Ferrara.
FRANCE 2	ARTE
20.50 Cinéma : Le Gang. Film français de Jacques Deray (1977).	20.40 Soirée thématique : Le Ring de Wagner par Boulez et Chéreau. Soirée proposée par la ZDF (2 ^e partie).
22.35 Cinéma : Diva. Film français de Jean-Jacques Bèze (1989).	20.41 Opéra : La Walkyrie. De Richard Wagner. Mise en scène de Patrice Chéreau. Par l'Orchestre et le Chœur du Festival de Bayreuth, direction Pierre Boulez.
FRANCE 3	M 6
20.40 Divertissement : La Classe fête la Saint-Fabrice. Présenté par Fabrice.	20.45 Téléfilm : Appels au secours. De Robert Markowitz.
22.05 Magazine : Montagne. Invité : Michel Barnier. Reportage : le retour des Indes Névoles sur la terre de leurs ancêtres.	22.25 Magazine : Culture pub. Spécial Europe.
22.50 Journal et Météo.	23.10 Cinéma : Sexy Dancing. Film italien de Joe D'Amato (1988).
23.15 Magazine : Le Divan. Invité : Gisèle Halimi.	
23.40 Cinéma : L'Aventure de M ^{lle} Muir. Film américain de Joseph L. Mankiewicz (1947, v.o.).	
CANAL PLUS	
20.35 Cinéma : Rambling Rose. Film américain de Joe D'Amato (1988).	

CORRESPONDANCE

Architecte et citoyen

A la suite de l'article paru dans le Monde du 22 juin et consacré à ses délégués avec l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) qui l'emploie, Eric Galmot, architecte et membre d'une association de quartier (11 de Pique) nous a adressé la lettre suivante :

Dès lors qu'une agence d'urbanisme considère les associations de quartiers comme des « ennemis » et non comme des interlocuteurs à part entière, elle s'isole de la réalité.

Mon licenciement en est un exemple.

1. *Architecte et citoyen.* - Comment être architecte-urbaniste à Paris sans être aussi citoyen ? Paris est une ville extraordinaire, qui devrait évaluer en douceur : c'est cette évidence que j'ai toujours défendue à l'APUR et dans l'association 11 de Pique que j'ai suivie vice-président depuis sa création en septembre 1992.

2. *Une affaire de principe.* - Début 1993, à l'issue de l'étude que l'APUR m'a confiée sur le Faubourg Saint-Anne, j'ai recommandé trois « médecines douces » pour soigner ce quartier ancien : respect de la trame urbaine, soutien à l'habitat modeste, création de petits jardins. Ce sont ces mêmes idées que l'11 de Pique préconise pour tout le 11^e arrondissement. Bien que l'APUR n'ait jamais contesté le bien-fondé de ces suggestions, elle semble s'indigner d'une convergence possible entre l'urbanisme officiel et les vœux de l'association. Ne devrait-elle pas plutôt se féliciter d'un consensus inhabituel à Paris ?

3. *Le bon sens mis au secret.* - Dans l'étude de l'APUR, j'ai formulé de simples recommandations, libre à mes supérieurs de les retenir ou non. J'ai développé des idées de bon sens qui circulent depuis longtemps sur le plan public. Aucune information sensible, aucune donnée confidentielle ne figure dans ce travail ou dans celui de l'11 de Pique. Néanmoins, convaincue de son monopole sur la pensée urbaine, l'APUR estime que, s'il existe des « concordances » avec une association, c'est que des « éléments » ont été transmis. Veuille mettre le bon sens au secret ?

4. *Un dialogue de sourds.* - En vérité, il m'est surtout reproché de militer dans une association de quartier à Paris. Pourtant, si l'étude que j'ai menée à l'APUR est plutôt bien accueillie, je le dois à la vie associative, aux rencontres avec les habitants, à la connaissance fine du quartier. Une agence d'urbanisme peut-elle mener des études urbaines de qualité sans écouter les quartiers ? Sa vocation n'est-elle pas d'être l'interface entre la municipalité et les associations ?

5. *Une ville de citoyens.* - Il y a le travail de l'architecte. Mais il y a aussi l'implication du citoyen devant la destruction de son arrondissement. J'habite le 11^e et je revendique le droit de rencontrer le maire - au titre de l'association - pour lui exprimer notre inquiétude. Aujourd'hui de plus en plus de gens souhaitent participer au devenir de leur ville. La mise en cause - même déguisée - du droit d'association par la direction de l'APUR n'y changera rien.

CARNET DU Monde

Mariages

M. et M^{me} Maurice CHEMIN, M. et M^{me} Christine HEURTERISE, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Christelle et Stéphane,

qui sera célébré à la mairie de Saint-Georges-d'Oléron (Charente-Maritime), le samedi 18 septembre 1993, à 15 h 30.

43, impasse des Mottes, 17190 Saint-Georges-d'Oléron. Route de Verrières, 16590 Bria.

Décès

Le délégué régional Rhône-Alpes du CNRS, Le personnel de la délégation régionale Rhône-Alpes, secteur vallée du Rhône, Et l'ensemble de la communauté scientifique, ont l'immense tristesse de faire part du décès accidentel de

M. Michel BUDA, directeur de recherches au CNRS, directeur de l'unité INSERM U 171 neurochimie fonctionnelle.

— L'ingénieur général et M^{me} Jean Citerne, ses parents, Isabelle Pasty et son fils Antoine Citerne, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Michel CITERNE, survenu le 10 août 1993, à l'âge de trente-six ans.

Les obsèques ont eu lieu à Limoges, le 12 août.

32, rue Anatole-France, 94300 Vincennes.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 90 F

Communicants divers : 105 F

Thèses étudiants : 60 F

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : 206.806F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télécopieur : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les rédacteurs du Monde », « Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, rue de Valenciennes 94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF FRANCE 536 F

3 mois 1 038 F

6 mois 1 890 F

1 an 3 680 F

SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS 572 F

1 123 F

2 086 F

Autres pays 790 F

1 560 F

2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - granted) is published daily for \$ 5.00 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., U.S. and additional mailing offices. POSTPAID.

For advertising rates and other information, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc., 3121 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach, VA 23451 - 2983 USA

Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Eric F.

CULTURE

CHEZ LES PEINTRES

Eric Fischl, le voyeur mélancolique

Après Frank Stella (1-2 août), Malcolm Morley (8-9 août) et Ellsworth Kelly (15-16 août), Philippe Dagen continue son exploration de la peinture américaine en rendant visite à Eric Fischl, à New-York et à... Saint-Tropez. La semaine prochaine, ce sera le tour de Lydia Donna.

Acte I
Manhattan, avril

Eric Fischl n'est pas loin d'être insaisissable. L'appelle-t-on à New-York, il est à Long-Island; à Long-Island, il est parti pour l'Espagne, le Maroc ou une destination inconnue. Quand il consent enfin à répondre, c'est pour annoncer qu'aucune rencontre ne saurait avoir lieu dans son atelier new-yorkais - cela pour une excellente raison : parce que son atelier est livré aux maçons et aux plâtriers qui l'aménagent. Il veut bien d'une conversation, mais, comme il quitte Manhattan dès le lendemain, il convient qu'elle ait lieu à l'heure du petit déjeuner. Et comme Eric Fischl est un peintre fort connu, il faut que ce soit dans l'un des cafés chic de Soho, dans Prince Street. Là, dès huit heures du matin, des gens considérables et bien habillés mangent des croissants à la française et boivent des cafés à l'italienne. Ravardages, marivaudages, confidences et fausses confidences.

A l'heure dite, Eric Fischl s'y trouve, seul, assis à une table à l'écart, des lunettes noires sur les yeux, l'air mystérieux et légèrement ennuagé. L'a-t-on reconnu ? Il se peut, à en juger par les regards peu discrets de deux jeunes femmes à quelques pas. Quelques mois de bienvenue. Il regarde ses deux interlocutrices se passer, que l'autre n'aurait pas été fort instructif du reste, il n'y aurait rien eu à voir. Des expositions successives l'ont vu. Quant à sa manière de travailler, elle n'a rien de singulier. Des toiles tendues sur châssis, des couleurs, voilà tout. Il n'a guère envie d'en dire davantage.

« Et des modèles ? »
- Pas de modèles. Je ne peux pas peindre directement d'après un modèle dans l'atelier, je ne sais pas comment le diriger.

- Mais les nus...
- D'après des photographies. Je photographie une image qui me frappe. Plus tard, quand je la reprends, je retrouve le choc qui m'a décidé à photographier, et je retrouve aussi ce que je n'avais pas perçu en détail, des gestes, une lumière, des expressions. Je me trouve alors dans une position de voyeur, de voyeur dans l'espace. Je veux dire que j'éprouve l'espace dans lequel la scène se passe, que j'ai conscience de m'y trouver et que je m'aperçois de tout ce qui se passe alors entre les gens que j'ai photographiés, des désirs qui les attachent et des répulsions qui les éloignent... Ce sont des photographies que je fais en France. Je ne pourrais pas les prendre ailleurs.

Il s'explique. « En France - cela se voit clairement dans l'impressionnisme - l'espace n'est pas perçu comme dangereux. Aucun danger ne menace le regard, ni le regard. En Amérique, l'espace est violent. Il est parcouru de désirs et

de réactions violentes. Pourquoi ? Parce que les Américains croient qu'une incompatibilité définitive oppose l'intimité et la vie sociale.

« Le sexe, à leurs yeux, relève d'un comportement antisocial, et donc nécessairement suspect et condamnable. J'ai compris cela à Saint-Tropez, au début des années 80. Je regardais les baigneurs sur la plage et je pensais que j'étais en train de regarder des gens dont le corps était complètement social, quoique nu. J'étais surpris - j'étais médusé par cette attitude. Les

- Ce n'est pas dans l'air du temps.

- Je sais. Au vingtième siècle, chaque grand mouvement a toléré un réalisme, un seul. Aujourd'hui, je suis ce peintre que l'on supporte. Hopper l'a été, par rapport à l'abstraction. Balbus, par rapport au surréalisme. Hockney pour le pop. Chaque époque a son réalisme. Balbus est peut-être le plus étrange de tous - c'est un grand artiste, l'auteur de tableaux véritablement mémorables. Il a exécuté des toiles qui brûlent la cervelle, des toiles

et je suis. Je me raconte une histoire, une narration ouverte, une histoire qui soit à la fois innocente et suspecte. Elle pourrait demeurer innocente jusqu'à la fin, mais un événement intervient, qui le lui interdit.

A-t-il essayé du portrait ? Demisourire. « J'en ai fait quelques-uns, des portraits d'amis - qui ont aussitôt cessé d'être mes amis. Le portrait est dangereux. Je ne prendrai pas le risque de peindre les portraits de mes collectionneurs, ce serait trop imprudent.

plage rayé, Fischl guette la nymphe et la sirène. La mer est à quelques mètres, Méditerranée plate divisée en rectangles par des lignes de bouées et parcourue en rond par des pédalos orange vif. Nul ne s'y baigne. Nul ne s'en approche afin d'en éprouver la température. Elle n'est que prétexte de nudité, excuse pour un exhibitionnisme calculé et préparé depuis des mois, choix du maillot, body-building et bronzage aux ultraviolets.

Fischl bougonne à nouveau. Cet été, le maillot une pièce revient en

dait de ne pas cesser de se lever, de s'asseoir, de bouger, de se lever à nouveau, de se rasseoir. C'était épuisant pour elle. Il voulait l'inviter à s'asseoir en mouvement. A l'inverse, Matisse et Maillol lui demandaient de prendre une pose.

« En un sens, Bonnard m'intéresse plus qu'eux. Je suis allé visiter sa maison au Cannet, j'ai étudié ses photographies, ses dessins. Il m'arrive d'y penser. Et Marthe, sa femme, devenue folle... Et sa façon d'observer la lumière. Dans ses agendas, il inscrivait beau temps, pluie, vent, couvert... J'aime Bonnard, vraiment. »

Passage d'une beauté, rien d'un Bonnard, des volumes puissamment développés, plutôt un Renoir tardif ou un Maillol. Photo. Pas de commentaires déplacés. Fischl est un voyeur professionnel, rapide et discret.

Le dialogue esthétique se poursuit. « Ce qui m'intéresse dans la peinture contemporaine ? Les Allemands, bien sûr : Baselitz, Kiefer, Immendorf. Peut-être leurs toiles m'intéressent-elles moins en elles-mêmes que ce qu'elles trahissent, la crise d'identité de ces artistes qui souffrent d'être les fils des nazis. Je sens dans leur peinture une authenticité incontestable, une grande force d'expression - nées de cette crise de ce malaise qu'ils n'en finissent pas de ne pas guérir.

« Il y a aussi les peintres américains. David Salle - j'aime ce qu'il fait, c'est un ami. - Susan Rothenberg, Malcolm Morley. Celui-là... Nous avons fait un entretien ensemble, chez lui, la plus extraordinaire visite d'atelier dont je me souviens. Il est vraiment très excentrique, en tout. Aussi bien dans ce qu'il pense de ses tableaux que dans sa manière de les faire. Parfois, ce qu'il fait est très bon ; la fois suivante, il gâche tout. Il est tout à la fois un peintre radical et traditionnel... Rothenberg aussi, c'est intéressant. On ne la connaît pas assez en Europe. Domage, c'est un vrai peintre. Un de ceux dont les tableaux ne s'oublient pas. »

Une femme, près de lui, se déshabille, s'agenouille, se relève à moitié, s'allonge, se redresse, se drappe dans une serviette, se dévêt. On croirait qu'elle met quelque complaisance à imiter les postures tordues des femmes à la toilette de Degas. Fischl en oublie le fil de ses propos. Il n'est plus qu'un et caméra. Une autre, couchée sur le dos, croise les jambes. Il la désigne : « Mon exercice de géométrie du jour... »

Un peu plus tard, la séance de prises de vues cesse pour cause de déjeuner, déjeuner des modèles et du photographe. Le lendemain, il quitte la France pour New-York. Il a envie de se remettre à peindre. Ses voyages du printemps et l'ont contraint à s'installer trop longtemps. La peinture lui manque. Son être sera immobile et laborieux - l'idée lui plaît sans doute, mais elle ne le protège pas contre la mélancolie du départ.

Autour de lui, chacun s'applique à s'amuser. « Regardez-les, tous ces efforts qu'ils font pour être heureux... » Il songe à ce qu'il doit affronter à nouveau aux Etats-Unis, l'idéologie du politiquement correct, le puritanisme, l'incompréhension ou l'indignation. « En France, vous ignorez cela. Il existe ici des institutions culturelles, des musées, des centres, même un ministre. Aux Etats-Unis, rien de tel. Rien qu'une indifférence presque générale. » Il s'assombrit. Sous le dandy, l'observateur amer perce à nouveau. Il ne cherche plus à donner le change. « Etre peintre aujourd'hui, c'est à peu près comme faire de la céramique - une activité anachronique qui n'intéresse plus grand monde. »

PHILIPPE DAGEN



GÉRARD RONDEAU POUR LE MONDE

Français, autant que les Américains, sont obsédés par le sexe, mais les Français l'admettent sans peine. Ils n'en font pas un drame.

« La différence est partout visible. Les Américains sont mal à l'aise avec leurs corps. Ils pensent qu'ils sont à l'intérieur d'un corps et non point qu'ils sont ce corps. Ils ne savent pas que faire de lui. Ici, on n'a souvent accusé de peindre des nus disgracieux - moches. Je peins ce que je vois, voilà tout. Mon œuvre ne se veut pas de critique ni de satire systématique. C'est simplement une vue tragi-comique de la vie, considérée dans sa réalité physique. Or la réalité physique de la vie nous humilie - c'est là ce que nous avons tous en commun et c'est là ce que je peins. Je suis un réaliste, rien d'autre. »

Il affirme d'une voix égale, comme une évidence qui mérite à peine d'être rappelée. Nulle provocation dans ses mots, nulle forfanterie non plus - de la résolution sans doute, et la certitude de ne pas se leurrer sur lui-même.

« Réaliste au sens historique du mot ? »
- Au sens de la tradition réaliste en peinture - au sens de Velasquez, de Goya, de Manet et de Degas.

- De Courbet aussi ?
- Courbet... différemment... J'en suis moins proche que des autres, quoique que ce soit un très grand peintre de la chair.

- Et les expressionnistes ?
- Non. Je suis complètement hors de la tradition allemande. Exception faite de Beckmann. Celui-ci, c'est l'un des artistes les plus importants du siècle, un de ceux qui m'ont fait devenir ce que je suis - un peintre figuratif comme on dit. Je l'admire profondément. Néanmoins, je cherche l'expression dans une tradition qui me semble bien davantage celle de Goya.

Encore faut-il qu'il définisse ce qu'il entend par réalisme hors de ces références. « C'est le moment où le tableau devient réel, quand il n'est ni littérature ni métaphore, mais plutôt une sorte d'événement qui se passe dans la toile et qui a une signification plus large.

qu'il est impossible d'oublier. » Un temps. La conversation tourne au monologue - bon signe.

« D'après moi, il y a en somme deux espèces de peintres. Il y a d'abord les physiques, ceux qui vous absorbent dans leur présence, ceux qui vous emportent dans un flux. Ainsi Rubens, Géricault ou Pollock. Quand vous les quittez, vous oubliez les détails des toiles, tout se confond dans une sorte de grand mouvement puissant.

« L'autre catégorie est celle des peintres qui composent des images si spécifiques que vous ne les oubliez pas, que vous n'en perdez pas un détail. Ainsi Michel-Ange, Hopper ou Balbus. Je voudrais appartenir à cette dernière espèce. Peindre des tableaux qui s'impriment dans les yeux et les têtes. »

Il commence alors à se raconter. La méfiance décroît, il l'oublie progressivement. Ce qu'il écrivait tout à l'heure, un autoportrait, il l'acquiesce. « Je suis un autodidacte. Dans les écoles, on m'a appris l'abstraction. Je n'ai jamais eu la moindre leçon d'après modèle. C'était là une activité qu'il fallait mépriser, comme le dessin et comme l'histoire de l'art. Les professeurs pensaient que c'était des sciences inutiles, trop chargées de conceptions a priori. Ils prétendaient qu'il fallait s'en libérer, les oublier. »

« Depuis la révolution industrielle s'est développée en Occident la méfiance de la main. La main est devenue suspecte. Il suffit de voir comment elle a été peinte par Caravaggio et l'adresse de dessiner. Beckmann peint des mains osseuses et nerveuses. Comme Schiele, comme Dix... »

« Pour peindre, j'ai mes photos et des dessins. Mais, en vérité, je ne m'en sers pas immédiatement. Pas question de report ou de projections. Je commence directement sur la toile - c'est le plus difficile, commencer. Je jette de la couleur sur la toile et ensuite, peu à peu, je trouve une lumière et une couleur qui évoquent quelque chose ou quelqu'un -

- C'étaient des portraits d'après modèles ?

- D'après des photographies. Il lui faut décidément ce filtre, cet écran. Entre la nature et la peinture, il interpose cet état intermédiaire. « C'est simple. J'ai cet été à Saint-Tropez faire des photos sur la plage. Venez m'y rejoindre. »

Acte II
Saint-Tropez, juin

Du chic de Soho à celui de la Côte. La conversation reprend au bord de la piscine d'un hôtel. Fischl a les mêmes lunettes noires, les mêmes vêtements blancs et légers, mais l'air moins inquiet - il est en vacances. Avant de venir à Saint-Tropez, il est allé à Paris revoir quelques tableaux aimés au Louvre et à Orsay, puis à Avignon, où sont les primatifs.

Il paraît plus serein, mais n'en parle pas dans de la crise et de ses méfaits. « L'an prochain, je recommence à enseigner. J'avais enseigné longtemps, à mes débuts, parce que je ne gagnais pas ma vie avec ma peinture. J'avais cessé. Je recommence. Il existe à New-York une école absolument anachronique. Les élèves y apprennent les techniques de la peinture classique. Ils travaillent d'après des plâtres, des modèles. Il font des nus - tout ce que l'on ne fait pas dans la plupart des écoles d'art américaines. Je dois leur expliquer comment appliquer cette technique à des sujets contemporains. Je craignais qu'en raison de leur éducation ils soient très réservés. En vérité, il n'en est rien, ils ont l'esprit très large. »

« C'est bien. J'avais besoin d'enseigner à nouveau, de toute façon... On y va ? »

On y va aussitôt, à la chasse aux filles nues, sur la plage de Pampelonne.

« Vous n'avez jamais d'ennuis avec ceux que vous photographiez ? »
- Jamais. C'est très rapide, ils ne s'aperçoivent de rien. Ceux qui s'en aperçoivent s'en moquent. »

Un parasol qui le protège de la chaleur, des clichés surposés et de la curiosité, sur un matelas de

faveur et de retour, où le peintre reconnaît le signe d'un regain de puritanisme, le prive de quelques vues dont son art pourrait tirer parti.

Par bonheur, toutes les belles de Pampelonne ne sacrifient pas à cet engouement et tiennent encore la pudeur en faible estime. Entre les matelas, sur les planches, le long du rivage, elles paraissent lentement et Fischl, sans interrompre la conversation, comme si de rien n'était, comme s'il herborisait au collectionnait des papillons, photographie leurs passages, démontre leurs postures plastiques. Il photographie avec une étonnante célérité. Voir, viser, appuyer - dix ou quinze secondes, pas plus. La composition du cliché l'intéresse peu, infiniment moins que le sujet. « De toute façon, je ne suis pas un photographe. » Il est vrai.

Bonnard et Degas n'étaient pas non plus des photographes. L'allusion lui plaît. « Bonnard, voilà un peintre immense. Dina Vienny m'a raconté que, quand elle posait pour lui, elle n'avait pas le droit de demeurer immobile. Il lui deman-

personnelles et collectives se multiplient à New-York et dans les capitales européennes. En 1984, Fischl est présent à la Biennale de Venise, en 1985 dans celles du Whitney et de Paris. La même année, il est accueilli par les musées d'Eindhoven et de Bâle. En 1987, il figure à la Documenta de Cassel. En 1990, une première rétrospective de son œuvre a été présentée à Lausanne et à Vienne.

Il vit et travaille à New-York et à Sag-Herbour.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
46-62-75-13

هكترام نرسن

AGENDA

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

LA CHAMBRE 108. Film français de Daniel Moosmann. Les Trois Luxembourg, 8 (45-35-07-77) ; 38-65-70-43 ; La Balaise, 8 (45-61-10-60).

CIGLE ÉMOUVANTE. Film français de Pierre Salvadori. Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 38-65-70-43 ; Saint-Lambert, 15 (43-57-51-65) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Opéra, 8 (36-68-75-55) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Grand Écran Italie, 13 (36-68-75-55) ; Gaumont Aldéa, 14 (38-85-75-55) ; Les Montparnasse, 14 (38-85-75-55) ; Gaumont Convention, 15 (38-85-75-55) ; Pathé Wepler, 18 (38-85-75-55) ; 38-65-70-43.

DENIS LA MALICE. Film américain de Nick Castle. Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Meriglan-Concorde, 8 (36-68-75-55) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 38-65-70-43 ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; 38-65-70-43 ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 38-65-70-43 ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; 38-65-70-43 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; 38-65-70-43 ; UGC Gobeline, 13 (45-61-94-94) ; 38-65-70-43 ; Miramar, 14 (38-65-70-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

UN, DEUX, TROIS, SOLEIL. Film français de Bertrand Blier. Gaumont Les Halles, 1 (38-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2 (36-68-75-55) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; 38-65-70-43 ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-51-65) ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

JE M'APPELLE VICTOR. Film français de Guy Jacques. Gaumont Les Halles, 1 (38-68-75-55) ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; Gaumont Meriglan-Concorde, 8 (36-68-75-55) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-51-65) ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

MÉTISSE. Film français de Mathieu

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI
L'Épionnage, un genre impur : SAS à San Salvador (1982), de René Clément, 14 h 30 ; Un conquis d'un milliard de dollars (v.f.), de Jan Russel, 18 h 30 ; Osterman Week End (1983), v.o. s.t.f., de Sam Peckinpah, 19 h ; T'été (1989), v.o. s.t.f., d'Alfred Hitchcock, 21 h.

DIMANCHE

L'Épionnage, un genre impur : la Peste de Torpedo (1970), de Jean Delannoy, 14 h 30 ; L'évasion (1954), v.o. s.t.f., d'Anthony Asquith, 18 h 30 ; Le Drame de la Vieillesse (1987), v.o. s.t.f., de John Mackenzie, 18 h ; La Sanction (1975), v.o. s.t.f., de Clint Eastwood, 21 h 15.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Gallerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI
Portraits de Paris : Paris à travers les siècles : Si Paris nous était conté (1985) de Sacha Guitry, 14 h 30 ; Adolescence : Enfants des courants d'air (1985) de E. Lutz, 18 h 30 ; L'Affaire Stavisky (1989) d'Henri de Turenne et Jean-Noël Delannoy, v.o. s.t.f. de Jean-Pierre Mocky, 18 h 30 ; Gendarme et Voleurs : la Vie du commissariat de Belleville (1980) de René Clément, 20 h 30 ; Fais divers.

DIMANCHE

Portraits de Paris : Adolescence : Rebecca (1983) de Guntt Assen, les Années sandwich (1989) de Pierre Bourton, 14 h 30 ; L'Argent : l'Affaire Stavisky (1989) d'Henri de Turenne et Jean-Noël Delannoy, v.o. s.t.f. de Jean-Pierre Mocky, 18 h 30 ; Gendarme et Voleurs : la Vie du commissariat de Belleville (1980) de René Clément, 20 h 30 ; Fais divers.

PARIS EN VISITES

LUNDI 23 AOÛT

«Le marché aux puces de Saint-Germain» : conférence des installations, 10 h 30, métro Pont-de-Clugny, au sein du Paris autotour, L.-A. Lavigne.

«Le Palais Garnier, l'Opéra du Second Empire, construction et destructions» : conférence des installations, 10 h 30, métro Pont-de-Clugny, au sein du Paris autotour, L.-A. Lavigne.

«Hôtels et jardins du Marais, Place des Vosges» : 15 heures, métro Saint-Paul (Réaumur de la place).

«Le jardin du Luxembourg : histoire d'un jardin et d'un palais» : 14 h 30, métro Luxembourg, sortie jardin, à l'entrée du jardin (Connaissance de Paris).

«Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles inoffensives, jardins, profonde et escaliers inconnus» : 14 h 30, métro Saint-Paul (Réaumur de la place).

LES EXCLUSIVITÉS

A TOUTE ÉPREUVE (Hongkong, v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-20-10-09).

ALARME FATALE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 38-65-70-43 ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 38-65-70-43 ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; 38-65-70-43 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; 38-65-70-43 ; UGC Gobeline, 13 (45-61-94-94) ; 38-65-70-43 ; Miramar, 14 (38-65-70-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

AMANTS (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

ANTONIA & JANE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA BATAILLE DE LAMMO (Fr.) : La Géode, 19 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

BASIC INSTINCT (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-84-72-71) ; 38-65-70-43 ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA BATAILLE DE LAMMO (Fr.) : La Géode, 19 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA BATAILLE DE LAMMO (Fr.) : La Géode, 19 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA BATAILLE DE LAMMO (Fr.) : La Géode, 19 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA BATAILLE DE LAMMO (Fr.) : La Géode, 19 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA BATAILLE DE LAMMO (Fr.) : La Géode, 19 (40-06-80-00).

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

38-65-70-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

BOXING HELENA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (38-68-75-55) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-51-65) ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA PART DES TÉNÉBRES. Film américain de George A. Romero, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

UN, DEUX, TROIS, SOLEIL. Film français de Bertrand Blier. Gaumont Les Halles, 1 (38-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2 (36-68-75-55) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; 38-65-70-43 ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-51-65) ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

CHUTE LIBRE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; 38-65-70-43 ; Saint-Lambert, 15 (43-57-51-65) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

MA SAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

MAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

MAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 38-65-70-43 ; UGC Odéon, 8 (43-25-10-30) ; 38-65-70-43 ; Gaumont Haute-faute, 8 (36-68-75-55) ; 38-65-70-43 ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; 38-65-70-43 ; UGC Mollat, 17 (40-58-00-18) ; 38-65-70-43 ; Pathé Clichy, 19 (38-68-20-22) ; La Gambetta, 20 (46-35-10-88) ; 38-65-70-43.

MAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 38-65

Après le choix par la Corée du Sud du consortium franco-britannique

TGV : un transfert à risques

Difficile d'exporter des produits de haute technologie sans être obligé de les faire en partie fabriquer par l'acheteur et d'apprendre à celui-ci quelques-uns des secrets qui ont fait l'excellence du produit. Pour vendre le TGV à la Corée du Sud, GEC-Alsthom a dû accepter ces deux concessions : le partage du travail et le transfert de technologie.

Le premier n'est pas trop grave. Il diminue la valeur ajoutée par le vendeur et donc ce qui entre dans ses caisses, mais on peut considérer que c'est un mal pour un bien. L'autre est plus grave. Pour l'exportateur, le partage volontaire de ses secrets à des fins commerciales est une véritable trahison : il aide à la naissance d'un concurrent qui pourra lui nuire sur le marché mondial.

Les exemples de l'automobile, de la téléphonie, de la construction navale ou des composants électroniques sont là pour démontrer que le risque est réel, notamment en Asie, où l'on apprend vite et bien. Verra-t-on dans quelques années les conglomérats sud-coréens Daewoo ou Hyundai commercialiser des TGV beaucoup moins chers que ceux de GEC-Alsthom ? Le canadien Bombardier n'avait-il pas appris d'Alsthom, dans les années 70, l'art de fabriquer un métro à Montréal, au point qu'aujourd'hui il taille des crouilles à son ancien maître ?

Il existe des parades, comme la limitation des connaissances transmises. Ainsi, en aéronautique, Boeing et Airbus acceptent d'associer les Chinois et les Japonais à la fabrication du fuselage de leurs avions, mais ils se réservent les parties stratégiques comme le poste de pilotage, véritable cerveau de l'appareil. Les négociateurs français qui mettent au point avec les Sud-Coréens le contrat de vente du TGV s'efforcent vraisemblablement de ne pas céder l'essentiel.

L'autre solution est de poursuivre le modernisme du produit pour conserver l'avance acquise. Ainsi l'Etat français aide financièrement GEC-Alsthom et le SNCF à mettre au point un train à grande vitesse de la troisième génération. Après le modèle Sud-Est et le modèle Atlantique, les ingénieurs travaillent sur un TGV qui filerait à 350 kilomètres heure, plus léger, plus silencieux, plus spacieux. Pour cela, ils peaufinent le moteur, les roues, les rails, la caténaire, les bogies, la caisse, les freins, les matériaux composites, l'informatique et la signalisation embarquées. Histoire d'envoyer mieux à vendre s'il prenait fantaisie aux Coréens d'inonder la planète avec le TGV dernier cri dont ils ont annoncé l'acquisition le 20 août.

ALAIN FAUJAS

o Eurotunnel engage un recours en arbitrage contre la SNCF et British Rail. - Eurotunnel, société concessionnaire du tunnel sous la Manche, a annoncé qu'elle introduit, vendredi 20 août, un recours en arbitrage auprès de la Chambre de commerce internationale contre la SNCF et British Rail, au sujet d'un différend sur la convention d'utilisation ferroviaire dans le tunnel sous la Manche. L'arbitrage, dont la procédure sera confidentielle, traitera aussi du retard de la mise en service des TGV Eurostar entre Londres, Paris et Bruxelles, et des conséquences de l'insuffisance des infrastructures du réseau britannique.

o Grèce des facteurs depuis deux mois à Toulouse. - Les soixante-cinq facteurs du centre-ville de Toulouse ont entamé, vendredi 20 août, leur sixième jour de grève. Depuis l'interruption des négociations, le 13 août, la situation paraît complètement bloquée : les représentants de la direction régionale de la Poste à Bordeaux font savoir qu'ils sont allés jusqu'au bout de leurs concessions. De leur côté, les syndicats CGT et SUD (syndicat issu d'une scission de la CFDT) affirment qu'ils ne céderont pas, notamment sur la question de l'emploi d'auxiliaires et d'étudiants pour assurer la distribution du courrier.

o Hausse du taux vert du franc. - Le «taux vert» du franc français a été augmenté de 0,3 % à compter du samedi 21 août, en raison de la baisse du franc par rapport à la devise la plus forte du SME (système monétaire européen), le florin néerlandais. Cette modification entraîne une hausse dans les mêmes proportions des prix agricoles en France. La parité du mark vert n'est pas modifiée, ce qui laisse inchangés les prix agricoles en Allemagne. Les modifications des taux vert résultent des mécanismes automatiques d'adaptation des monnaies du SME pour les échanges agricoles. Ce mécanisme, créé pour les monnaies flottantes, s'applique désormais à toutes les monnaies du SME depuis l'élargissement à 15 % des marges de fluctuations décidé le 2 août par les Douze.

o Euro Disney ne fermera pas, selon son patron américain. - Le président de Walt Disney, Michael Eisner, a qualifié de «ridicules» les rumeurs selon lesquelles Euro Disney, le parc de loisirs de Marne-la-Vallée, en France, fermerait. «Euro Disney connaît un grand succès auprès des consommateurs, et nous ne sommes pas inquiets le moins du monde», a notamment ajouté M. Eisner dans un entretien accordé au *Daily Variety*. Toutefois, il a reconnu que les projets d'extension du parc avaient «évidemment» été repoussés. Cette déclaration, selon un porte-parole d'Euro Disney, est «en phase» avec celle du 8 juillet dans laquelle la société avait annoncé «le réexamen de sa stratégie» et «l'adaptation de son programme de développement en contexte économique actuel» (le *Monde* du 11-12 juillet). On prévoyait alors que la signature de l'accord sur la création d'un deuxième parc devrait intervenir au plus tard le 10 septembre, date qui n'est pas «immuable», indique-t-on de même source. L'action Euro Disney, introduite à 72 francs mais qui était montée jusqu'à 165 francs, cotait 56,80 francs le vendredi 20 août.

o Le Japon entend intensifier ses relations avec Séoul. - Le Japon entend intensifier ses relations «économiques, mais aussi politiques» avec la Corée du Sud, a déclaré vendredi 20 août la porte-parole adjointe du Quai d'Orsay, Catherine Colonna, après l'annonce du choix du consortium GEC-Alsthom pour la réalisation du train à grande vitesse reliant Séoul à Pusan. «Cette décision constitue une opportunité majeure pour le développement d'un partenariat technologique et industriel à long terme entre la France et la Corée», a-t-elle ajouté.

Paris entend intensifier ses relations avec Séoul

Le Japon entend intensifier ses relations «économiques, mais aussi politiques» avec la Corée du Sud, a déclaré vendredi 20 août la porte-parole adjointe du Quai d'Orsay, Catherine Colonna, après l'annonce du choix du consortium GEC-Alsthom pour la réalisation du train à grande vitesse reliant Séoul à Pusan. «Cette décision constitue une opportunité majeure pour le développement d'un partenariat technologique et industriel à long terme entre la France et la Corée», a-t-elle ajouté.

Gérard Longuet, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, et Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, se sont félicités du choix du gouvernement sud-coréen. «Cette première ouverture vers le continent asiatique devrait entraîner d'importantes retombées en France en faveur de l'emploi industriel», ont-ils notamment estimé dans un communiqué commun.

Versant allemand, le ministre de l'économie, Günter Rexrodt a déclaré qu'il «respectait» le choix du gouvernement sud-coréen en faveur du train à grande vitesse (TGV) tout en affirmant que l'in-

ter-City Express (ICE) de Siemens «dispose de la technologie la plus avancée en matière de chemins de fer». Chez Siemens, un porte-parole a lui aussi indiqué qu'il «respectait» le choix de Séoul tout en le «regrettant». «Il ne règne pas pour autant d'atmosphère apocalyptique chez Siemens», a-t-il ajouté.

De son côté, un officiel japonais qui s'adressait à l'Agence France-Presse sous couvert de l'anonymat a estimé que la décision des Coréens d'écarter le Shinkansen (le TGV nippon) «a surtout été politique car elle constituait un risque pour les autorités coréennes». «Il sera passionnant de voir comment les Français vont travailler avec les Coréens, notamment sur les délicates questions de transferts de technologie», a-t-il notamment déclaré en prévoyant des «difficultés» en raison de «pratiques très différentes entre Français et Coréens mais bien connues des Japonais».

De son côté, la SNCF a tenu à rappeler qu'elle avait «conçu et validé» le système du train à grande vitesse français puis qu'elle l'a «développé et industrialisé avec les entreprises européennes conduites par l'ensemble GEC-Alsthom».

Avec deux hypermarchés dans la région genevoise

Le suisse Migros s'implante en France

LYON

de notre bureau régional

Le groupe suisse de distribution Migros, dont le capital rassemble 1,548 million de coopérateurs, ouvrira bientôt deux hypermarchés dans la partie française de l'agglomération de Genève, à Thoiry (Ain) et Etrambières (Haute-Savoie). Cette agglomération compte près de 700 000 habitants, répartis par moitié des deux côtés de la frontière.

Le premier établissement (4 500 mètres carrés) ouvrira ses portes début septembre au sein d'un centre commercial de 21 000 mètres carrés comprenant cinquante boutiques et enseignes de forte notoriété, à une douzaine de kilomètres du centre de Genève. L'ensemble a nécessité un investissement de 255 millions de francs et permis la création de trois cents emplois, dont la moitié pour Migros. Le deuxième hypermarché devrait ouvrir au printemps prochain. L'ouverture est retardée par la défaillance d'une entreprise de bâtiment chargée de sa construction.

Avec ces deux implantations «sur France», selon l'expression consacrée dans la cité de Calvin, Migros souhaite mieux figurer face aux grandes enseignes (Leclerc, Intermarché, Continente, Rallye), présentes depuis longtemps dans la région genevoise, où elles ont su attirer une clientèle avantagée par les différences de taux de change.

au détriment du grand commerce de centre-ville. L'autorisation d'exploitation des deux nouveaux hypermarchés a été obtenue avant l'arrivée du gouvernement d'Edouard Balladur, qui a gelé l'ouverture de grandes surfaces en France.

Migros rompt avec une tradition : la chaîne vendra aussi des produits de grande consommation sous d'autres marques que la sienne, ce dont elle s'abstenait pratiquement depuis sa fondation, au siècle dernier. Pour des raisons commerciales ou réglementaires portant notamment sur les importations de textile, Migros a conclu un accord d'approvisionnement avec le groupe national Carrefour pour ses deux nouveaux établissements.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 15,1 milliards de francs suisses (soit 900 milliards de francs français) en 1992, premier employeur privé de la Confédération - l'équivalent de 51 401 salariés à temps plein - Migros prévoit de nouveaux développements dans la distribution en Allemagne et en Autriche.

La réalisation du centre commercial de Thoiry a été confiée au promoteur Arc Unio, qui doit également se charger de la future Cité de l'Europe, un centre commercial de 73 000 m² à l'entrée du tunnel sous la Manche, dont l'ouverture est prévue pour 1995.

GÉRARD BUÉTAS

EN BREF

o Euro Disney ne fermera pas, selon son patron américain. - Le président de Walt Disney, Michael Eisner, a qualifié de «ridicules» les rumeurs selon lesquelles Euro Disney, le parc de loisirs de Marne-la-Vallée, en France, fermerait. «Euro Disney connaît un grand succès auprès des consommateurs, et nous ne sommes pas inquiets le moins du monde», a notamment ajouté M. Eisner dans un entretien accordé au *Daily Variety*. Toutefois, il a reconnu que les projets d'extension du parc avaient «évidemment» été repoussés. Cette déclaration, selon un porte-parole d'Euro Disney, est «en phase» avec celle du 8 juillet dans laquelle la société avait annoncé «le réexamen de sa stratégie» et «l'adaptation de son programme de développement en contexte économique actuel» (le *Monde* du 11-12 juillet). On prévoyait alors que la signature de l'accord sur la création d'un deuxième parc devrait intervenir au plus tard le 10 septembre, date qui n'est pas «immuable», indique-t-on de même source. L'action Euro Disney, introduite à 72 francs mais qui était montée jusqu'à 165 francs, cotait 56,80 francs le vendredi 20 août.

o Grèce des facteurs depuis deux mois à Toulouse. - Les soixante-cinq facteurs du centre-ville de Toulouse ont entamé, vendredi 20 août, leur sixième jour de grève. Depuis l'interruption des négociations, le 13 août, la situation paraît complètement bloquée : les représentants de la direction régionale de la Poste à Bordeaux font savoir qu'ils sont allés jusqu'au bout de leurs concessions. De leur côté, les syndicats CGT et SUD (syndicat issu d'une scission de la CFDT) affirment qu'ils ne céderont pas, notamment sur la question de l'emploi d'auxiliaires et d'étudiants pour assurer la distribution du courrier.

o Hausse du taux vert du franc. - Le «taux vert» du franc français a été augmenté de 0,3 % à compter du samedi 21 août, en raison de la baisse du franc par rapport à la devise la plus forte du SME (système monétaire européen), le florin néerlandais. Cette modification entraîne une hausse dans les mêmes proportions des prix agricoles en France. La parité du mark vert n'est pas modifiée, ce qui laisse inchangés les prix agricoles en Allemagne. Les modifications des taux vert résultent des mécanismes automatiques d'adaptation des monnaies du SME pour les échanges agricoles. Ce mécanisme, créé pour les monnaies flottantes, s'applique désormais à toutes les monnaies du SME depuis l'élargissement à 15 % des marges de fluctuations décidé le 2 août par les Douze.

La récession s'accroît

Non seulement la récession dans laquelle s'est enfoncée l'économie française à partir du printemps 1992 n'avait pas été prévue, mais son ampleur dépasse presque toutes les estimations qui avaient été faites jusqu'à présent. Les comptes du premier trimestre publiés vendredi 20 août par l'INSEE sont à cet égard sans équivoque.

Le PIB (produit intérieur brut) a baissé de 0,7 % au cours des trois premiers mois de l'année par rapport au dernier trimestre de 1992. Dans sa note de juillet, l'INSEE avait estimé le recul à 0,5 %. La différence est importante puisqu'elle correspond grosso modo à presque un point de PIB sur un an : la baisse de 2 % des premières estimations devient une baisse de 2,8 % au rythme annuel. Il est possible et même probable que la baisse de la production nationale ne se

poursuive pas au même rythme toute l'année, l'INSEE prévoyant, après une nouvelle baisse au deuxième trimestre, une stabilisation au second semestre de cette année : en moyenne sur l'ensemble de 1993, le recul du PIB n'atteindra donc pas 2,8 %. Il n'empêche qu'en début d'année la récession a été si forte que les estimations officielles d'une baisse de 0,4 % en 1993 seront largement dépassées. Le recul atteindra, dépassera même probablement 1 %. Une récession d'une telle ampleur ne s'était pas vue depuis très longtemps, puisque même en 1975, le contre-coup du premier choc pétrolier n'avait entraîné qu'un recul de 0,3 % du PIB.

La chute du premier trimestre s'explique par la production industrielle qui a beaucoup plus reculé qu'on ne le pensait. Déjà l'indice trimestriel publié per-

l'INSEE le 13 août avait fait apparaître une baisse de 1,9 % au cours des trois premiers mois de l'année par rapport au quatrième trimestre de 1992, un recul considérable, qui atteint 5 % au premier trimestre 1993 comparé au premier trimestre 1992. La plus inquiétante pour les capacités futures de l'industrie française est que ce recul s'explique d'abord par une nouvelle baisse absolue des dépenses d'équipement professionnel : - 3 % au premier trimestre, - 8 % en un an. Pour l'ensemble des investissements, le compte trimestriel qui vient de paraître l'INSEE montre un véritable effondrement : - 3,8 % par rapport au quatrième trimestre 1992, - 5,7 % en un an.

L'économie française va donc affaiblir sa récession dans laquelle elle est plongée...

Al. V.

Plus forte que prévu

Suite de la première page

La baisse de 0,6 % des revenus réels au premier trimestre s'explique en partie par un effet de calendrier. En effet, calculé avant l'impôt, le revenu des ménages n'a pas reculé. Mais le brusque alourdissement de la pression fiscale - imputable à un rattrapage consécutif à la perception anticipée, au début de l'automne dernier, du solde réclamé aux contribuables mensuels - ne joue qu'à la marge car les composantes de la rémunération des Français restent orientées dans un sens défavorable.

Au cours des trois premiers mois de l'année, leurs salaires n'ont progressé que de 0,4 % après 0,9 % au trimestre précédent malgré les revalorisations intervenues dans la fonction publique. Dans les entreprises non financières, on observe même une baisse de 0,2 % de la masse salariale brute, conséquence logique de l'évolution des salaires et de la baisse des effectifs. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de constater que la consommation recule de 0,7 % au premier trimestre alors que le taux d'épargne des ménages reste à un niveau élevé (13 %).

Désendettement et compétitivité

Bien que rien n'interdise d'espérer de prochains comptes trimestriels plus favorables, le constat de l'INSEE, qui porte sur la période précédant la constitution de son gouvernement, apporte à Edouard Balladur plusieurs confirmations. La première est qu'il a bel et bien pris les rênes de l'économie française en pleine récession. La seconde est que, pour les Français, les «sacrifices» sont déjà inscrits dans les faits.

Le ralentissement du pouvoir d'achat est une donnée désormais bien établie. Cela incitera sans doute le premier ministre à tenter de réduire, comme il s'y est engagé, la fiscalité des classes moyennes... sans oublier que ceux

qui ne paient pas l'impôt sur le revenu représentent près de la moitié des foyers fiscaux.

Au lendemain de la présentation par le gouvernement de son projet de loi quinquennale en faveur de l'emploi, le diagnostic de l'Institut de la statistique conduit toutefois à s'interroger sur l'efficacité d'une politique de lutte contre le chômage reposant essentiellement sur la baisse des charges des entreprises. Parallèlement à la très sensible modulation salariale (le coût salarial unitaire n'a augmenté que de 0,1 % au premier trimestre), l'emploi s'est une nouvelle fois dégradé.

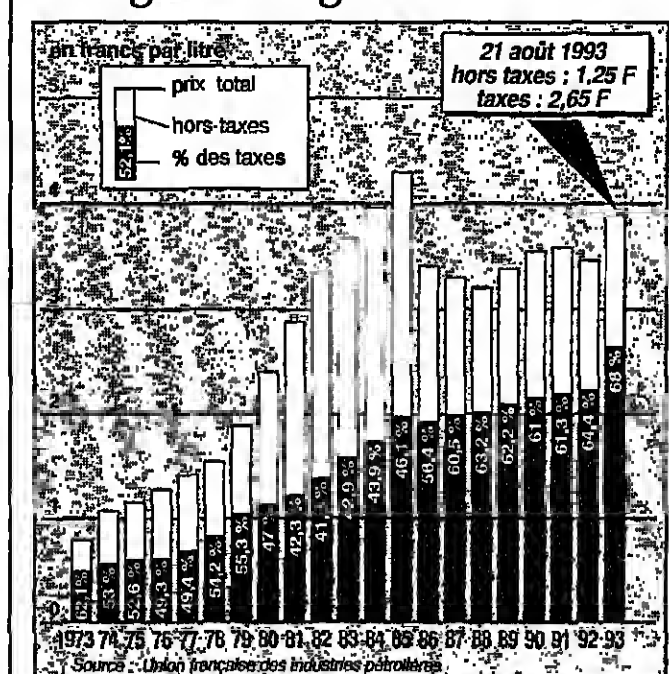
Dans un contexte de récession économique, que peut-on dès lors espérer d'une baisse supplémentaire des charges ? En outre, la situation des entreprises, qui béné-

ficient également d'une baisse du prix de leurs propres dépenses et de la modification des modalités de perception de la TVA, semble se redresser. S'il est encore «difficile d'interpréter ce trimestre l'évolution de leur excédent brut d'exploitation», en hausse de 4,4 %, l'INSEE considère que «l'amélioration de la trésorerie des entreprises correspond bien à une réalité économique».

La confirmation d'un redressement des comptes des sociétés leur permettrait certes de se désendetter et de gagner en compétitivité. Mais cela pourrait bien impatienter ceux qui, au gouvernement comme dans les rangs syndicaux, attendent des chefs d'entreprise et des organisations patronales un comportement plus volontariste en matière d'emploi, favorable de surcroît à une reprise de la consommation.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le gazole augmente de 10 %



L'augmentation du prix du gazole, qui avait été différée le 9 juillet, est entrée en vigueur le samedi 21 août. Cette hausse de 33 centimes par litre (28 centimes hors taxes) provient du relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), décidée par le gouvernement le 10 juin. Elle se traduira par une hausse d'environ 10 % du prix du carburant, qui va passer à la pompe de 3,55 à 3,90 francs. Son incidence sur les coûts de revient des transporteurs routiers sera variable, et dépendra à la fois du tonnage et du type de matériel roulant utilisé. La part des taxes dans le prix du litre de gazole ne cesse d'augmenter depuis 1973. Elle atteint désormais 68 % du prix total contre près de 80 % pour le prix de l'essence.

COMMUNICATION

o Autorisation du rachat du *Boston Globe* par le *New York Times*. - Le département américain de la justice vient d'autoriser le rachat du quotidien *Boston Globe* par le *New York Times*, pour 1,1 milliard de dollars (environ 6,5 milliards de francs), en affirmant que cette opération, qui est la plus importante de l'histoire de la presse américaine sur le plan financier (le *Monde* du 15 juin), ne menaçait pas de créer un monopole. L'accord de rachat garantit l'indépendance de rédaction et de gestion du *Globe* pendant cinq ans. Le *New York Times* est le premier quotidien urbain américain avec 1,2 million d'exemplaires par jour, tandis que le *Boston Globe* est au douzième rang, avec 505 000 exemplaires quotidiens. A eux deux, le *New York Times* et le *Boston Globe* diffusent 1,7 millions d'exemplaires en semaine et 2,6 millions le dimanche, ce qui renforce leur poids publicitaire.

o Décès de Jean Eparvier, premier reporter de la presse occidentale à être entré dans le bunker d'Hitler. - Jean Eparvier, ancien directeur général adjoint de *France-Sol*, est mort le 20 août, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Né à Evreux (Eure), il avait débuté en 1921 au *Paris-Normandie* puis avait été appelé à Paris en 1938 par Jean Prouvost pour être le rédacteur en chef de *Match* qui venait d'être créé. Jean Eparvier avait ensuite participé comme grand reporter à la repatriation du *Figaro* à la Libération et fut à ce titre le premier journaliste de la presse occidentale à pénétrer dans le bunker d'Adolf Hitler, en 1945. Rédacteur en chef de *Paris-Press* en 1948, il est ensuite directeur général adjoint de *France-Sol* et devient le bras droit de Pierre Lenz, qui avait quitté le journal après la mort de ce dernier pour prendre sa retraite à Mougins (Alpes-Maritimes) en 1971.

ÉCONOMIE

Hausse des impôts indirects, recul des dépenses publiques

Le gouvernement australien s'efforce de restaurer l'équilibre budgétaire

Au pouvoir depuis le 13 mars pour le cinquième mandat consécutif, les travaillistes australiens tentent de tenir leurs engagements électoraux tout en gardant pour objectif de restaurer l'équilibre budgétaire à l'horizon 1996-1997. Certes, le budget qui vient d'être présenté ne prévoit pas l'introduction de la TVA, mais une hausse des impôts indirects et une diminution progressive des dépenses publiques. En revanche, le date à laquelle pourrait intervenir une baisse des impôts directs pour les contribuables aux ressources faibles et moyennes a été repoussée.

SYDNEY

de notre correspondante

Quelques mois après avoir entamé leur cinquième mandat consécutif, les travaillistes australiens se montrent moins généreux qu'ils ne l'avaient été durant la campagne électorale. Au nom de la responsabilité fiscale, le budget présenté le 17 août introduit plusieurs mesures pour réduire les impôts indirects et une diminution progressive des dépenses publiques. Le calendrier fixé pour la réduction des impôts sur le revenu a également été révisé : « Le gouvernement a pris un certain nombre d'engagements (envers l'électorat), mais certains sont prioritaires », avait indiqué le ministre de l'économie, John Dawkins, quelques jours auparavant. « Notre engagement le plus important est de restaurer l'équilibre budgétaire, afin que le déficit soit réduit à 1 % du PIB en 1996-1997. »

La promesse de réduire l'impôt sur les bas et moyens revenus en deux temps (juillet 1994 et janvier 1996) n'a pas été tout à fait abandonnée, mais le calendrier a été révisé : l'échéance de 1996 est repoussée à 1998, si les travaillistes sont réélus d'ici là. Pour faire passer la pilule, la première réduction d'impôts interviendra au 1^{er} novembre 1993 afin de relancer la consommation.

Une croissance de 2,75 %

Cette promesse, tenue pour moitié, avait été faite pour ne pas être en reste avec l'opposition, la première à proposer un allègement des impôts sur le revenu. Les travaillistes précisent cependant, durant la campagne, qu'il n'y aurait pas de contrepartie, c'est-à-dire pas de nouvel impôt tel que la TVA de 15 %, que les libéraux comptaient introduire et qui a causé leur défaite électorale. « Cette taxe monstrueuse changerait à jamais la vie des Australiens », selon les termes du premier ministre, Paul Keating.

En raison des difficultés de la compagnie aérienne

Les syndicats de la Sabena acceptent des baisses de salaires

BRUXELLES

de notre correspondant

Cancieux du risque de faillite de la compagnie, les syndicats sont revenus, vendredi 20 août, sur leur refus d'un plan d'économies salariales à la Sabena (le Monde du 6 août). A l'exception des pilotes, résiliés, ils ont accepté une nouvelle mouture de ce plan, ce qui a permis au président de la compagnie, Pierre Godfroid, de retirer l'offre de démission qu'il avait présentée le 4 août.

Le protocole d'accord porte sur une convention collective de deux ans prévoyant la garantie de l'emploi mais des baisses de salaires de 2,5 % à 17 % sur les tranches situées entre 50 000 francs belges (8 350 francs français) et 170 000 francs belges. Reste encore à décaler 3,5 milliards d'économies (580 millions de francs français). Les voies explorées sont le développement de nouvelles synergies avec Air France (qui possède 37,6 % du capital de la compagnie belge), une meilleure utilisation des réseaux et des gains de productivité.

J. de la G.

liens », selon les termes du premier ministre, Paul Keating.

Aujourd'hui, M. Dawkins considère qu'il est impératif d'élargir l'assiette fiscale en s'appuyant sur un rapport de l'OCDE, non encore publié, selon lequel l'Australie est de tous les pays celui où on paie le moins d'impôts. Par ailleurs, les recettes tirées des impôts indirects ont diminué d'un tiers par rapport à il y a dix ans. Un réajustement sera donc opéré grâce à une hausse progressive des taxes sur les cigarettes, le tabac et le vin ainsi que sur l'essence. La taxe sur les ventes de produits de gros sera relevée d'un point cette année et d'un point supplémentaire en 1995.

L'ensemble des augmentations d'impôts indirects devrait rapporter 1,3 milliard de dollars australiens cette année, puis 3 milliards par an au mieux (le dollar australien vaut environ 4 francs). Pour l'année fiscale entamée le 1^{er} juillet 1993, le gouvernement prévoit un déficit de 16 milliards de dollars (3,8 % du PIB, produit intérieur brut). Les efforts de rigueur porteront surtout sur les trois années suivantes, pour atteindre la cible de 6 milliards de dollars en 1996 et 1997. « Nous devons continuer à soutenir l'économie jusqu'à ce qu'il y ait une reprise de l'activité mondiale, attendue pour 1994 », a expliqué M. Dawkins. Dans ce contexte, le gouvernement envisage une croissance de 2,75 % pour l'année à venir, soit 0,25 % de plus qu'en 1992-1993, ce qui sera insuffisant pour réduire le taux de chômage, qui serait toujours de 10,75 % en juillet prochain.

L'agence Moody's estime que l'approche du gouvernement pour réduire le déficit est « raisonnable » et que les prévisions sur l'économie sont « réalistes ». Elle ajoute que l'inflation ne pourrait pas dépasser les 3,5 % envisagés car la demande ne suivrait pas, étant donné les difficultés déjà éprouvées par beaucoup de ménages pour joindre les deux bouts.

La réaction des entrepreneurs est en revanche mitigée : s'ils sont satisfaits de la baisse de l'impôt sur les sociétés (de 39 % à 33 %), effective depuis le 1^{er} juillet, ainsi que du coup de pouce donné aux PME pour les encourager à exporter, ils redoutent la hausse de l'essence qui alourdirait leurs frais.

Quant aux syndicats, qui avaient activement soutenu les travaillistes durant la campagne, ils regrettent que ce qui a été donné d'une main soit repris de l'autre. « Je ne pense pas qu'il y ait aujourd'hui en Australie le même sentiment de joie que lors de leur victoire du 13 mars », a déploré Martin Ferguson, secrétaire de la Confédération des syndicats australiens.

SYLVIE LEPAGE

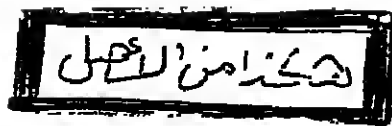
A partir de 1997

British Gas pourrait renoncer à son monopole de distribution

Le monopole de distribution de gaz aux 18 millions de foyers britanniques détenu par British Gas devrait être graduellement cassé à partir de 1997 pour arriver à une pleine concurrence au plus tard en 2002, a recommandé, mardi 17 août, la Commission des monopoles et fusions britannique, après un an d'enquête.

La Commission estime cependant que British Gas devrait conserver le contrôle du réseau de pipelines et du stockage, et que le groupe ne devrait pas être scindé en compagnies régionales, sur le modèle des compagnies d'électricité, contrairement à ce que souhaitait l'Office du gaz (OFGAS), autorité de tutelle.

Le groupe, privatisé en 1986, dont le directeur général Cedric Brown lutte depuis un an en faveur du maintien du monopole, a immédiatement averti que l'application de ces mesures signifierait la perte en trois ans de vingt mille des soixante-six mille emplois engendrés par la distribution de gaz.



REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 16 AU 20 AOÛT 1993

PARIS

Feu la trêve estivale

INDICE CAC 40

- 0,92 %

Océidément, il semble bien que la trêve estivale ait été déclarée. Le CAC 40, qui se conclut mardi 24, n'a pas failli à ce qui est en passe de devenir une tradition depuis l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, en passant par le putsch de Moscou en 1991, l'attente fébrile du référendum sur Maastricht en 1992, pour finir par la mise à mal cette année du système monétaire européen (SME).

La Bourse parisienne n'est pas la seule dans ce cas et se trouve la plupart du temps à l'unisson des grandes places mondiales. Pourtant, après avoir enfin - au bout de trois ans et quatre mois d'attente - atteint de nouveaux sommets la semaine dernière, elle a cette fois marqué le pas, à l'inverse des marchés américains et britanniques. Dans une semaine réduite à quatre séances pour cause de fermeture le lundi 16, l'indice CAC 40 a perdu 0,92 %. Rien de dramatique et des prises de bénéfices jugées plutôt logiques, mais Paris n'a pas - à l'image de Wall Street, Londres et Hong Kong - continué à battre records sur records.

Ca reflux a paradoxalement plutôt rassuré un certain nombre d'analystes qui estimaient l'envolée

des dernières semaines trop rapide et trop importante. La contrainte est, à leurs yeux, saisissante, surtout en Europe continentale, entre des marchés d'actions euphoriques et une récession dont on ne voit toujours pas la fin, en dépit de l'optimisme forcé des gouvernements promettant la reprise pour l'an prochain. La publication vendredy de statistiques de l'INSEE selon lesquelles le PIB (produit intérieur brut) français a baissé de 0,7 % au premier trimestre contre 0,5 % prévu et le PIB marchand en recul de 0,9 % contre 0,6 % attendu, toujours pour la même période, ne fait que renforcer ce sentiment.

Certes l'obstacle monétaire à une baisse des taux à court terme a été levé pour partie. Le « sacrifice » du SME et la mise en place de fluctuations « très élargies » redonnent en théorie à la politique monétaire pour principale fonction le soutien à la conjonction et non plus la défense de la monnaie. La voie est ouverte à une baisse rapide du loyer de l'argent.

Sur cette seule idée, les investisseurs, notamment anglo-saxons ont échoué massivement depuis trois semaines des valeurs européennes en général et françaises en particulier. Compté tenu de l'érosion des marchés, habituelle en cette période de l'année, l'effet n'en a été que plus violent. La seule séance de hausse de la semaine écoulée (mercredi, +1,14 %) est pour l'essentiel la fait

d'ordres d'achat vana d'outre-Atlantique.

Mais pour le moment, les autorités monétaires françaises s'en tiennent à la politique des petits pas en matière de baisse des taux et n'ont manifestement pas l'intention de sacrifier la parité du franc, comme a pu le faire l'en dernier la Banque d'Angleterre avec la livre. Dans ces conditions, les opérateurs craignent la déception des investisseurs étrangers et un brutal désengagement de leur part, notamment dans les prochaines semaines, à l'occasion, par exemple, de l'annonce par les entreprises françaises des résultats semestriels peu encourageants.

Les taux longs ont déjà baissé

L'autre inquiétude tient à une éventuelle erreur d'appréciation sur les conséquences de la baisse des taux courts. Pour les professionnels, c'est une condition nécessaire pour permettre la reprise de la croissance, mais pas une garantie. De plus, les marchés d'actions sont mécaniquement bien plus sensibles à l'évolution des taux à long terme. Dans ce domaine, l'essentiel a déjà été fait. Depuis le début de l'année, les taux à dix ans sont revenus de plus de 8 % à 6,3 %. C'est ce qui justifie avant tout la progression dans la même temps (+14 %) de l'indice CAC 40. Mais en contrepartie, la marge de baisse des taux longs est aujourd'hui faible, même si l'inflation est à peu

de choses près inexistante, il faut bien financer le déficit budgétaire.

La Bourse devra donc trouver pour l'essentiel dans les prochains mois des raisons d'espérer du côté des entreprises. Or, la situation reste aujourd'hui plutôt sombre. A force de réviser en baisse leurs prévisions de résultats pour cette année, les analystes pronostiquent maintenant en moyenne un nouveau recul compris entre 1 % et 5 % des bénéfices (après une chute de déjà 20 % en 1992). Pour les plus optimistes, le rebond n'en sera que plus important. Les estimations d'une hausse de plus de 30 % des profits l'an prochain sont courantes. Mais elles étaient de cet ordre pour 1993, il y a un an et demi !

Du côté des valeurs, Alcatel-Alsthom s'est mis en vedette tout au long de la semaine. Le groupe a bénéficié de rumeurs persistantes, finalement confirmées vendredi, que le danois gagnant, via le consortium franco-britannique GEC-Alsthom, dans la bataille commerciale pour devenir l'opérateur principal de la construction d'un train à grande vitesse en Corée du Sud. Un marché évalué à 14 milliards de francs. En quatre jours, près de deux millions de titres Alcatel-Alsthom ont changé de mains et la valeur a gagné 4 %. Une progression qui lui permet d'afficher une capitalisation boursière supérieure à 100 milliards de francs.

ÉRIC LESER

NEW-YORK

Le vent en poupe

INDICE DOW JONES

+ 1,28 %

D'un vendredi à l'autre, Wall Street a battu cette semaine quatre fois consécutivement, entre mardi et vendredi, son record. La grande Bourse américaine a porté la baisse des taux d'intérêt à long terme à franchi mercredi le seuil des 2 600 points de l'indice Dow Jones et a réussi à se maintenir au-dessus de ce niveau, en dépit de prises de bénéfices, notamment vendredi. Mais un rebond de dernière minute permet-tait au marché américain lors de sa dernière séance de la semaine de gagner encore du terrain pour finir en hausse de 1,28 % d'un vendredi à l'autre à 3 615,48 points.

La capacité du principal baromètre de Wall Street de se maintenir au-dessus des 3 600 points continue d'encourager les investisseurs, ont noté des analystes. Et pourtant, les nouvelles sur l'état de santé de l'économie américaine n'ont pas été excellentes tout au long de la semaine. A commencer par l'an-

nonce de la chute de 2,7 % en juillet des mises en chantier dans le secteur de la construction.

Jeudi, le département du commerce indiquait que le déficit de la balance commerciale américaine a explosé en juin pour atteindre 12,6 milliards de dollars.

Indice Dow Jones du 20 août : 3 615,48 (c. 3 569,65).

	Cours 13 août	Cours 20 août
Alcoa	71 5/8	74 3/8
AT&T	62 3/8	65 5/8
Bearing	39 1/2	39 1/2
Chem. Ind. Bank	54 3/4	55 3/8
Du Pont de Nemours	48 1/8	48 1/8
Eastman Kodak	60 1/2	60
Exxon	64 7/8	65
Ford	51 3/4	49 1/2
General Electric	57 3/8	58 5/8
General Motors	48 1/8	44 5/8
Goodrich	40 1/2	40 7/8
IBM	41 5/8	43 1/4
ITT	92 3/8	93 1/2
Modell Oil	59 1/8	59
Pfizer	75 1/8	75
Schlumberger	62 1/4	63 3/8
Tesaco	62 3/8	63 7/8
UAI Corp. (ex-Allegel)	144 5/8	142 5/8
United Tech.	117 7/8	117 3/4
Westinghouse	59 1/4	59
Xerox Corp.	18 3/8	18 1/4

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres	Valeur en cap. (MFF)
Alcatel Alsthom	1 857 080	1 323 741
Sanofi	1 676 626	1 449 069
Société générale	900 790	922 114
BSN	622 306	454 306
Peugeot	589 900	434 152
Sanofi (ex-général)	156 028	372 183
ELF Aquitaine	622 290	368 092
Total	1 156 850	359 472
BNP (CPI)	602 765	359 091
Adf	581 100	358 428
Odol (P)	237 520	329 858
Pompey	462 576	323 795
Air Liquide (P)	428 446	315 943
Lafarge	708 870	317 874

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Nordson	+ 12,8	Ban. Disney	- 12,8
Lacoste	+ 11,1	Dynastie	- 7,2
Labinal	+ 9	Banque (P)	- 7,1
DMC	+ 8,4	Hercules	- 6,7
Ronal	+ 7,8	Caruso G&H	- 6,8
Sage	+ 7,2	Pedway	- 6,5
Uthmaniyah	+ 6,1	Montedison	- 6
Unilever	+ 5,8	ELF Shell	- 4,7
Danone	+ 5,1	ELF Shell	- 4,2
Sommer-Allis	+ 4,9	Parle. Ent. Part.	- 4,1
Ban. Marché	+ 4,9	Intertek	- 4
Sanofi-Médex	+ 4,7	Banque (P)	- 3,8
Sligo	+ 4,5	Lafarge Comp. Ind.	- 3,5
Pharm. Océano	+ 4,3	Pfizer	- 3,3

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	13-8-93	16-8-93	17-8-93	18-8-93	19-8-93
RM	3 274 100		2 861 763	3 789 943	3 675 206
Comptoir R. et obl.	25 235 556		30 195 050	25 908 111	27 780 945
Actions	207 978		262 672	282 939	198 506
Total	28 717 634		33 309 486	29 980 993	31 654 657

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	16-8-93	17-8-93	18-8-93	19-8-93	20-8-93
Indice gén. ..	584,6	585,4	590,2	583,2	
	(base 100, 31 décembre 1987)				
Indice CAC 40 ..	2 136,29	2 160,75	2 139,20	2 128,20	

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 août 1993

	SEPT. 1993	DÉC. 1993	MARS 1994
Premier	122,12	121,76	124,76
Dernier	122,16	121,76	124,80

TOKYO

INDICE NIKKEI

- 0,66 %

Victime de la rapide appréciation du yen par rapport au dollar et de l'incapacité de la nouvelle coalition gouvernementale à présenter rapidement des mesures de relance, la Bourse de Tokyo a cédé une partie des gains réalisés la semaine dernière. L'indice Nikkei des 225 principales valeurs, qui avait progressé de 387,23 points au cours de la semaine précédente dans l'espoir d'un plan de relance rapide, a cédé 137,91 points, soit 0,66 % cette semaine qu'il a terminée à 20 607,26 points. La moyenne quotidienne des échanges s'est réduite à 264,7 millions de titres traités contre 365,6 millions.

La semaine avait pourtant bien commencé par une petite avancée lundi, mais dès le lendemain le

La faute au yen

Kabuto-cho inversait la tendance et cédait ensuite chaque jour du terrain. Les valeurs japonaises ont notamment souffert de la poussée du yen contre le dollar, déprimante pour les exportateurs japonais, déjà touchés par la récession, et qui freine la reprise économique au Japon. Pour la première fois depuis la fin de la guerre, le dollar s'est affaibli en tombant mercredi en dessous de 101 yens.

Indices du 20 août : Nikkei 20 607,26 (c. 20 745,17); Topix 1 659,19 (c. 1 683,06).

	Cours 13 août	Cours 20 août
Aijinomoto	1 380	1 380
Shigetsune	1 310	1 300
Canon	1 370	1 420
Fuji Bank	2 480	2 430
Honda Motor	1 320	1 360
Mitsubishi Electric	1 370	1 400
Mitsubishi Heavy	713	677
Sony Corp.	4 380	4 480
Toyota Motor	1 630	1 650

LONDRES

Encore des records + 1,58 %

Les valeurs ont atteint de nouveaux sommets cette semaine au Stock Exchange, stimulées par l'anticipation d'une hausse des taux d'intérêt britanniques à l'automne et par un essor des titres pharmaceutiques. Des prises de bénéfices ont cependant réduit les gains en fin de semaine, et l'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est inscrit vendredi à la clôture en hausse de 47,5 points sur la semaine (1,58 %), à 3 057,6 points. Il n'était enregistré mercredi sa plus forte hausse hebdomadaire depuis la dernière baisse des taux d'intérêt le 26 janvier, et a atteint jeudi un record absolu de 3 089,2 points.

L'annonce d'une réduction plus forte que prévu du déficit budgétaire britannique en juillet, à 1,5 milliard de livres contre 3,9 milliards en juin, a soutenu la tendance. Les chiffres de l'inflation et des ventes de détail ont également été bien accueillis.

Indices « FT » du 20 août : 100 valeurs 3 057,6 (c. 3 010,1); 30 valeurs 2 384,1 (c. 2 360,7); fonds d'Etat 101,77 (c. 101,93); Mines d'or 197,7 (c. 190,4).

	Cours 13 août	Cours 20 août
Allied Lyons	5,95	5,13
BP	3,05	2,98
BTR	4	3,95
Castrol	4,75	4,30
De Beers	12,88	12,31
Glen	5,14	5,87
GUS	36,25	37
ICI	8,94	8,31
Reckitt	15,27	15,25
RTZ	6,97	6,56
Shell	6,10	6,50
Unilever	8,97	10,57

FRANCFORT

Une certaine confiance + 0,84 %

La semaine a été marquée à nouveau par des hausses à la Bourse de Francfort, en dépit de la persistance d'un deutschemark fort. Les valeurs allemandes ont bénéficié d'un environnement international très favorable avec les records successifs de Wall Street et de Londres et d'achats d'investisseurs étrangers qui parlent sur la fin de la récession l'an prochain. L'indice DAX à même atteint jeudi son niveau le plus élevé des trois dernières années à 1 946,39 points. Il n'était plus alors qu'à quelques encablures de son niveau record de 1990 à 1 965 points. Après une petite correction vendredi, le DAX a terminé la semaine à 1 922,65 points contre 1 906,58 points le vendredi précédent, sur une hausse de 0,84 %.

Pour autant, la Commerzbank juge que l'euphorie du marché cette semaine « ne doit pas conduire à un optimisme exagéré ». « Le marché semble avoir anticipé les données fondamentales de l'économie, et les bilans de premier semestre de nombreuses entreprises vont certainement avoir un effet d'apaisement », a souligné la banque.

Indice DAX du 20 août : 1 922,65 (c. 1 906,58).

	Cours 13 août	Cours 20 août
AEG	171,20	174,80
BASF	228	235,70
Boehr	297,90	297,80
Commerzbank	324,50	320,20
Deutschebank	778,50	784,00
Hochtief	277	279,20
Kentzsch	804,30	807
Mannesmann	334,30	325,20
Siemens	678	682,80
Volkswagen	389,50	386,60

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Le rôle accru des emprunteurs japonais

Une des conséquences de la forte hausse du yen est d'accroître la place prise par les emprunteurs japonais. Ceux-ci, lorsqu'ils lèvent des fonds en devises, concluent immédiatement des contrats d'échange avec leurs banques afin que tout se passe comme si leur dette était libellée dans leur propre monnaie. Ils procèdent ainsi pour diversifier au mieux leurs sources de financement tout en obtenant des conditions sinon meilleures, du moins équivalentes à celles qui leur seraient consenties à domicile. Exprimées en yens, la plupart de leurs opérations sont de taille moyenne. Mais comme la valeur extérieure de cette monnaie a monté dans des proportions vertigineuses ces derniers mois, les mêmes montants en devises occidentales sont suffisamment élevés pour retenir l'attention de tous les spécialistes.

C'est ainsi que la société de financement des autoroutes du Japon s'apprête à solliciter le marché international des capitaux. Il s'agit d'un emprunteur de choix qui bénéficie de la garantie du Japon. On ignore encore sur quelle place sera émise sa prochaine opération. S'il se présente à Paris ou à Zurich, comme on lui en prêtait l'intention ces derniers jours, son émission sera de l'ordre de 1,5 milliard de francs français ou de 400 millions de francs suisses. Et même si, ce qui est plus probable, l'emprunteur se décide pour le marché de l'eurodollar, qui est beaucoup plus grand que les autres, sa transaction ne passera pas inaperçue : elle atteindra 250 millions de dollars.

Avant de se déterminer, l'emprunteur attendra le résultat de la prochaine adjudication d'obligations du gouvernement japonais, qui se tiendra mardi, et qui lui servira de référence. Parmi les autres candidats nippons, trois entreprises du secteur de l'énergie pourraient prochainement lancer des emprunts en devises, deux sociétés régionales d'électricité et la compagnie du gaz de Tokyo. D'une façon générale, le marché est demeuré très animé la

semaine passée, accueillant un volume impressionnant de nouveaux emprunts. Le compartiment de la monnaie américaine s'est mis en évidence, soutenu par la fermeté des cours des obligations qui s'est produite à New-York. L'euro-emprunt le plus en vue a été celui d'un milliard de dollars contracté pour une durée de quatre ans par le Danemark. La façon dont ce pays a su s'y prendre pour reconstituer les réserves de devises de sa banque centrale force l'admiration. La couronne danoise avait été une des principales victimes de la crise des changes de la fin de juillet et les autorités ont immédiatement réagi, sollicitant tour à tour les marchés de la livre sterling, du franc français et du dollar où il leur a été consenti des conditions très avantageuses.

Attrait persistant de la lire italienne

Par ailleurs, l'attrait du marché de la lire italienne ne cesse de se confirmer alors que, pourtant, le niveau de l'intérêt a beaucoup baissé depuis quelques semaines et que pour attirer les investisseurs, on ne peut plus faire miroiter la perspective d'un coupon de 10 %. Soucieuses de maintenir un flot constant d'opérations nouvelles, les banques proposent actuellement aux débiteurs de lancer de longs emprunts, de trois à dix ans de durée mais qui pourront être remboursés par anticipation dans deux ans déjà. C'est ce qui se passera certainement si les taux baissent d'ici là. Les souscripteurs en sont bien conscients mais cela ne les empêche pas d'acquiescer ces emprunts car le rapport qu'ils vont en tirer est de loin supérieur à celui qu'ils obtiendraient s'ils achetaient de nouveaux titres d'une durée de deux ans seulement.

La formule plaît également aux emprunteurs car elle leur permet d'économiser sur le coût de leurs opérations. Les banques qui les poussent à émettre de tels emprunts valorisent beaucoup la possibilité de

rembourser la dette à relativement brève échéance. C'est une option qu'elles sont prêtes à payer cher et qu'elles achètent aux débiteurs, ce qui réduit d'autant la prime de revient des ressources qu'elles se procurent. Dans une seconde étape, une transaction d'échange est conclue et la dette (à long terme) prend la forme qui convient le mieux à l'emprunteur. Deux débiteurs de premier plan se sont laissés tenter la semaine passée, Rabobank, une des principales banques des Pays-Bas, et la Suède.

En franc français, deux opérations classiques ont vu le jour. La plus longue est pour le compte de la SNCF. D'une durée de vingt ans et d'un montant de trois milliards, l'affaire revient au débiteur à 7,10 % l'an, tout frais compris. Elle a été placée pour l'essentiel à l'étranger par l'intermédiaire d'un groupe de banques placé sous la direction de la Société générale. L'autre opération, d'un milliard et demi et d'une durée de onze ans, a été émise par le Crédit lyonnais à 7,12 % l'an. Elle est principalement placée en France.

Parmi les autres événements de la semaine, il convient de mentionner l'émission d'un emprunt international en florins qui - contrairement aux euro-obligations habituelles - présente la particularité d'assurer les investisseurs d'une protection contre l'éventuelle introduction d'une retenue à la source aux Pays-Bas. L'emprunteur, BNC, est un établissement public néerlandais de grand renom et sa décision de s'offrir aucune composition en cas de changement fiscal répond au souci de placer ces titres auprès des très grandes caisses de pensions de son pays qui sont soumises à des règles d'investissement très strictes. Les avis sont partagés à ce sujet mais certains spécialistes redoutent que cet exemple soit suivi prochainement et qu'il marque l'érosion des privilèges fiscaux dont bénéficie l'euro-marché.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVICES ET OR

Le virage du franc et du yen

Les changes flottants sont pleins de surprises. D'un vendredi à l'autre, le franc qui glissait s'est mis à remonter, et le yen qui s'appréciait a décroché brutalement. Sur ces marchés qui bougent, les cambistes sont plutôt heureux.

Mal remise de la tourmente monétaire, la monnaie française a effectué une reprise très nette en l'espace de quelques jours, aidée par deux petits gestes de la Banque de France sur le taux des pensions à vingt-quatre heures. La semaine avait vraiment mal commencé, puisque, lundi 16 août, le mark restait rivé à son record historique : 3,5475 francs, alors que le cours maximum autorisé avant la crise était de 3,4305 francs. Les opérateurs étaient nerveux au point de faire circuler des rumeurs de rétablissement du contrôle des changes en France. Rumeurs, il est vrai, fondées sur les déclarations véhémentes venues du sommet de l'Etat où, à l'Elysée comme à Matignon, la spéculation était dénoncée comme le mal absolu, qu'il fallait vaincre à tout prix. Le ministre de l'Économie, Edmond Alphandery, a fait en les qualifiant d'« absurdités », par couper court aux rumeurs d'imposition prochaine d'un contrôle des capitaux, rumeurs particulièrement préjudiciables pour l'image d'une place financière ouverte aux investissements internationaux.

Le démenti, suivi d'une nouvelle diminution des taux des pensions de la Banque de France, a dopé la monnaie française. A 3,48 francs - et même 3,4784 francs vendredi 20 - le mark est revenu aux niveaux d'il y a deux semaines. Encore une fois, il est bien trop tôt pour savoir si la parité du mark et du franc a trouvé un point d'équilibre dans la nouvelle configuration du SME. Le meilleur test sera le 26 août, date doublement importante puisque le conseil central de la Bundesbank se réunira (lire ci-dessous notre rubrique « Le marché monétaire et obligataire ») et que le premier ministre allemand Helmut Kohl. Cette journée permettra sans doute de constater si l'alliance monétaire

franco-allemande reste solide, ou si la détérioration récente des relations se poursuit.

Ces derniers jours, les autorités monétaires ont certainement été soulagées d'assister au redressement du franc. Mais le bilan hebdomadaire de la Banque de France indique que les réserves de change étaient toujours fortement négatives au 11 août (- 175 milliards de francs, contre - 190 milliards une semaine plus tôt), même si celles-ci ont dû se redresser quelque peu au cours des récentes séances de hausse du franc. Si Bercy propage l'idée que tout cela a peu d'importance et que les dettes contractées auprès des banques centrales étrangères peuvent être rééchelonnées pendant plusieurs mois, la lenteur de la rentrée des devises pose tout de même problème. Car en régime de taux de changes quasi flottants les cours des monnaies peuvent varier très nettement au cours d'une même séance, et les interventions des banques centrales peuvent jouer un rôle très important.

La barre symbolique des 100 yens

On l'a d'ailleurs constaté ces derniers jours à propos du yen. Alors que l'envoie de la monnaie japonaise observée ces dernières semaines paraissait devoir se poursuivre, au-delà de la barre symbolique de 100 yens pour un dollar, l'administration américaine est soudainement entrée en piste jeudi 19 août. Il a suffi que le sous-secrétaire au Trésor, Lawrence Summers, publie une déclaration critiquant la poussée de la devise nipponne - « les Etats-Unis sont préoccupés par la hausse rapide du yen » - pour que la tendance sur le marché s'inverse. Déclaration accompagnée d'interventions substantielles de la Réserve fédérale sur le marché des changes qui, coupées aux actions de la Banque du Japon, ont fait remonter le dollar de 101 yens à 105,85 yens en l'espace d'une séance seulement.

Face au franc, la monnaie japonaise a également cédé du terrain, 100 yens revenant de 5,91 francs à

5,58 francs. La monnaie américaine a également perdu du terrain en Europe, au fur et à mesure que les positions mark-yen se sont déboulées, d'autant que Washington venait d'annoncer un très mauvais résultat du commerce extérieur en juin. A Paris, le cours du dollar est revenu de 6,0575 francs le 13 août à 5,8655 le 20, et même 5,83 dans la soirée à New-York. Le billet vert est ainsi revenu à ses niveaux de la mi-juin.

Depuis le début de l'année, le yen s'est apprécié de près de 20 % par rapport aux principales monnaies occidentales. Logiquement, une telle évolution devrait permettre d'œuvrer au réajustement des échanges entre les deux puissances économiques. Justement, ces derniers jours, les Etats-Unis ont annoncé leur plus fort déficit commercial depuis près de six ans (12 milliards de dollars en juin) alors que Tokyo continue d'enregistrer des excédents records.

Selon la plupart des analystes, Washington, pour qui la hausse du yen n'est théoriquement pas un problème, aurait choisi de calmer le jeu de peur de décourager les investissements de portefeuille japonais sur le territoire américain. L'intervention des Etats-Unis coïncidait également avec une importante réunion, le matin même à Tokyo, du gouvernement japonais, qui devait se pencher sur les conséquences de la réévaluation du yen. Les responsables japonais ont démenti qu'il y ait eu une quelconque entente avec leurs interlocuteurs américains.

L'épisode nippo-américain prouve en tous cas que même en régime de changes flottants, des concertations internationales peuvent produire des résultats. Encore faut-il que chacun y mette du sien. Le cadre du système monétaire européen (ancienne formule) était tout de même plus sécurisant.

FRANÇOISE LAZARE

MATIÈRES PREMIÈRES

La banane après la tempête

Dominique Perben, ministre des départements et territoires d'outre-mer, en foulant le sol de la Martinique, a probablement rencontré un pays apaisé, en dépit des ravages de la tempête. Les indemnités compensatoires achèveront de faire taire les dernières inquiétudes. Car, après les après discussions, les grandes leçons du dossier de la banane, « les équivalents sont en définitive maintenus dans ce secteur sensible », souligne Olivier Roca, directeur d'Eurostratégie, cabinet de conseil et de communication chargé du dossier.

La banane représente, en effet, 50 % des exportations des deux îles de la Martinique et de la Guadeloupe et 13 % des emplois. Contre toute attente, l'entrée en vigueur de l'OCM (Organisation commune de marché) le 1^{er} juillet se déroule sous les meilleurs auspices. Bruxelles a réussi ce tour de force inespéré : concilier l'inconciliable, protéger les producteurs des départements d'outre-mer de la « banane-dollar » venue d'Amérique latine, dans un contexte idéologique pourtant favorable au libre-échange.

Au-dessus du seuil de 2 millions de tonnes, des droits élevés (8,50 euros par tonne) juguleront les flux latino-américains. Le soulagement des producteurs, notamment antillais, est réel car la Communauté contingente les importations

d'Amérique du Sud à leur niveau actuel. La récolte assemblée géométrale de la SICABAM, société des producteurs martiniquais qui assure la moitié de la production antillaise (environ 200 000 tonnes de bananes par an), témoignait de la satisfaction générale. L'humeur était d'autant plus à la sérénité que le niveau de l'aide compensatoire versée aux producteurs, lorsque les prix à l'export tombent au-dessous des coûts de production, venait d'être fixé à 3,82 francs le kilo, selon le Journal officiel de la Communauté européenne.

Or chacun s'accorde à dire que ce prix est équitable, qu'il correspond effectivement au seuil de rentabilité des producteurs. « Au-dessous de 3,80 francs, point de salut », disent ordinairement les planteurs antillais. « Bruxelles ne peut s'engager sur un niveau aussi élevé que parce que les prix antillais sont proches de 4 francs », rétorque un fonctionnaire proche de la Commission. Et de fait, à une période ordinairement difficile pour la banane - l'été est plus propice aux sautes de baies rouges qu'à ce fruit riche en amidon - les prix caracolent au-dessus de 4 francs. Quelle est la raison de ce renversement ?

Une multinationale aux abois

Selon plusieurs opérateurs, il semblerait que la Chiquita Brands International, une des trois compagnies géantes, avec Dole et Del Monte, d'Amérique du Sud (elles représentent au total 6 millions de tonnes de bananes, soit les trois quarts du commerce mondial) n'ait d'autre choix que d'infléchir sa politique commerciale. Cette compagnie, désireuse de mordre dans le gâteau du marché européen, pratiquait, au cours de la saison dernière, un dumping échevelé. Les cours chutèrent jusqu'à 2 francs le kilo dans le port de Hambourg, provoquant de violentes manifestations aux Antilles. L'opération « ville morte », où s'en souvient, avait coupé les liaisons aériennes entre les départements d'outre-mer et la métropole au mois de novembre (le Monde daté 6-7 décembre 1992).

L'effondrement des cours s'est renouvelé en février de cette année, toujours pour les mêmes raisons. Aujourd'hui, les résultats financiers de Chiquita sont publiés, et il apparaît que celle-ci n'a plus les moyens d'une stratégie aussi conquérante. La multinationale

abandonne une période moins agressive, qu'elle baptise pudiquement « phase de réajustement financier après une période d'adaptation par anticipation au nouveau régime établi par la CEE ». En réalité, elle affiche un déficit de 146 millions de dollars, tout en arguant d'une « opération d'envoie de réorganisation, consultation et intégration de ses activités européennes, en anticipation de l'échéance du 1^{er} juillet ». Car, évidemment, le dispositif de Bruxelles provoque un certain déplaisir en Amérique du Sud. Eorique Bethancourt, directeur de l'Unio des pays exportateurs de bananes (UPEB), ne manque pas de souligner « des conséquences particulièrement lourdes en termes de pertes d'emplois » des décisions européennes. Selon ses dires, les quotas européens devraient affecter « directement 52 000 travailleurs et indirectement 122 000 ». Mais que signifient ces chiffres au regard de ceux de la filière européenne, qui, s'ils sont moindres (45 000 personnes, dont 15 000 sur les terres de Martinique et de Guadeloupe), ne sont pas non plus dépourvus de réalité humaine ; et lorsque l'on sait surtout les conditions « terribles », pour utiliser la formule des opérateurs, auxquelles sont soumis les employés des multinationales comme Chiquita ou Dole implantées en Amérique du Sud. Pour ne parler que des rémunérations, en Martinique et en Guadeloupe, le salaire journalier est supérieur à 300 francs ; en Amérique latine, il oscille autour de 30 francs.

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 19-8-93	Cours 20-8-93
Or fin (à la livre)	71 000	70 000
Or fin (à la once)	22 150	22 100
Pilons français (20 F)	408	401
Pilons suisse (20 F)	408	389
Pilons belge (20 F)	420	388
Pilons néerlandais (20 F)	416	408
Souverain	635	498
« Souverain élargi »	321	310
« Demi-souverain »	255	278
Pilons de 20 dollars	2 500	2 550
« 10 dollars »	1 212,5	1 220
« 50 pesos »	2 730	2 605
« 20 reales »	800	800
« 10 baïas »	420	410
« 6 baïas »	300	270

« Ces pilons d'or ne sont cotés qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire ».

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Quelle rentrée pour la Bundesbank ?

La réunion de la Bundesbank, prévue le 26 août, va-t-elle déclencher une nouvelle tempête monétaire ? A priori, l'abcès a été crevé au début du mois, mais la dernière réunion de la Bundesbank, le 29 juillet, avait fait l'effet d'une telle bombe que les responsables allemands tentent au maximum de calmer les esprits.

Hans Tietmeyer, vice-président de la Bundesbank, avait déclaré à l'occasion du colloque monétaire de Jackson Hole, dans le Wyoming : « Vous pouvez être certains que la Bundesbank maintiendra la politique monétaire qu'elle a poursuivie jusqu'à présent. Mais cela n'exclut pas la possibilité de nouveaux petits pas de politique des taux d'intérêt, pourvu que l'évolution tendancielle de la masse monétaire le permette et que l'inflation décroisse, comme prévu, dans un avenir proche. » Avec une telle déclaration, on peut s'attendre à tout.

Logiquement, la Banque centrale allemande pourrait assouplir le jalon bas de ses taux directeurs, celui de l'escompte, qu'elle avait laissé inchangé le 29 juillet. Depuis cette date, en effet, les autorités monétaires ont abaissé de 6,95 % à 6,80 % le taux des pensions qu'elles consentent sur le marché

monétaire. Rien ne s'oppose donc à une nouvelle décade puisque les taux à très court terme se situent largement en deçà du jalon haut du Lombard (7,75 %).

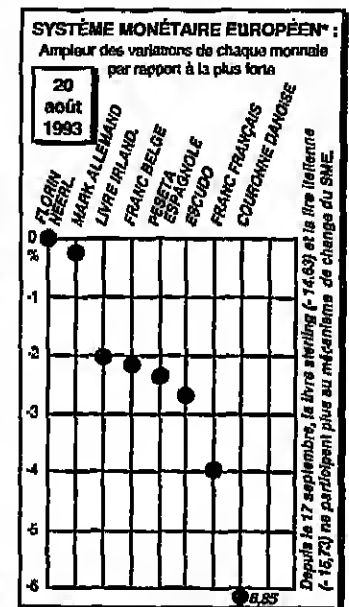
Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, a tenu pour sa part à mettre en garde les marchés contre les attentes excessives, rappelant que ces dernières pouvaient conduire à « d'importants dysfonctionnements sur les marchés ». Pour l'instant, les opérateurs ne se sont pas trop laissés impressionner par l'annonce d'une progression de 7,5 % de la masse monétaire M3 en juillet, toujours très supérieure à l'objectif de la banque centrale (entre 4,5 % et 6,5 % en 1993).

En France, la semaine a été marquée par une nouvelle diminution du taux des pensions à 24 heures, ramené en deux temps, mardi 17 et jeudi 19 août, de 9,25 % à 8,25 %. Le retour à des niveaux de taux à court terme d'avant la crise (les pensions à cinq/dix jours seraient ramenées de 10 % à 7,75 %) semble maintenant à portée de main. Reste à savoir si les autorités monétaires prendront le risque d'une diminution du taux des appels d'offres, laissé inchangé à 6,75 % tout au long de la crise.

La baisse des taux à long terme semble pour l'instant avoir atteint un palier. Sur le marché physique, l'OAT à dix ans 6,75 % ne varie plus guère. Son rendement se situait à 6,32 % le 20 août, soit au même niveau qu'une semaine plus tôt. Sur le MATIF, les opérateurs ont carrément pris leurs bénéfices, le contrat notional échéance septembre revenant de 122,82 à 122,16. Stabilisation du long terme, décade du court terme : la courbe des taux française, anormalement inversée depuis plusieurs semaines, devrait progressivement retrouver une configuration plus normale.

L'écart reste toutefois grand entre les taux à long terme français et allemands, sensiblement identiques, et ceux des Etats-Unis, qui continuent à baisser. Estimant que les perspectives de croissance s'assombrissent, les opérateurs achètent massivement des obligations du Trésor. L'emprunt de référence à trente ans 6 1/4 % cote 6,20 %, tandis qu'à dix ans les taux fléchissent jusqu'à 5,60 %. Vendredi, la FED aurait acheté des titres sur le compte de la Banque du Japon, mais la rumeur n'a pas été confirmée.

F. L.



Eric Petetin a retrouvé la liberté Grâce providentielle

Le président de la République, le 18 août, Eric Petetin, chef de file des opposants à la construction du tunnel du Somport dans les Pyrénées (nos dernières éditions du 21 août), Eric Petetin avait été condamné à quatorze mois de prison pour diverses infractions, en particulier pour entrave à la liberté du travail et injures à représentants de la force publique. Sa grâce vient à point nommé, mais ne règle pas tout...

La date a été bien choisie : la grâce présidentielle est intervenue la veille du jour où les opposants au tunnel du Somport devaient se rassembler à Bedous (Pyrénées-Atlantiques), à l'appel de la Coordination pour la sauvegarde active de la vallée d'Aspe (CSAVA) et du Comité de soutien à Eric Petetin.

En permettant l'élargissement du meneur de l'opposition au tunnel routier, le président Mitterrand donne satisfaction à beaucoup. A Eric Petetin et sa famille, d'abord, qui s'est mobilisée pour obtenir sa libération. Son père, Yves Petetin, ingénieur honoraire de la SNCF, ne pouvait rester insensible à la détresse d'un fils qui se bat... pour le rétablissement de la ligne de chemin de fer entre Pau et Canfranc (Espagne). Sa compagne, Marie Labarrère, qui assurait désormais seule la gestion de la maison dans la montagne, à Caste-Eygun, pourra partager avec Eric la joie de la naissance d'un premier-né, en octobre.

Mais la décision de M. Mitterrand va au-delà du simple geste humanitaire. Il prend en compte la pression des milieux écologistes qui, toutes étiologies confondues, ne cessent depuis des mois de réclamer, à chacune de leurs réunions, la libération de celui qu'ils considèrent comme l'un des leurs. Une revendication tellement lancinante que le ministre de l'environnement, Michel

Barnier, quadragénaire et amoureux de la montagne comme Eric Petetin, a fini par tenir pour légitime. Et finalement habile : on libère l'opposant et on fait le tunnel avec des garanties de bonne écologie. Quitte à gêner certains collègues pyrénéens du gouvernement comme François Bayrou, Alain Lamassourie ou Michèle Alliot-Marie, élus par les partisans du tunnel routier, Michel Barnier s'était donc déclaré en faveur d'une « mesure d'apaisement ». Et il avait demandé au garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, de faire préparer un dossier de grâce au cas où le président de la République le demanderait. Ce qui a été fait, non pas pour le 14 juillet, comme l'avait demandé son avocat, mais lorsque la pression des écologistes et des intellectuels (Albert Jacquard, Gilles Perrault, Bernard Langlois, Claude Bourdat, Robert Escarpit, Alain Resnais, Mgr Gaillot, etc.) est devenue assez forte.

Car le cas Petetin dépassait largement l'enjeu de la bataille du tunnel routier du Somport. Tout le monde avait fini par reconnaître, y compris parmi les partisans du tunnel, que l'accumulation d'amendes et de peines de prison ferme sur la tête d'un seul homme était disproportionnée par rapport au délit. Et surtout injuste si on compare le sort d'Eric Petetin à celui de tous ceux - camionneurs, agriculteurs ou pêcheurs - qui ont été brûlés, cassés et blessés sans jamais se retrouver en prison. Car la défense de la vallée d'Aspe avait, le tort de n'appartenir à aucun corps, pas même au mouvement écologiste. Guide de haute montagne auto-proclamé et original invétéré, il a le défaut de tout entrepreneur seul, sans aucun respect pour l'autorité.

La grâce présidentielle reconnaît cette disproportion, tout en faisant un geste à l'égard de la mouvance verte... et en prenant le risque d'une éventuelle relance de l'opposition au tunnel.

ROGER CANS

EN BREF

■ Brice Lalonde reproche au gouvernement d'être « vénéux » et « jédécis ». - Brice Lalonde affirme, dans un entretien à la Croix datée 22-23 août, que l'exclusion de cinq conseillers régionaux de Génération Ecologie (le Monde du 21 août) « n'est pas une sanction politique ». « Le problème, explique-t-il, est de savoir si, quand on est opposant, il faut s'abstraire des règles du mouvement. Je ne le crois pas. Ce qui nous a particulièrement cynique, c'est l'attitude de ceux qui considèrent qu'ils étaient au-dessus des statuts et des engagements qu'ils avaient pris. » Le président de GE réaffirme que l'orientation de son mouvement n'a pas changé, qu'il maintient « son indépendance ». « Ce gouvernement, a-t-il assuré, je le critique. Je le trouve excessivement vieux jeu, pas assez réformiste, indécis. Quant à sa majorité, elle est souvent effrayante. »

■ M. Perben annonce des mesures en faveur des victimes martiniques de la tempête « Clady ». - Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, a annoncé, vendredi 20 août, à Fort-de-France, des mesures en faveur des familles touchées par la tempête « Clady », à l'issue d'une visite de vingt-quatre heures à la Martinique (le Monde des 17 et 21 août). Il a indiqué que l'Etat débiterait 3 millions de francs pour les secours d'urgence, qui s'ajoutent aux 4 millions décaissés par les deux assemblées locales.

Lire page 15 la chronique « Matières premières » sur l'économie de la banane.

■ Le volcan Pinatubo donne des signes de réveil. - En sommeil depuis son éruption de l'été 1991, le volcan philippin Pinatubo a laissé échapper, vendredi 20 août, une coulée de lave et de débris qui

Le poète Mahmoud Darwich veut quitter la direction de l'OLP

Les dissensions au sein de l'organisation palestinienne

L'un des membres les plus prestigieux du comité exécutif de l'OLP, le poète Mahmoud Darwich, a présenté, au début de la semaine, sa démission à Yasser Arafat. Fidèle à la discrétion dont il ne s'est jamais départi - ce qui est rare au sein de l'OLP - M. Darwich, joint au téléphone, a refusé de préciser les raisons pour lesquelles il a renoncé à ses fonctions au sein de l'instance suprême de la centrale palestinienne.

La démission de M. Darwich illustre, si besoin en était, les tensions qui tiraillent actuellement l'OLP à propos des négociations de paix avec Israël, surtout parmi ceux qui ont été les premiers adeptes de ces pourparlers. Car, à la différence des organisations et personnalités de l'opposition palestinienne, qui ont toujours proclamé leur refus du processus de paix, M. Darwich, qui a toujours joué de la confiance de Yasser Arafat, fait partie du clan des « modérés » qui ont contribué à orienter l'OLP vers une voie pacifique.

Deux missions qu'il a accomplies sont particulièrement symboliques

de cette orientation : c'est lui qui, en 1983, avait mené, pour le compte de l'OLP, la négociation avec le ministre suédois des affaires étrangères, laquelle devait aboutir à l'ouverture, par les Etats-Unis, d'un dialogue avec l'OLP. Et c'est lui aussi qui avait rédigé le texte de la proclamation de l'« Etat palestinien », lu par Yasser Arafat à la tribune du CNP, au mois de novembre de la même année, à Alger, et qui prévoyait la coexistence de deux Etats, palestinien et juif.

Aussi la démission de cet homme, considéré comme l'un des plus grands poètes modernes arabes, porte-t-elle un coup moral à Yasser Arafat au moment où les négociations de paix sont parvenues à un stade délicat. M. Arafat a refusé la démission, mais l'intéressé n'entend pas revenir sur sa décision. Parallèlement aux pourparlers bilatéraux officiels qui ont lieu entre Israéliens et Palestiniens, à Washington, un autre canal de tractations semble être désormais ouvert depuis la rencontre, au début du mois d'août, au Caire, entre un conseiller de M. Arafat et le ministre israélien de l'environnement, Yossi Sarid.

Ce n'est pas le fait lui-même qui inquiète certains modérés palestiniens. Comme d'autres, ils s'en réjouissent, au contraire, car il

consacre le rôle de l'OLP, longtemps décriée par Israël. Ce qui les perturbe, ce sont ces zones de clair-obscur qui entourent les négociations : telle cette suggestion, contenue dans le document de travail remis par les négociateurs palestiniens au secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, à la fin du mois de juillet, prévoyant un « désengagement » israélien de la bande de Gaza et de la région de Jéricho en Cisjordanie.

Restrictions budgétaires

D'autant que l'idée a aussitôt été reprise par le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Peres, qui a proposé de faire de ces deux territoires des « projets pilotes » pour un régime d'autonomie dans les territoires occupés, « avant même la signature d'un accord général sur ce régime d'autonomie ».

M. Arafat n'a certes pas encore dit ce qu'il pense de la proposition de M. Peres, mais certains modérés palestiniens retiennent leur souffle : accepter cette proposition serait, à leurs yeux, faire un pas en arrière. Ce serait en substance admettre une phase préparatoire à un statut d'autonomie qui était déjà lui-même considéré comme préparatoire au

statut définitif des territoires occupés.

Et puis il y a la crise financière que connaît l'OLP - et les restrictions budgétaires qui s'ensuivent - qui touche des centaines de milliers de Palestiniens. Des milliers de fonctionnaires ne perçoivent plus leurs salaires depuis des mois, ou alors avec des retards considérables. Certaines représentations de l'OLP, notamment en Europe du Nord, ont été fermées. Mais le plus dramatique, c'est que des milliers de familles de « martyrs » sont à court d'argent, ne recevant plus d'indemnités.

Alors, les modérés se demandent comment d'une très grande prospérité la centrale palestinienne a pu en arriver à l'indigence quasi totale, pratiquement sans transition, même si les pétro-monarchies ont cessé de payer leurs subsides pour « punir » l'OLP d'avoir soutenu l'Etat durant la guerre du Golfe. Ils se demandent surtout pourquoi M. Arafat - dont l'honnêteté personnelle n'est pas mise en cause - se refuse toujours à rendre des comptes sur sa politique financière, qu'il a toujours considérée comme son domaine réservé.

MOUNA NAÏM

Ravissant les craintes d'une nouvelle guerre civile

Des prises d'otages en série sèment la confusion au Nicaragua

Alors que le climat politique ne cessait de se détériorer depuis plusieurs mois au Nicaragua, deux spectaculaires prises d'otages viennent d'ajouter à la confusion. En filigrane se joue le sort du chef de l'armée, le général sandiniste Humberto Ortega, frère de l'ancien président Daniel Ortega, au pouvoir de 1984 à 1990. Aux pressions intérieures pour obtenir sa démission s'ajoutent celles des Etats-Unis, qui ont gelé, cette année et l'an passé, leur aide au Nicaragua afin d'obtenir que les sandinistes cèdent le contrôle qu'ils continuent

d'exercer sur l'armée, la police et la justice. Les derniers événements consacrent l'échec de la délicate politique de réconciliation de la présidente, Violeta Chamorro, élue, en février 1990, à la tête d'une coalition « l'Union nationale de l'opposition (UNO) - qui l'a dévouée en janvier.

La première prise d'otages est intervenue, jeudi 19 août, non loin de la frontière avec le Honduras, près de Quiliché, à 250 kilomètres au nord de Managua. Un groupe de « recontras », anciens rebelles opposés au régime sandiniste, a intercepté une délégation de trente-huit personnes comprenant des députés, des militaires et des fonctionnaires. Les ravisseurs, conduits par le « commandant » José Angel Talavera, ont rapidement libéré Anibal Martinez, un député du Parti libéral indépendant (membre de l'UNO), le chargeant de faire connaître leurs revendications. Outre la démission du général Humberto Ortega, ils réclament celle de l'« homme fort » du gouvernement de M. Chamorro, le ministre Antonio Lacayo, proche des sandinistes. Les membres de la délégation ont été interceptés par les rebelles alors qu'ils se rendaient précisément à une réunion avec des chefs des « recontras » pour discuter des modalités de leur désarmement. Deux jours plus tôt, le Parlement avait voté - sans l'appui de l'UNO, qui avait boycotté le scrutin - une loi d'amnistie pour les rebelles (« recontras » ou sandinistes) disposés à rendre les armes.

« Disque rayé »

En représailles à cette prise d'otages, un mystérieux Groupe 40 pour la souveraineté nationale séquestre à Managua, depuis vendredi soir, le vice-président, Virgilio Godoy, et une cinquantaine d'autres membres de l'UNO, au siège de cette coalition. Ce groupe, inconnu jusqu'alors, s'est dit prêt à libérer ses otages à condition que les « recontras » libèrent les leurs.

Peu après cette déclaration, un commando de « recontras » a tenté de pénétrer au siège de l'UNO pour tenter, en vain, de libérer le vice-président et ses collègues. La fusillade aurait fait un blessé léger. Au même moment, un commando détruisait, avec des armes de gros calibre, les locaux de la station Radio Corporacion, liée à la droite, avant d'incendier les lieux.

M. Chamorro a réaffirmé, vendredi soir, qu'elle ne négociera pas la démission du général Ortega et de M. Lacayo. Les demandes insistantes en ce sens - émanant, depuis le début de l'année, de la droite, de l'extrême droite, de l'Eglise catholique et des chefs d'entreprise - font penser à un « disque rayé », a-t-elle ajouté. L'UNO, de son côté, a estimé que le pays courait sérieusement le risque de replonger dans une guerre civile.

MARTINE JACOT

Un conseiller de M. Arafat affirme qu'il existe déjà un « dialogue officiel » avec Israël

Conseiller politique de Yasser Arafat, Nabil Chaath, a affirmé, vendredi 20 août au Caire, dans un entretien accordé au quotidien israélien *Yedioth Aharonot*, qu'il existait « un dialogue officiel » entre l'OLP et Israël et révéla être en contact avec un proche du premier ministre, Itzhak Rabin, dont il a refusé de divulguer l'identité. « Nous avons des discussions extrêmement concrètes, a-t-il déclaré. La teneur est communiquée immédiatement à Itzhak Rabin et j'en rends compte à Arafat et à Abou

Mazen », membre du comité exécutif de l'OLP.

M. Chaath a cité l'exemple du chef de la délégation israélienne aux pourparlers de paix avec les Palestiniens, Elyakim Rubinstein, qui avait présenté trois documents sur l'éducation, la santé et le bien-être social en « Judée-Samarie » (Cisjordanie occupée). « Ce terme pouvait faire sauter la négociation. J'ai contacté cette personnalité israélienne et, en une demi-heure, l'affaire a été réglée. » - (AFP.)

Deux adolescents autorisés à « divorcer » de leurs parents

Enfants-rois de Floride

Choisir ses parents : ce rêve d'enfant devient réalité sous le soleil de Floride. Après l'affaire du petit Gregory Kingsley, douze ans, autorisé à « divorcer » de sa famille naturelle par un tribunal d'Orlando (le Monde du 28 septembre 1992), une adolescente, élevée par des parents qui n'étaient pas les siens à la suite d'un échange de nouveau-nés à la clinique, a obtenu, mercredi 18 août, le droit de rester définitivement aux côtés de son père adoptif.

L'histoire n'est pas sans rappeler celle des familles Groselle et Laquesnoy du film *La vie est un long fleuve tranquille*, d'Edouard Grynberg. Mais celle-ci est vraie, et elle est plus comique. A sa naissance, le 2 décembre 1978, une infirmière confie par erreur la petite Kimberly à la famille Maye. Au même instant, Ernest et Regina Twigg héritent d'une petite Ariane, née le même jour que Kimberly, dans le même clinique. Neuf ans plus tard, les Twigg perdent leur fille des suites d'une maladie cardiaque congénitale. La cause du décès prouve qu'Ariane ne peut être leur enfant biologique. Une expertise va rapidement établir que Kimberly était leur véritable fille.

Le juge Stephen Dakan de Sarasota, et conclut que Robert Maye, avocat, devenu veuf depuis, était la « père psychologique » de Kimberly. Il a donc décidé qu'elle devait rester à ses côtés et a refusé le droit de visite que réclamaient les Twigg, parents biologiques de Kimberly, au motif que ces visites seraient de nature à « causer des torts mentaux, physiques et émotionnels dura-

bles » à l'enfant. Ernest et Regina Twigg ont déclaré qu'ils feraient appel de cette décision.

George Russ, avocat de Kimberly « Maye-Twigg » a commenté le jugement en affirmant : « Ce sont les personnes psychologiquement perçues comme les parents qui sont importantes pour le développement de l'enfant, pas forcément les parents biologiques. » M. Russ parle en connaissance, puisque c'est pour vivre avec lui et sa femme que le jeune Gregory Kingsley avait attaqué sa propre mère devant les tribunaux. Le jugement qui l'autorisait à « divorcer » vient cependant d'être annulé en appel.

« Je veux une vie normale »

Ces deux affaires, révélées sous les sunlights et les caméras - le procès Kingsley avait été intégralement retransmis à la télévision - témoignent de l'éclatement des relations familiales outre-Atlantique. Certes, les juges de Floride ont entendu chaque fois la volonté de l'enfant. Kimberly avait déclaré : « Je ne veux pas d'eux dans ma vie, je veux une vie normale », tandis que Gregory avait publiquement traité sa mère de droguée, d'alcoolique, de prostituée et de lesbienne.

Que deviendront ces enfants-roi, éphémères vedettes des médias ? La publicité accordée à ces affaires ne risque-t-elle pas d'avoir des conséquences à plus long terme sur l'équilibre psychologique de ces mineurs, cet « équilibre » invoqué par les juges pour leur donner satisfaction ?

LAURENCE FOLLÉA

SOMMAIRE

RENCONTRES DE FRANCE

12. - Chez Roger 2

ÉTRANGER

Les négociations de Genève et le plan de découpage de la Bosnie-Herzégovine 3
Pérou : la massacre d'une souveraineté d'Indiens par la Sentier lumineux 4
« Loin des capitales » : Kora-Kinabalu défie Kuala-Lumpur 4
Chine : le régime lance une nouvelle campagne contre la corruption 8

POLITIQUE

La création de plusieurs revues de philosophie politique 7

SOCIÉTÉ

Une affaire de détournements à l'hôtel de police de Grenoble 8
Vacances de guerre pour des réfugiés bosniaques en Auvergne 8

SPORTS

Les championnats du monde d'athlétisme de Stuttgart 9

CULTURE

Chez les peintres : Eric Flachi, la voyeur mélancolique 11

ÉCONOMIE

Paris antant intensifier ses relations avec Séoul 13
Revue des valeurs 14
Crédits, changes et grande marche 15

Services

Abonnements 10
Cartes 10
Météorologie 10
Mots croisés 8
Télévision 10
Spectacles 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3815 LEM
Ce numéro comporte un cahier « Radio-télévision »

Le numéro du « Monde » daté 21 août 1993 a été tiré à 450 972 exemplaires.